A°. 1933.  N°. 92.

PUBLICATIEBLAD.

BESCHIKKING *van den 8sten September 1933, No. 1037, bepalende de plaatsing in het* Publicatieblad *van het Koninklijk besluit van den 25sten October 1932* (Staatsblad *No. 514*), *bepalende de bekendmaking in het* Staatsblad *van de op 27 Juli 1929 te Genève gesloten verdragen, betreffende de verbetering van het lot der gewonden en zieken bij de legers te velde en betreffende de behandeling der krijgsgevangenen* (Staatsblad *1932, nrs. 395 en 396*).

DE WAARNEMEND GOUVERNEUR van Curaçao,

Gelezen de missive d. d. 22 November 1932, 6de en 7de Afdeeling, No. 15/618, van den Minister van Koloniën, waarbij ter bekendmaking is ontvangen het Koninklijk besluit van den 25sten October 1932 (*Staatsblad* No. 514), bepalende de bekendmaking in het *Staatsblad* van de op 27 Juli 1929 te Genève gesloten verdragen, betreffende de verbetering van het lot der gewonden en zieken bij de legers te velde en betreffende de behandeling der krijgsgevangenen (*Staatsblad 1932*, nrs. 395 en 396).

Heeft goedgevonden te bepalen:

dat voormeld Koninklijk besluit van den 25sten October 1932 (*Staatsblad* No. 514), nevens afschrift dezer beschikking, in het *Publicatieblad* zal worden geplaatst.

De Waarnemend Gouverneur voornoemd,

H. SCHOTBORGH.

Uitgegeven, den 11den September 1933.
De Gouvernements-Secretaris,
GRONEMEIJER.

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien de Wetten van 25 Juli 1932 (*Staatsblad* nos. 395 en 396), houdende goedkeuring van de op 27 Juli 1929 te *Genève* gesloten verdragen, betreffende de verbetering van het lot der gewonden en zieken bij de legers te velde en betreffende de behandeling der krijgsgevangenen, van welke verdragen een afdruk en eene vertaling bij dit Besluit zijn gevoegd;

Overwegende, dat bedoelde verdragen door Ons zijn bekrachtigd en dat Onze akte van bekrachtiging op 5 October 1932 te *Bern* is nedergelegd;

Overwegende, dat die verdragen voor *Nederland* in werking zullen treden op 5 April 1933;

Op de voordracht van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van den 20sten October 1932, Directie van het Protocol, n°. 33037;

Hebben goedgevonden en verstaan:

bovengenoemde verdragen, alsmede de vertalingen daarvan te doen bekend maken door de plaatsing van dit Besluit in het *Staatsblad*.

Onze Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, zijn, ieder voor zooveel hem aangaat, belast met de uitvoering van hetgeen ten deze wordt vereischt.

Het Loo, den 25sten October 1932.

WILHELMINA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
BEELAERTS VAN BLOKLAND.

Uitgegeven den *achtsten* November 1932.

De Minister van Justitie,
J. DONNER.

CONVENTION DE GENÈVE

pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne, du 27 juillet 1929.

Le Président du Reich Allemand, le Président des Etats-Unis d'Amérique, le Président Fédéral de la République d'Autriche, Sa Majesté le Roi des Belges, le Président de la République de Bolivie, le Président de la République des Etats-Unis du Brésil, Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, Sa Majesté le Roi des Bulgares, le Président de la République du Chili, le Président de la République de Chine, le Président de la République de Colombie, le Président de la République de Cuba, Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande, le Président de la République Dominicaine, Sa Majesté le Roi d'Egypte, Sa Majesté le Roi d'Espagne, le Président de la République d'Estonie, le Président de la République de Finlande, le Président de la République Française, le Président de la République Hellénique, Son Altesse Sérénissime le Gouverneur de la Hongrie, Sa Majesté le Roi d'Italie, Sa Majesté l'Empereur du Japon, le Président de la République de Lettonie, Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg, le Président des Etats-Unis du Mexique, le Président de la République de Nicaragua, Sa Majesté le Roi de Norvège, Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, Sa Majesté Impériale le Shah de Perse, le Président de la République de Pologne, le Président de la République Portugaise, Sa Majesté le Roi de Roumanie, Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes, Sa Majesté le Roi de Siam, Sa Majesté le Roi de Suède, le Conseil Fédéral Suisse, le Président de la République Tchécoslovaque, le Président de la République Turque, le Président de la République Orientale de l'Uruguay, le Président de la République des Etats-Unis de Vénézuéla.

également animés du désir de diminuer, autant qu'il dépend d'eux, les maux inséparables de la guerre et voulant, dans ce but, perfectionner et compléter les dispositions convenues à Genève, le 22 août 1864 et le 6 juillet 1906, pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne,

ont résolu de conclure une nouvelle Convention à cet effet, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Le Président du Reich Allemand:

S. Exc. M. Edmund Rhomberg, Dr. en Droit, Ministre en disponibilité;

Le Président des Etats-Unis d'Amérique:

L'Honorable Eliot Wadsworth, ancien Secrétaire adjoint de la Trésorerie,
S. Exc. l'Honorable Hugh R. Wilson, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne;

Le Président Fédéral de la République d'Autriche:

M. Marc Leitmaier, Dr. en Droit, Conseiller ministériel à la Chancellerie fédérale, Département des Affaires étrangères;

Sa Majesté le Roi des Belges:

M. Paul Demolder, Général Major Médecin, Commandant du Service de Santé de la 1re Circonscription militaire,
M. Joseph de Ruelle, Jurisconsulte du Ministère des Affaires étrangères;

Le Président de la République de Bolivie:

S. Exc. M. Alberto Cortadellas, Ministre-Résident de Bolivie à Berne;

Le président de la République des Etats-Unis du Brésil:

S. Exc. M. Raoul de Rio-Branco, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Brésil à Berne;

Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne,d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes:

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, ainsi que toute partie de l'Empire Britannique non membre séparé de la Société des Nations:

Le Très Honorable Sir Horace Rumbold, G.C.M.G., M.V.O., Ambassadeur de Sa Majesté Britannique à Berlin;

Pour le Dominion du Canada:

M. Walter Alexandre Riddell, Conseiller permanent du Gouvernement canadien auprès de la Société des Nations;

Pour le Commonwealth d'Australie:

S. Exc. M. Claud Russell, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique à Berne;

Pour le Dominion de la Nouvelle-Zélande:

S. Exc. M. Claud Russell, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique à Berne;

Pour l'Union de l'Afrique du Sud:

M. Eric Hendrik Louw, Haut-Commissaire de l'Union de l'Afrique du Sud à Londres;

Pour l'Etat Libre d'Irlande:

M. Sean Lester, Représentant de l'Etat Libre d'Irlande auprès de la Société des Nations;

Pour l'Inde:

S. Exc. M. Claud Russell, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique à Berne;

Sa Majesté le Roi des Bulgares:

M. Dimitri Mikoff, Chargé d'Affaires de Bulgarie à Berne, Représentant permanent du Gouvernement bulgare auprès de la Société des Nations,

M. Stéphane N. Laftchieff, Membre du Conseil d'Administration de la Croix-Rouge bulgare;

Le Président de la République du Chili:

M. Guillermo Novoa-Sepulveda, Colonel, Attaché militaire près la Légation du Chili à Berlin,

M. Dario Pulgar-Arriagada, Capitaine du Service de Santé;

Le Président de la République de Chine:

M. Chi Yung Hsiao, Chargé d'Affaires p. i. de Chine à Berne;

Le Président de la République de Colombie:

S. Exc. M. Francisco José de Urrutia, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Colombie à Berne;

Le Président de la République de Cuba:

S. Exc. M. Carlos de Armenteros y de Cardenas, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentaire de Cuba à Berne,
M. Carlos Blanco y Sanchez, Secrétaire de Légation, adjoint à la Délégation de Cuba auprès de la Société des Nations;

Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande:

Pour le Danemark:

S. Exc. M. Harald de Scavenius, Chambellan, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Danemark en Suisse et aux Pays-Bas, ancien Ministre des Affaires étrangères,
M. Gustave M. Rasmussen, Chargé d'Affaires p. i. de Danemark à Berne;

Le Président de la République Dominicaine:

M. Charles Ackermann, Consul de la République Dominicaine à Genève;

Sa Majesté le Roi d'Egypte:

M. Mohammed Abdel Moneim Riad, Avocat au Contentieux de l'Etat, Professeur de Droit international à l'Ecole militaire du Caire,
M. Henri Wassif Simaika, Attaché de la Légation Royale d'Egypte à Rome;

Sa Majesté le Roi d'Espagne:

S. Exc. M. le Marquis de la Torrehermosa, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Espagne à Berne;

Le Président de la République d'Estonie:

M. Hans Leesment, Dr. en Médecine, Président de la Croix-Rouge estonienne;

Le Président de la République de Finlande:

M. A. E. Martola, Lieutenant-Colonel, Attaché militaire près la Légation de Finlande à Paris;

Le Président de la République Française:

S. Exc. M. Henri Chaissain de Marcilly, Ambassadeur de France à Berne,
M. Jean Du Sault, Conseiller de l'Ambassade de France à Berne;

Le Président de la République Hellénique:

M. Raphael Raphael, Chargé d'Affaires p. i. de Grèce à Berne,
M. Sophocle Venizelos, Lieutenant-Colonel, Attaché militaire près la Légation de Grèce à Paris;

Son Altesse Sérénissime le Gouverneur de la Hongrie:

S. Exc. M. Paul de Hevesy, Ministre-Résident, Délégué permanent du Gouvernement Royal auprès de la Société des Nations;

Sa Majesté le Roi d'Italie:

M. Giovanni Ciraolo, Sénateur du Royaume;

Sa Majesté l'Empereur du Japon:

S. Exc. M. Isaburo Yoshida, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Japon à Berne,
M. Sadamu Shimomura, Lieutenant-Colonel,
M. Seizo Miura, Capitaine de Frégate, Attaché naval près l'Ambassade du Japon à Paris;

Le Président de la République de Lettonie:

S. Exc. M. Charles Duzmans, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Lettonie près S. M. le Roi des Serbes, Croates et Slovènes, Délégué permanent auprès de la Société des Nations,
S. Exc. M. Oskar Voit, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Lettonie en Suisse, en Allemagne, en Hongrie et aux Pays-Bas;

Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg:

M. Charles Vermaire, Consul du Grand-Duché à Genève;

Le Président des Etats-Unis du Mexique:

S. Exc. M. Francisco Castillo Nájera, Général Médecin, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Mexique à Bruxelles;

Le Président de la République de Nicaragua:

M. Antoine Sottile, Dr en Droit, Délégué permanent de Nicaragua auprès de la Société des Nations;

Sa Majesté le Roi de Norvège:

S. Exc. M. Johannes Irgens, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Norvège à Berne, Rome et Athènes,

M. Jens Christian Meinich, Commandant d'Infanterie, Secrétaire général de la Croix-Rouge norvégienne;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

S. Exc. M. Willem Isaac Doude van Troostwijk, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire des Pays-Bas à Berne,

M. Johan Carl Diehl, Major-Général, Médecin Inspecteur général du Service de Santé de l'Armée, Vice-Président de la Croix-Rouge néerlandaise,

M. Jacob Harberts, Commandant à l'Etat-Major général, Professeur à l'Ecole supérieure de Guerre;

Sa Majesté Impériale le Shah de Perse:

S. Exc. M. Anouchirevan Khan Sepahbodi, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Perse à Berne;

Le Président de la République de Pologne:

M. Joseph Gabriel Pracki, Colonel Médecin,

M. W. Jerzy Babecki, Lieutenant-Colonel;

Le Président de la République Portugaise:

S. Exc. M. Vasco de Quevedo, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Portugal à Berne,

M. Francisco de Calheiros e Menezes, Premier Secrétaire de Légation;

Sa Majesté le Roi de Roumanie:

S. Exc. M. Michel B. Boeresco, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Roumanie à Berne,

M. Eugène Vertejano, Colonel, Officier d'Etat-Major;

Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes:

S. Exc. M. Ilija Choumenkovitch, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes à Berne, Délégué permanent auprès de la Société des Nations;

Sa Majesté le Roi de Siam:

S. A. S. le Prince Varnvaidya, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Siam à Londres;

Sa Majesté le Roi de Suède:

S. Exc. M. Karl Ivan Westman, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Suède à Berne;

Le Conseil Fédéral Suisse:

M. Paul Dinichert, Ministre plénipotentiaire, Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique fédéral,

M. Carl Hauser, Colonel des Troupes sanitaires, Médecin en Chef de l'Armée,

M. Anton Züblin, Colonel d'Infanterie en disponibilité, Avocat,

M. Roger de la Harpe, Lieutenant-Colonel des Troupes sanitaires, Médecin,

M. Dietrich Schindler, Major de la Justice militaire, Professeur de Droit international à l'Université de Zurich;

Le Président de la République Tchécoslovaque:

S. Exc. M. Zdeněk Fierlinger, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Tchécoslovaquie à Berne:

Le Président de la République Turque:

S. Exc. Hassan Bey, Vice-Président de la Grande Assemblée nationale de Turquie, Vice-Président du Croissant-Rouge turc,

S. Exc. Nusret Bey, Président du Conseil d'Etat de la République,

Le Professeur Akil Moukhtar Bey, Dr en Médecine.

Le Dr Abdulkadir Bey, Lieutenant-Colonel, Médecin militaire, Professeur à l'Ecole d'Application et à l'Hôpital de Gulhane;

Le Président de la République Orientale de l'Uruguay:

S. Exc. M. Alfredo de Castro, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Uruguay à Berne;

Le Président de la République des Etats-Unis de Vénézuéla:

S. Exc. M. Caracciolo Parra-Pérez, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Vénézuéla à Rome,

M. Ivan Manuel Hurtado-Machado, Chargé d'Affaires p. i. de Vénézuéla à Berne;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

CHAPITRE PREMIER.

Des blessés et des malades.

Article premier.

Les militaires et les autres personnes officiellement attachées aux armées qui seront blessés ou malades devront être respectés et protégés en toutes circonstances; ils seront traités avec humanité et soignés, sans distinction de nationalité, par le belligérant qui les aura en son pouvoir.

Toutefois, le belligérant, obligé d'abandonner des blessés ou des malades à son adversaire, laissera avec eux, autant que les exigences militaires le permettront, une partie de son personnel et de son matériel sanitaires pour contribuer à les soigner.

Article 2.

Sous réserve des soins à leur fournir en vertu de l'article précédent, les blessés et les malades d'une armée tombés au pouvoir de l'autre belligérant seront prisonniers de guerre et les règles générales du droit des gens concernant les prisonniers leur seront applicables.

Cependant, les belligérants resteront libres de stipuler, en faveur des prisonniers blessés ou malades et au delà des obligations existantes, telles clauses qu'ils jugeront utiles.

Article 3.

Après chaque combat, l'occupant du champ de bataille prendra des mesures pour rechercher les blessés et les morts et pour les protéger contre le pillage et les mauvais traitements.

Toutes les fois que les circonstances le permettront, un armistice local ou une interruption de feu seront convenus pour permettre l'enlèvement des blessés restés entre les lignes.

Article 4.

Les belligérants se feront connaître réciproquement, dans le plus bref délai possible, les noms des blessés, des malades et des morts recueillis ou découverts, ainsi que tous les éléments propres à les identifier.

Ils établiront et se transmettront les actes de décès.

Ils recueilleront et s'enverront également tous les objets d'un usage personnel trouvés sur les champs de bataille ou sur les morts, notamment la moitié de leur plaque d'identité, l'autre moitié devant rester attachée au cadavre.

Ils veilleront à ce que l'inhumation ou l'incinération des morts soit précédée d'un examen attentif et, si possible, médical des corps, en vue de constater la mort, d'établir l'identité et de pouvoir en rendre compte.

Ils veilleront, en outre, à ce qu'ils soient enterrés honorablement, que leurs tombes soient respectées et puissent toujours être retrouvées.

A cet effet et au début des hostilités, ils organiseront officiellement un service des tombes en vue de rendre possible des exhumations éventuelles et d'assurer l'identification des cadavres, quel que soit l'emplacement successif des tombes.

Dès la fin des hostilités, ils échangeront la liste des tombes et celle des morts ensevelis dans leurs cimetières et ailleurs.

Article 5.

L'autorité militaire pourra faire appel au zèle charitable des habitants pour recueillir et soigner, sous son contrôle, des blessés ou des malades des armées, en accordant aux personnes ayant répondu à cet appel une protection spéciale et certaines facilités.

CHAPITRE II.

Des formations et des établissements sanitaires.

Article 6.

Les formations sanitaires mobiles, c'est-à-dire celles qui sont destinées à accompagner les armées en campagne, et les établissements fixes du service de santé seront respectés et protégés par les belligérants.

Article 7.

La protection due aux formations et établissements sanitaires cessera si l'on en use pour commettre des actes nuisibles à l'ennemi.

Article 8.

Ne seront pas considérés comme étant de nature à priver une formation ou un établissement sanitaire de la protection assurée par l'article 6:

1) le fait que le personnel de la formation ou de l'établssement est armé et qu'il use de ses armes pour sa propre défense ou celle de ses blessés et de ses malades;

2) le fait qu'à défaut d'infirmiers armés, la formation ou l'établissement est gardé par un piquet ou des sentinelles;

3) le fait qu'il est trouvé dans la formation ou l'établissement des armes portatives et des munitions retirées aux blessés et aux malades et n'ayant pas encore été versées au service compétent;

4) le fait que du personnel et du matériel du service vétérinaire se trouvent dans la formation ou l'établissement, sans en faire partie intégrante.

CHAPITRE III.

Du personnel

Article 9.

Le personnel exclusivement affecté à l'enlèvement, au transport et au traitement des blessés et des malades, ainsi qu'à l'administration des formations et des établissements sanitaires,

les aumôniers attachés aux armées, seront respectés et protégés en toutes circonstances. S'ils tombent entre les mains de l'ennemi, ils ne seront pas traités comme prisonniers de guerre.

Les militaires spécialement instruits pour être, le cas échéant, employés comme infirmiers ou brancardiers auxiliaires à l'enlèvement, au transport et au traitement des blessés et des malades, et munis d'une pièce d'identité, seront au bénéfice du même régime que le personnel sanitaire permanent, s'ils sont capturés pendant qu'ils remplissent ces fonctions.

Article 10.

Est assimilé au personnel visé à l'alinéa 1er de l'article 9 le personnel des sociétés de secours volontaires, dûment reconnues et autorisées par leur Gouvernement qui sera employé aux mêmes fonctions que celles du personnel visé au dit alinéa, sous la réserve que le personnel de ces sociétés sera soumis aux lois et règlements militaires.

Chaque Haute Partie Contractante notifiera à l'autre, soit dès le temps de paix, soit à l'ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant tout emploi effectif, les noms des sociétés qu'elle aura autorisées à prêter leur concours, sous sa responsabilité, au service sanitaire officiel de ses armées.

Article 11.

Une société reconnue d'un pays neutre ne pourra prêter le concours de son personnel et de ses formations sanitaires à un belligérant qu'avec l'assentiment préalable de son propre Gouvernement et l'autorisation du belligérant lui-même.

Le belligérant qui aura accepté le secours sera tenu, avant tout emploi, d'en faire la notification à l'ennemi.

Article 12.

Les personnes désignées dans les articles 9, 10 et 11 ne pourront être retenues après qu'elles seront tombées au pouvoir de la partie adverse.

Sauf accord contraire, elles seront renvoyées au belligérant dont elles relèvent dès qu'une voie sera ouverte pour leur retour et que les exigences militaires le permettront.

En attendant leur renvoi, elles continueront à remplir leurs fonctions sous la direction de la partie adverse; elles seront de

préférence affectées aux soins des blessés et des malades du belligérant dont elles relèvent.

A leur départ, elles emporteront les effets, les instruments, les armes et les moyens de transport qui leur appartiennent.

Article 13.

Les belligérants assureront au personnel visé par les articles 9, 10 et 11, pendant qu'il sera en leur pouvoir, le même entretien, le même logement, les mêmes allocations et la même solde qu'au personnel correspondant de leur armée.

Dès le début des hostilités, ils s'entendront au sujet de la correspondance des grades de leur personnel sanitaire.

CHAPITRE IV.

Des bâtiments et du matériel.

Article 14.

Les formations sanitaires mobiles, quelles qu'elles soient, conserveront, si elles tombent au pouvoir de la partie adverse, leur matériel, leurs moyens de transport et leur personnel conducteur.

Toutefois, l'autorité militaire compétente aura la faculté de s'en servir pour les soins des blessés et des malades; la restitution aura lieu dans les conditions prévues pour le personnel sanitaire et, autant que possible, en même temps.

Article 15.

Les bâtiments et le matériel des établissements sanitaires fixes de l'armée demeureront soumis aux lois de la guerre, mais ne pourront être détournées de leur emploi tant qu'ils seront nécessaires aux blessés et aux malades.

Toutefois, les commandants des troupes d'opérations pourront en disposer, en cas de nécessités militaires urgentes, en assurant au préalable le sort des blessés et des malades qui y sont traités.

Article 16.

Les bâtiments des sociétés de secours admises au bénéfice de la Convention seront considérés comme propriété privée.

Le matériel de ces sociétés, quel que soit le lieu où il pourra se trouver, sera également considéré comme propriété privée.

Le droit de réquisition reconnu aux belligérants par les lois et usages de la guerre ne s'exercera qu'en cas de nécessité urgente et une fois le sort des blessés et des malades assuré.

CHAPITRE V.

Des transports sanitaires.

Article 17.

Les véhicules aménagés pour les évacuations sanitaires circulant isolément ou en convoi seront traités comme les formations sanitaires mobiles, sauf les dispositions spéciales suivantes:

Le belligérant interceptant des véhicules de transport sanitaire, isolés ou en convoi, pourra, si les nécessités militaires l'exigent, les arrêter, disloquer le convoi, en se chargeant, dans tous les cas, des blessés et des malades qu'il contient. Il ne pourra les utiliser que dans le secteur où ils auront été interceptés et exclusivement pour des besoins sanitaires. Ces véhicules, une fois leur mission locale terminée, devront être rendus dans les conditions prévues à l'article 14.

Le personnel militaire préposé au transport et muni à cet effet d'un mandat régulier sera renvoyé dans les conditions prévues à l'article 12 pour le personnel sanitaire, et sous réserve du dernier alinéa de l'article 18.

Tous les moyens de transport spécialement organisés pour les évacuations et le matériel d'aménagement de ces moyens de transport relevant du service de santé seront restitués conformément aux dispositions du chapitre IV.

Les moyens de transport militaires, autres que ceux du service de santé, pourront être capturés, avec leurs attelages.

Le personnel civil et tous les moyens de transport provenant de la réquisition seront soumis aux règles générales du droit des gens.

Article 18.

Les appareils aériens utilisés comme moyens de transport sanitaire jouiront de la protection de la Convention pendant le temps où ils seront exclusivement réservés à l'évacuation des

blessés et des malades, au transport du personnel et du matériel sanitaires.

Ils seront peints en blanc et porteront ostensiblement le signe distinctif prévu à l'article 19, à côté des couleurs nationales, sur leurs faces inférieure et supérieure.

Sauf licence spéciale et expresse, le survol de la ligne de feu et de la zone située en avant des grands postes médicaux de triage, ainsi que, d'une manière générale, de tout territoire ennemi ou occupé par l'ennemi sera interdit.

Les appareils sanitaires aériens devront obéir à toute sommation d'atterrir.

En cas d'atterrissage ainsi imposé ou fortuit sur territoire ennemi ou occupé par l'ennemi, les blessés et les malades, de même que le personnel et le matériel sanitaires, y compris l'appareil aérien, demeureront au bénéfice des dispositions de la présente Convention.

Le pilote, les manoeuvres et les opérateurs de télégraphie sans fil (T. S. F.) capturés seront rendus, à la condition qu'ils ne soient plus utilisés, jusqu'à la fin des hostilités, que dans le service sanitaire.

CHAPITRE VI.

Du signe distinctif.

Article 19.

Par hommage pour la Suisse, le signe héraldique de la croix rouge sur fond blanc, formé par interversion des couleurs fédérales, est maintenu comme emblème et signe distinctif du service sanitaire des armées.

Toutefois, pour les pays qui emploient déjà, à la place de la croix rouge, le croissant rouge ou le lion et le soleil rouges sur fond blanc comme signe distinctif, ces emblèmes sont également admis dans le sens de la présente Convention.

Article 20.

L'emblème figurera sur les drapeaux, les brassards, ainsi que sur tout le matériel se rattachant au service sanitaire, avec la permission de l'autorité militaire compétente.

Article 21.

Le personnel protégé en vertu des articles 9, alinéa premier, 10 et 11 portera, fixé au bras gauche, un brassard muni du signe distinctif, délivré et timbré par une autorité militaire.

Le personnel visé à l'article 9, alinéas 1 et 2, sera pourvu d'une pièce d'identité consistant, soit en une inscription dans le livret militaire, soit en un document spécial.

Les personnes visées aux articles 10 et 11 qui n'ont pas d'uniforme militaire seront munies par l'autorité militaire compétente d'un certificat d'identité, avec photographie, attestant leur qualité de sanitaire.

Les pièces d'identité devront être uniformes et du même modèle dans chaque armée.

En aucun cas, le personnel sanitaire ne pourra être privé de ses insignes, ni des pièces d'identité qui lui sont propres.

En cas de perte, il aura le droit d'en obtenir des duplicata.

Article 22.

Le drapeau distinctif de la Convention ne pourra être arboré que sur les formations et les établissements sanitaires qu'elle ordonne de respecter et avec le consentement de l'autorité militaire. Dans les établissements fixes, il devra et, dans les formations mobiles, il pourra être accompagné du drapeau national du belligérant dont relève la formation ou l'établissement.

Toutefois, les formations sanitaires tombées au pouvoir de l'ennemi n'arboreront que le drapeau de la Convention, aussi longtemps qu'elles se trouveront dans cette situation.

Les belligérants prendront, en tant que les exigences militaires le permettront, les mesures nécessaires pour rendre nettement visibles aux forces ennemies terrestres, aériennes et maritimes les emblèmes distinctifs signalant les formations et les établissements sanitaires, en vue d'écarter la possibilité de toute action agressive.

Article 23.

Les formations sanitaires des pays neutres qui, dans les conditions prévues par l'article 11, auraient été autorisées à fournir leurs services devront arborer, avec le drapeau de la Convention, le drapeau national du belligérant dont elles relèvent.

Elles auront le droit, tant qu'elles prêteront leurs services à un belligérant, d'arborer également leur drapeau national.

Les dispositions du deuxième alinéa de l'article précédent leur seront applicables.

Article 24.

L'emblème de la croix rouge sur fond blanc et les mots *croix rouge* ou *croix de Genève* ne pourront être employés, soit en temps de paix, soit en temps de guerre, que pour protéger ou désigner les formations et les établissements sanitaires, le personnel et le matériel protégés par la Convention.

Il en sera de même, en ce qui concerne les emblèmes visés à l'article 19, alinéa 2, pour les pays qui les emploient.

D'autre part, les sociétés de secours volontaires visées à l'article 10 pourront faire usage, conformément à la législation nationale, de l'emblème distinctif pour leur activité humanitaire en temps de paix.

A titre exceptionnel et avec l'autorisation expresse de l'une des sociétés nationales de la Croix-Rouge (Croissant-Rouge, Lion et Soleil-Rouges), il pourra être fait usage de l'emblème de la Convention, en temps de paix, pour marquer l'emplacement de postes de secours exclusivement réservés à donner des soins gratuits à des blessés ou à des malades.

CHAPITRE VII.

De l'application et de l'exécution de la Convention.

Article 25.

Les dispositions de la présente Convention seront respectées par les Hautes Parties Contractantes en toutes circonstances.

Au cas où, en temps de guerre, un belligérant ne serait pas partie à la Convention, ses dispositions demeureront néanmoins obligatoires entre tous les belligérants qui y participent.

Article 26.

Les commandants en chef des armées belligérantes auront à pourvoir aux détails d'exécution des articles précédents, ainsi qu'aux cas non prévus, d'après les instructions de leurs Gouvernements respectifs et conformément aux principes généraux de la présente Convention.

Article 27.

Les Hautes Parties Contractantes prendront les mesures nécessaires pour instruire leurs troupes, et spécialement le personnel protégé, des dispositions de la présente Convention et pour les porter à la connaissance des populations.

CHAPITRE VIII.

De la répression des abus et des infractions.

Article 28.

Les Gouvernements des Hautes Parties Contractantes, dont la législation ne serait pas dès à présent suffisante, prendront ou proposeront à leurs législateurs les mesures nécessaires pour empêcher en tout temps:

a) l'emploi, par des particuliers ou par des sociétés autres que celles y ayant droit en vertu de la présente Convention, de l'emblème ou de la dénomination de *croix rouge* ou de *croix de Genève*, de même que de tout signe et de toute dénomination constituant une imitation, que cet emploi ait lieu dans un but commercial ou dans tout autre but;

b) en raison de l'hommage rendu à la Suisse par l'adoption des couleurs fédérales interverties, l'emploi par des particuliers ou par des sociétés des armoiries de la Confédération Suisse ou de signes constituant une imitation, soit comme marques de fabrique ou de commerce ou comme éléments de ces marques, soit dans un but contraire à la loyauté commerciale, soit dans des conditions susceptibles de blesser le sentiment national suisse.

L'interdiction prévue sous lettre *a*) de l'emploi des signes ou dénominations constituant une imitation de l'emblème ou de la dénomination de *croix rouge* ou de *croix de Genève*, ainsi que l'interdiction prévue sous lettre *b*) de l'emploi des armoiries de la Confédération Suisse ou de signes constituant une imitation produira son effet à partir de l'époque déterminée par chaque législation et, au plus tard, cinq ans après la mise en vigueur de la présente Convention. Dès cette mise en vigueur, il ne sera plus licite de prendre une marque de fabrique ou de commerce contraire à ces interdictions.

Article 29.

Les Gouvernements des Hautes Parties Contractantes prendront ou proposeront également à leurs législateurs, en cas d'in-

suffisance de leurs lois pénales, les mesures nécessaires pour réprimer, en temps de guerre, tout acte contraire aux dispositions de la présente Convention.

Ils se communiqueront, par l'intermédiaire du Conseil fédéral suisse, les dispositions relatives à cette répression, au plus tard dans les cinq ans à dater de la ratification de la présente Convention.

Article 30.

A la demande d'un belligérant, une enquête devra être ouverte, selon le mode à fixer entre les parties intéressées, au sujet de toute violation alléguée de la Convention; une fois la violation constatée, les belligérants y mettront fin et la réprimeront le plus promptement possible.

Dispositions finales.

Article 31.

La présente Convention, qui portera la date de ce jour, pourra, jusqu'au premier février 1930, être signée au nom de tous les pays représentés à la Conférence qui s'est ouverte à Genève le 1er juillet 1929, ainsi que des pays non représentés à cette Conférence qui participent aux Conventions de Genève de 1864 ou de 1906.

Article 32.

La présente Convention sera ratifiée aussitôt que possible.

Les ratifications seront déposées à Berne.

Il sera dressé du dépôt de chaque instrument de ratification un procès-verbal dont une copie, certifiée conforme, sera remise par le Conseil fédéral suisse aux Gouvernements de tous les pays au nom de qui la Convention aura été signée ou l'adhésion notifiée.

Article 33.

La présente Convention entrera en vigueur six mois après que deux instruments de ratification au moins auront été déposés.

Ultérieurement, elle entrera en vigueur pour chaque Haute Partie Contractante six mois après le dépôt de son instrument de ratification.

Article 34.

La présente Convention remplacera les Conventions du 22 août 1864 et du 6 juillet 1906 dans les rapports entre les Hautes Parties Contractantes.

Article 35.

A partir de la date de sa mise en vigueur, la présente Convention sera ouverte aux adhésions données au nom de tout pays au nom duquel cette Convention n'aura pas été signée.

Article 36.

Les adhésions seront notifiées par écrit au Conseil fédéral suisse et produiront leurs effets six mois après la date à laquelle elles lui seront parvenues.

Le Conseil fédéral suisse communiquera les adhésions aux Gouvernements de tous les pays au nom de qui la Convention aura été signée ou l'adhésion notifiée.

Article 37.

L'état de guerre donnera effet immédiat aux ratifications déposées et aux adhésions notifiées par les Puissances belligérantes avant ou après le début des hostilités. La communication des ratifications ou adhésions reçues des Puissances en état de guerre sera faite par le Conseil fédéral suisse par la voie la plus rapide.

Article 38.

Chacune des Hautes Parties Contractantes aura la faculté de dénoncer la présente Convention. La dénonciation ne produira ses effets qu'un an après que la notification en aura été faite par écrit au Conseil fédéral suisse. Celui-ci communiquera cette notification aux Gouvernements de toutes les Hautes Parties Contractantes.

La dénonciation ne vaudra qu'à l'égard de la Haute Partie Contractante qui l'aura notifiée.

En outre, cette dénonciation ne produira pas ses effets au cours d'une guerre dans laquelle serait impliquée la Puissance dénonçante. En ce cas, la présente Convention continuera à produire ses effets, au-delà du délai d'un an, jusqu'à la conclusion de la paix.

Artikel 39.

Une copie certifiée conforme de la présente Convention sera déposée aux archives de la Société des Nations par les soins du Conseil fédéral suisse. De même, les ratifications, adhésions et dénonciations qui seront notifiées au Conseil fédéral suisse seront communiquées par lui à la Société des Nations.

En foi de quoi les Plénipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention.

Fait à Genève, le vingt-sept juillet mil neuf cent vingt-neuf, en un seul exemplaire, qui restera déposé aux archives de la Confédération Suisse et dont des copies, certifiées conformes, seront remises aux Gouvernements de tous les pays invités à la Conférence.

Pour l'Allemagne:

EDMUND RHOMBERG.

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

ELIOT WADSWORTH.
HUGH R. WILSON.

Pour l'Autriche:

LEITMAIER.

Pour la Belgique:

Dr. DEMOLDER.
J. DE RUELLE.

Pour la Bolivie:

A. CORTADELLAS.

Pour le Brésil:

RAUL DO RIO-BRANCO.

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, ainsi que toute partie de l'Empire Britannique non membre séparé de la Société des Nations:

Je déclare que la signature que j'appose à cette Convention pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, ainsi que toute partie de l'Empire Britannique non membre séparé de la

Société des Nations est donnée sous cette réserve que Sa Majesté Britannique entend interpréter l'article 28 de la Convention en ce sens que les mesures législatives visées par cet article pourront prévoir que les particuliers, associations, raisons sociales ou sociétés qui auront employé, avant l'entrée en vigueur de la présente Convention, les armoiries de la Confédération Suisse, ou des signes constituant une imitation des dites armoiries, dans tout but légal, ne devront pas être empêchés de continuer à employer ces armoiries ou signes dans le même but.

HORACE RUMBOLD.

Pour le Canada:

Je déclare que la signature que j'appose à cette Convention pour le Canada est donnée sous cette réserve que le Gouvernement du Dominion du Canada entend interpréter l'article 28 de la Convention en ce sens que les mesures législatives visées par cet article pourront prévoir que les particuliers, associations, raisons sociales et sociétés qui auront employé, avant l'entrée en vigueur de la présente Convention, les armoiries de la Confédération Suisse, ou des signes constituant une imitation des dites armoiries, dans tout but légal, ne devront pas être empêchés de continuer à employer ces armoiries ou signes dans le même but.

W. A. RIDDELL.

Pour l'Australie:

Je déclare que la signature que j'appose à cette Convention pour l'Australie est donnée sous cette réserve que le Gouvernement du Commonwealth d'Australie entend interpréter l'article 28 de la Convention en ce sens que les mesures législatives visées par cet article pourront prévoir que les particuliers, associations, raisons sociales et sociétés qui auront employé, avant l'entrée en vigueur de la présente Convention, les armoiries de la Confédération Suisse, ou des signes constituant une imitation des dites armoiries, dans tout but légal, ne devront pas être empêchés de continuer à employer ces armoiries ou signes dans le même but.

CLAUD RUSSELL.

Pour la Nouvelle-Zélande:

Je déclare que la signature que j'appose à cette Convention pour la Nouvelle-Zélande est donnée sous cette réserve que le

Gouvernement de la Nouvelle-Zélande entend interpréter l'article 28 de la Convention en ce sens que les mesures législatives visées par cet article pourront prévoir que les particuliers, associations, raisons sociales ou sociétés qui auront employé, avant l'entrée en vigueur de la présente Convention, les armoiries de la Confédération Suisse, ou des signes constituant une imitation des dites armoiries, dans tout but légal, ne devront pas être empêchés de continuer à employer ces armoiries ou signes dans le même but.

CLAUD RUSSELL.

Pour l'Afrique du Sud:

ERIC H. LOUW.

Pour l'Etat libre d'Irlande:

Je déclare que la signature que j'appose à cette Convention pour l'Etat libre d'Irlande est donnée sous cette réserve qu'il entend interpréter l'article 28 de la Convention en ce sens que les mesures législatives visées par cet article pourront prévoir que les particuliers, associations, raisons sociales ou sociétés qui auront employé, avant l'entrée en vigueur de la présente Convention, les armoiries de la Conférération Suisse, ou des signes constituant une imitation des dites armoiries, dans tout but légal, ne devront pas être empêchés de continuer à employer ces armoiries ou signes dans le même but.

SEAN LESTER.

Pour l'Inde:

Je déclare que la signature que j'appose à cette Convention pour le Gouvernement de l'Inde est donnée sous cette réserve que le Gouvernement de l'Inde entend interpréter l'article 28 de la Convention en ce sens que les mesures législatives visées par cet article pourront prévoir que les particuliers, associations, raisons sociales ou sociétés qui auront employé, avant l'entrée en vigueur de la présente Convention les armoiries de la Confédération Suisse, ou des signes constituant une imitation des dites armoiries,dans tout but légal, ne devront pas être empêchés de continuer à employer ces armoiries ou signes dans le même but.

CLAUD RUSSELL.

Pour la Bulgarie:

D. MIKOFF.
STEPHAN N. LAFTCHIEFF.

Pour le Chili:

GMO NOVOA.
D. PULGAR.

Pour la Chine:

C. Y. HSIAO.

Pour la Colombie:

FRANCISCO JOSE URRUTIA.

Pour Cuba:

CARLOS DE ARMENTEROS.
CARLOS BLANCO.

Pour le Danemark:

HARALD SCAVENIUS.
GUSTAV RASMUSSEN.

Pour la République Dominicaine:

CH. ACKERMANN.

Pour l'Egypte:

MOHAMMED ABDEL MONEIM RIAD.
H. W. M. SIMAIKA.

Pour l'Espagne:

Ad Referendum
MAURICIO LOPEZ ROBERTS Y TERRY,
MARQUES DE LA TORREHERMOSA.

Pour l'Estonie:

Dr. LEESMENT.

Pour la Finlande:

A. E. MARTOLA.

Pour la France:

H. DE MARCILLY.

J. DU SAULT.

Pour la Grèce:

R. RAPHAEL.

S. VENISELOS.

Pour la Hongrie:

PAUL DE HEVESY.

Pour l'Italie:

GIOVANNI CIRAOLO.

Pour le Japon:

Tout en acceptant en principe les dispositions de l'article 28, le Japon fait des réserves quant à la date de mise en vigueur de l'interdiction prévue sous lettre *b* du dit article.

Le Japon entend que cette interdiction ne s'applique pas aux armoiries et signes qui auraient été en usage ou enregistrés avant son entrée en vigueur.

Les délégués du Japon signent la présente Convention moyennant les réserves susmentionnées.

ISABURO YOSHIDA.

S. SHIMOMURA.

S. MIURA.

Pour la Lettonie:

CHARLES DUZMANS.

Dr. OSKAR VOIT.

Pour le Luxembourg:

CH. G. VERMAIRE.

Pour le Mexique:

FR. CASTILLO NAJERA.

Pour le Nicaragua:

A. SOTTILE.

Pour la Norvège:

J. IRGENS.
JENS MEINICH.

Pour les Pays-Bas:

W. DOUDE VAN TROOSTWIJK.
Dr. DIEHL.
J. HARBERTS.

Pour la Perse:

ANOUCHIREVAN SEPAHBODI.

Pour la Pologne:

JOZEF G. PRACKI.
W. JERZY BABECKI.

Pour le Portugal:

VASCO DE QUEVEDO.
F. DE CALHEIROS E MENEZES.

Pour la Roumanie:

M. B. BOERESCO.
Colonel E. VERTEJANO.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes:

I. CHOUMENKOVITCH.

Pour le Siam:

VARNVAIDYA.

Pour la Suède:

K. I. WESTMAN.

Pour la Suisse:

PAUL DINICHERT. HAUSER. ZUBLIN.
DE LA HARPE. SCHINDLER.

Pour la Tchécoslovaquie :

ZD. FIERLINGER.

Pour la Turquie :

HASSAN.

Dr. ABDULKADIR. M. NUSRET. Dr. AKIL MOUKHTAR.

Pour l'Uruguay :

ALFREDO DE CASTRO.

Pour le Vénézuéla :

C. PARRA-PEREZ.

I. M. HURTADO-MACHADO

CONVENTION

relative au traitement des prisonniers de guerre, du 27 Juillet 1929.

Le Président du Reich Allemand, le Président des Etats-Unis d'Amérique, le Président Fédéral de la République d'Autriche, Sa Majesté le Roi des Belges, le Président de la République de Bolivie, le Président de la République des Etats-Unis du Brésil, Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, Sa Majesté le Roi des Bulgares, le Président de la République du Chili, le Président de la République de Chine, le Président de la République de Colombie, le Président de la République de Cuba, Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande, le Président de la République Dominicaine, Sa Majesté le Roi d'Egypte, Sa Majesté le Roi d'Espagne, le Président de la République d'Estonie, le Président de la République de Finlande, le Président de la République Française, le Président de la République Hellénique, Son Altesse Sérénissime le Gouverneur de la Hongrie, Sa Majesté le Roi d'Italie, Sa Majesté l'Empereur du Japon, le Président de la République de Lettonie, Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg, le Président des Etats-Unis du Mexique, le Président de la République de Nicaragua, Sa Majesté le Roi de Norvège, Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, Sa Majesté Impériale le Shah de Perse, le Président de la République de Pologne, le Président de la République Portugaise, Sa Majesté le Roi de Roumanie, Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes, Sa Majesté le Roi de Siam, Sa Majesté le Roi de Suède, le Conseil Fédéral Suisse, le Président de la République Tchécoslovaque, le Président de la République Turque, le Président de la République Orientale de l'Uruguay, le Président de la République des Etats-Unis de Vénézuéla·

reconnaissant que, dans le cas extrême d'une guerre, il sera du devoir de toute Puissance d'en atténuer, dans la mesure du possible, les rigueurs inévitables et d'adoucir le sort des prisonniers de guerre;

désireux de développer les principes qui ont inspiré les conventions internationales de La Haye, en particulier la Convention concernant les lois et coutumes de la guerre et le Règlement qui y est annexé;

ont résolu de conclure une Convention à cet effet, et ont nommé pour leur Plénipotentiaires, savoir:

Le Président du Reich Allemand:

S. Exc. M. Edmund Rhomberg, Dr. en Droit, Ministre en disponibilité;

Le Président des Etats-Unis d'Amérique:

L'Honorable Eliot Wadsworth, ancien Secrétaire adjoint de la Trésorerie,

S. Exc. l'Honorable Hugh R. Wilson, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne;

Le Président Fédéral de la République d'Autriche:

M. Marc Leitmaier, Dr. en Droit, Conseiller ministériel à la Chancellerie fédérale, Département des Affaires étrangères;

Sa Majesté le Roi des Belges:

M. Paul Demolder, Général Major Médecin, Commandant du Service de Santé de la 1re Circonscription militaire,

M. Joseph de Ruelle, Jurisconsulte du Ministère des Affaires étrangères;

Le Président de la République de Bolivie:

S. Exc. M. Alberto Cortadellas, Ministre-Résident de Bolivie à Berne;

Le président de la République des Etats-Unis du Brésil:

S. Exc. M. Raoul de Rio-Branco, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Brésil à Berne;

Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne,d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes:

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, ainsi que toute partie de l'Empire Britannique non membre séparé de la Société des Nations:

Le Très Honorable sir Horace Rumbold, G. C. M. G., M.V.O., Ambassadeur de Sa Majesté Britannique à Berlin;

Pour le Dominion du Canada:

M. Walter Alexandre Riddell, Conseiller permanent du Gouvernement canadien auprès de la Société des Nations;

Pour le Commonwealth d'Australie:

S. Exc. M. Claud Russell, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique à Berne;

Pour le Dominion de la Nouvelle-Zélande:

S. Exc. M. Claud Russell, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique à Berne;

Pour l'Union de l'Afrique du Sud:

M. Eric Hendrik Louw, Haut-Commissaire de l'Union de l'Afrique du Sud à Londres;

Pour l'Etat Libre d'Irlande:

M. Sean Lester, Représentant de l'Etat Libre d'Irlande auprès de la Société des Nations;

Pour l'Inde:

S. Exc. M. Claud Russell, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique à Berne;

Sa Majesté le Roi des Bulgares:

M. Dimitri Mikoff, Chargé d'Affaires de Bulgarie à Berne, Représentant permanent du Gouvernement bulgare auprès de la Société des Nations,

M. Stéphane N. Laftchieff, Membre du Conseil d'Administration de la Croix-Rouge bulgare;

Le Président de la République du Chili:

M. Guillermo Novoa-Sepulveda, Colonel, Attaché militaire près la Légation du Chili à Berlin,

M. Dario Pulgar-Arriagada, Capitaine du Service de Santé;

Le Président de la République de Chine:

M. Chi Yung Hsiao, Chargé d'Affaires p. i. de Chine à Berne;

Le Président de la République de Colombie:

S. Exc. M. Francisco José de Urrutia, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Colombie à Berne;

Le Président de la République de Cuba:

S. Exc. M. Carlos de Armenteros y de Cardenas, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentaire de Cuba à Berne,

M. Carlos Blanco y Sanchez, Secrétaire de Légation, adjoint à la Délégation de Cuba auprès de la Société des Nations;

Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande:

Pour le Danemark:

S. Exc. M. Harald de Scavenius, Chambellan, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Danemark en Suisse et aux Pays-Bas, ancien Ministre des Affaires étrangères,

M. Gustave M. Rasmussen, Chargé d'Affaires p. i. de Danemark à Berne;

Le Président de la République Dominicaine:

M. Charles Ackermann, Consul de la République Dominicaine à Genève;

Sa Majesté le Roi d'Egypte:

M. Mohammed Abdel Moneim Riad, Avocat au Contentieux de l'Etat, Professeur de Droit international à l'Ecole militaire du Caire,

M. Henri Wassif Simaika, Attaché de la Légation Royale d'Egypte à Rome;

Sa Majesté le Roi d'Espagne:

S. Exc. M. le Marquis de la Torrehermosa, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Espagne à Berne;

Le Président de la République d'Estonie:

M. Hans Leesment, Dr. en Médecine, Président de la Croix-Rouge estonienne;

Le Président de la République de Finlande:

M. A. E. Martola, Lieutenant-Colonel, Attaché militaire près la Légation de Finlande à Paris;

Le Président de la République Française:

S. Exc. M. Henri Chaissain de Marcilly, Ambassadeur de France à Berne,

M. Jean Du Sault, Conseiller de l'Ambassade de France à Berne;

Le Président de la République Hellénique:

M. Raphael Raphael, Chargé d'Affaires p. i. de Grèce à Berne,
M. Sophocle Venizelos, Lieutenant-Colonel, Attaché militaire près la Légation de Grèce à Paris;

Son Altesse Sérénissime le Gouverneur de la Hongrie:

S. Exc. M. Paul de Hevesy, Ministre-Résident, Délégué permanent du Gouvernement Royal auprès de la Société des Nations;

Sa Majesté le Roi d'Italie:

M. Giovanni Ciraolo, Sénateur du Royaume;

Sa Majesté l'Empereur du Japon:

S. Exc. M. Isaburo Yoshida, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Japon à Berne,
M. Sadamu Shimomura, Lieutenant-Colonel,
M. Seizo Miura, Capitaine de Frégate, Attaché naval près l'Ambassade du Japon à Paris;

Le Président de la République de Lettonie:

S. Exc. M. Charles Duzmans, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Lettonie près S. M. le Roi des Serbes, Croates et Slovènes, Délégué permanent auprès de la Société des Nations,
S. Exc. M. Oskar Voit, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Lettonie en Suisse, en Allemagne, en Hongrie et aux Pays-Bas;

Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg:

M. Charles Vermaire, Consul du Grand-Duché à Genève;

Le Président des Etats-Unis du Mexique:

S. Exc. M. Francisco Castillo Nájera, Général Médecin, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Mexique à Bruxelles;

Le Président de la République de Nicaragua:

M. Antoine Sottile, Dr en Droit, Délégué permanent de Nicaragua auprès de la Société des Nations;

Sa Majesté le Roi de Norvège:

S. Exc. M. Johannes Irgens, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Norvège à Berne, Rome et Athènes,
M. Jens Christian Meinich, Commandant d'Infanterie, Secrétaire général de la Croix-Rouge norvégienne;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

S. Exc. M. Willem Isaac Doude van Troostwijk, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire des Pays-Bas à Berne,
M. Johan Carl Diehl, Major-Général, Médecin Inspecteur général du Service de Santé de l'Armée, Vice-Président de la Croix-Rouge néerlandaise,
M. Jacob Harberts, Commandant à l'Etat-Major général, Professeur à l'Ecole supérieure de Guerre;

Sa Majesté Impériale le Shah de Perse:

S. Exc. M. Anouchirevan Khan Sepahbodi, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Perse à Berne;

Le Président de la République de Pologne:

M. Joseph Gabriel Pracki, Colonel Médecin,
M. W. Jerzy Babecki, Lieutenant-Colonel;

Le Président de la République Portugaise:

S. Exc. M. Vasco de Quevedo, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Portugal à Berne,
M. Francisco de Calheiros e Menezes, Premier Secrétaire de Légation;

Sa Majesté le Roi de Roumanie:

S. Exc. M. Michel B. Boeresco, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Roumanie à Berne,
M. Eugène Vertejano, Colonel, Officier d'Etat-Major;

Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes:

S. Exc. M. Ilija Choumenkovitch, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes à Berne, Délégué permanent auprès de la Société des Nations;

Sa Majesté le Roi de Siam:

S. A. S le Prince Varnvaidya, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Siam à Londres;

Sa Majesté le Roi de Suède:

S. Exc. M. Karl Ivan Westman, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Suède à Berne;

Le Conseil Fédéral Suisse:

M. Paul Dinichert, Ministre plénipotentiaire, Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique fédéral,
M. Carl Hauser, Colonel des Troupes sanitaires, Médecin en Chef de l'Armée,
M. Anton Züblin, Colonel d'Infanterie en disponibilité, Avocat,
M. Roger de la Harpe, Lieutenant-Colonel des Troupes sanitaires, Médecin,
M. Dietrich Schindler, Major de la Justice militaire, Professeur de Droit international à l'Université de Zurich;

Le Président de la République Tchécoslovaque:

S. Exc. M. Zdenek Fierlinger, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Tchécoslovaquie à Berne;

Le Président de la République Turque:

S. Exc. Hassan Bey, Vice-Président de la Grande Assemblée nationale de Turquie, Vice-Président du Croissant-Rouge turc,
S. Exc. Nusret Bey, Président du Conseil d'Etat de la République,
Le Professeur Akil Moukhtar Bey, Dr en Médecine,
Le Dr Abdulkadir Bey, Lieutenant-Colonel, Médecin militaire, Professeur à l'Ecole d'Application et à l'Hôpital de Gulhane;

Le Président de la République Orientale de l'Uruguay:

S. Exc. M. Alfredo de Castro, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Uruguay à Berne;

Le Président de la République des Etats-Unis de Vénézuéla:

S. Exc. M. Caracciolo Parra Pérez, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Vénézuéla à Rome,

M. Ivan Manuel Hurtado-Machado, Chargé d'Affaires p. i. de Vénézuéla à Berne;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

TITRE I.

Dispositions générales.

Article premier.

La présente Convention s'appliquera, sans préjudice des stipulations du Titre VII:

1) à toutes les personnes visées par les articles 1er, 2 et 3 du Règlement annexé à la Convention de La Haye concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, du 18 octobre 1907, et capturées par l'ennemi; [1]

2) à toutes les personnes appartenant aux forces armées des parties belligérantes, capturées par l'ennemi au courses d'opérations de guerre maritimes ou aériennes, sous réserve des dérogations que les conditions de cette capture rendraient inévitables. Toutefois, ces dérogations ne devront pas porter atteinte aux principes fondamentaux de la présente Convention; elles prendront fin dès le moment où les personnes capturées auront rejoint un camp de prisonniers de guerre.

---

[1] *Règlement annexé:* Art. 1er. — Les lois, les droits et les devoirs de la guerre ne s'appliquent pas seulement à l'armée, mais encore aux milices et aux corps de volontaires réunissant les conditions suivantes:

1° d'avoir à leur tête une personne responsable pour ses subordonnés;
2° d'avoir un signe distinctif fixe et reconnaissable à distance;
3° de porter les armes ouvertement et
4° de se conformer dans leurs opérations aux lois et aux coutumes de la guerre.

Dans les pays où les milices ou des corps de volontaires constituent l'armée ou en font partie, ils sont compris sous la dénomination d'*armée*.

Art. 2. — La population d'un territoire non occupé qui, à l'approche de l'ennemi, prend spontanément les armes pour combattre les troupes d'invasion, sans avoir eu le temps de s'organiser conformément à l'article premier, sera considérée comme belligérante si elle porte les armes ouvertement et si elle respecte les lois et coutumes de la guerre.

Art. 3. — Les forces armées des Parties belligérantes peuvent se composer de combattants et de non-combattants. En cas de capture par l'ennemi les uns et les autres ont droit au traitement des prisonniers de guerre.

Article 2.

Les prisonniers de guerre sont au pouvoir de la Puissance ennemie, mais non des individus ou des corps de troupe qui les ont capturés.

Ils doivent être traités, en tout temps, avec humanité et être protégés notamment contre les actes de violence, les insultes et la curiosité publique.

Les mesures de représailles à leur égard sont interdites.

Article 3.

Les prisonniers de guerre ont droit au respect de leur personnalité et de leur honneur. Les femmes seront traitées avec tous les égards dus à leur sexe.

Les prisonniers conservent leur pleine capacité civile.

Article 4.

La Puissance détentrice des prisonniers de guerre est tenue de pourvoir à leur entretien.

Des différences de traitement entre les prisonniers ne sont licites que si elles se basent sur le grade militaire, l'état de santé physique ou psychique, les aptitudes professionnelles ou le sexe de ceux qui en bénéficient.

TITRE II.

De la capture.

Article 5.

Chaque prisonnier de guerre est tenu de déclarer, s'il est interrogé à ce sujet, ses véritables noms et grade, ou bien son numéro matricule.

Dans le cas où il enfreindrait cette règle, il s'exposerait à une restriction des avantages accordés aux prisonniers de sa catégorie.

Aucune contrainte ne pourra être exercée sur les prisonniers pour obtenir des renseignements relatifs à la situation de leur armée ou de leur pays. Les prisonniers qui refuseront de répondre ne pourront être ni menacés, ni insultés, ni exposés à des désagréments ou désavantages de quelque nature que ce soit.

Si, en raison de son état physique ou mental, un prisonnier est dans l'incapacité d'indiquer son identité, il sera confié au service de santé.

Article 6.

Tous les effets et objets d'usage personnel — sauf les armes, les chevaux, l'équipement militaire et les papiers militaires — resteront en la possession des prisonniers de guerre, ainsi que les casques métalliques et les masques contre les gaz.

Les sommes dont sont porteurs les prisonniers ne pourront leur être enlevées que sur l'ordre d'un officier et après que leur montant aura été constaté. Un reçu en sera délivré. Les sommes ainsi enlevées devront être portées au compte de chaque prisonnier.

Les pièces d'indentité, les insignes de grade, les décorations et les objets de valeur ne pourront être enlevés aux prisonniers.

TITRE III.

De la captive.

SECTION I.

De l'évacuation des prisonniers de guerre.

Article 7.

Dans le plus bref délai possible après leur capture, les prisonniers de guerre seront évacués sur des dépôts situés dans une région assez éloignée de la zone de combat pour qu'ils se trouvent hors de danger.

Ne pourront être maintenus, temporairement, dans une zone dangereuse que les prisonniers qui, en raison de leurs blessures ou de leurs maladies, courraient de plus grands risques à être évacués qu'à rester sur place.

Les prisonniers ne seront pas inutilement exposés au danger, en attendant leur évacuation d'une zone de combat.

L'évacuation à pied des prisonniers ne pourra se faire normalement que par étapes de 20 kilomètres par jour, à moins que la nécessité d'atteindre les dépôts d'eau et de nourriture n'exige de plus longues étapes.

Article 8.

Les belligérants sont tenus de se notifier réciproquement toute capture de prisonniers dans le plus bref délai possible, par l'intermédiaire des bureaux de renseignements, tels qu'ils sont organisés à l'article 77. Ils sont également tenus de s'indiquer mutuellement les adresses officielles auxquelles les correspondances des familles peuvent être adressées aux prisonniers de guerre.

Aussitôt que faire se pourra, tout prisonnier devra être mis en mesure de correspondre lui-même avec sa famille, dans les conditions prévues aux articles 36 et suivants.

En ce qui concerne les prisonniers capturés sur mer, les dispositions du présent article seront observées aussitôt que possible après l'arrivée au port.

SECTION II.

Des camps de prisonniers de guerre.

Article 9.

Les prisonniers de guerre pourront être internés dans une ville, forteresse ou localité quelconque, avec l'obligation de ne pas s'en éloigner au delà de certaines limites déterminées. Ils pourront également être internés dans des camps clôturés; ils ne pourront être enfermés ou consignés que par mesure indispensable de sûreté ou d'hygiène, et seulement pendant la durée des circonstances qui nécessitent cette mesure.

Les prisonniers capturés dans des régions malsaines ou dont le climat est pernicieux pour les personnes venant des régions tempérées seront transportés, aussitôt que possible, sous un climat plus favorable.

Les belligérants éviteront, autant que possible, de réunir dans un même camp des prisonniers de races ou de nationalités différentes.

Aucun prisonnier ne pourra, à quelque moment que ce soit, être renvoyé dans une région où il serait exposé au feu de la zone de combat, ni être utilisé pour mettre par sa présence certains points ou certaines régions à l'abri du bombardement.

CHAPITRE PREMIER. — *De l'installation des camps.*

Article 10.

Les prisonniers de guerre seront logés dans des bâtiments ou dans des baraquements présentant toutes garanties possibles d'hygiène et de salubrité.

Les locaux devront être entièrement à l'abri de l'humidité, suffisamment chauffés et éclairés. Toutes les précautions devront être prises contre les dangers d'incendie.

Quant aux dortoirs: surface totale, cube d'air minimum, aménagement et matériel de couchage, les conditions seront les mêmes que pour les troupes de dépôt de la Puissance détentrice.

CHAPITRE 2. — *De la nourriture et de l'habillement des prisonniers de guerre.*

Article 11.

La ration alimentaire des prisonniers de guerre sera équivalente en quantité et qualité à celle des troupes de dépôt.

Les prisonniers recevront, en outre, les moyens de préparer eux-mêmes les suppléments dont ils disposeraient.

De l'eau potable en suffisance leur sera fournie. L'usage du tabac sera autorisé. Les prisonniers pourront être employés aux cuisines.

Toutes mesures disciplinaires collectives portant sur la nourriture sont interdites.

Article 12.

L'habillement, le linge et les chaussures seront fournis aux prisonniers de guerre par la Puissance détentrice. Le remplacement et les réparations de ces effets devront être assurés régulièrement. En outre, les travailleurs devront recevoir une tenue de travail partout où la nature du travail l'exigera.

Dans tous les camps seront installées des cantines où les prisonniers pourront se procurer, aux prix du commerce local, des denrées alimentaires et des objets usuels.

Les bénéfices procurés par les cantines aux administrations des camps seront utilisés au profit des prisonniers.

CHAPITRE 3. — *De l'hygiène dans les camps.*

Article 13.

Les belligérants seront tenus de prendre toutes les mesures d'hygiène nécessaires pour assurer la propreté et la salubrité des camps et pour prévenir les épidémies.

Les prisonniers de guerre disposeront, jour et nuit, d'installations conformes aux règles de l'hygiène et maintenues en état constant de propreté.

En outre, et sans préjudice des bains et douches dont les camps seront pourvus dans la mesure du possible, il sera fourni aux prisonniers pour leurs soins de propreté corporelle une quantité d'eau suffisante.

Ils devront avoir la possibilité de se livrer à des exercices physiques et de bénéficier du plein air.

Article 14.

Chaque camp possédera une infirmerie, où les prisonniers de guerre recevront les soins de toute nature dont ils pourront avoir besoin. Le cas échéant, des locaux d'isolement seront réservés aux malades atteints d'affections contagieuses.

Les frais de traitement, y compris ceux des appareils provisoires de prothèse, seront à la charge de la Puissance détentrice.

Les belligérants seront tenus de remettre, sur demande, à tout prisonnier traité une déclaration officielle indiquant la nature et la durée de sa maladie, ainsi que les soins reçus.

Il sera loisible aux belligérants de s'autoriser mutuellement, par voie d'arrangements particuliers, à retenir dans les camps des médecins et infirmiers chargés de soigner leurs compatriotes prisonniers.

Les prisonniers atteints d'une maladie grave ou dont l'état nécessite une intervention chirurgicale importante, devront être admis, aux frais de la Puissance détentrice, dans toute formation militaire ou civile qualifiée pour les traiter.

Article 15.

Des inspections médicales des prisonniers de guerre seront organisées au moins une fois par mois. Elles auront pour objet le contrôle de l'état général de santé et de l'état de propreté, ainsi que le dépistage des maladies contagieuses, notamment de la tuberculose et des affections vénériennes.

CHAPITRE 4. — *Des besoins intellectuels et moraux des prisonniers de guerre.*

Article 16.

Toute latitude sera laissée aux prisonniers de guerre pour l'exercice de leur religion, y compris l'assistance aux offices de leur culte, à la seule condition de se conformer aux mesures d'ordre et de police prescrites par l'autorité militaire.

Les ministres d'un culte, prisonniers de guerre, quelle que soit la dénomination de ce culte, seront autorisés à exercer pleinement leur ministère parmi leurs coreligionnaires.

Article 17.

Les belligérants encourageront le plus possible les distractions intellectuelles et sportives organisées par les prisonniers de guerre.

CHAPITRE 5. — *De la discipline intérieure des camps.*

Article 18.

Chaque camp de prisonniers de guerre sera placé sous l'autorité d'un officier responsable.

Outre les marques extérieures de respect prévues par les règlements en vigueur dans leurs armées à l'égard de leurs nationaux, les prisonniers de guerre devront le salut à tous les officiers de la Puissance détentrice.

Les officiers prisonniers de guerre ne seront tenus de saluer que les officiers de grade supérieur ou égal de cette Puissance.

Article 19.

Le port des insignes de grade et des décorations sera autorisé.

Article 20.

Les règlements, ordres, avertissements et publications de toute nature devront être communiqués aux prisonniers de guerre dans une langue qu'ils comprennent. Le même principe sera appliqué aux interrogatoires.

CHAPITRE 6. — *Dispositions spéciales concernant les officiers et assimilés.*

Article 21.

Dès le début des hostilités, les belligérants seront tenus de se communiquer réciproquement les titres et les grades en usage

dans leurs armées respectives, en vue d'assurer l'égalité de traitement entre les officiers et assimilés de grades équivalents.

Les officiers et assimilés prisonniers de guerre seront traités avec les égards dus à leur grade et à leur âge.

Article 22.

En vue d'assurer le service des camps d'officiers, des soldats prisonniers de guerre de la même armée, et autant que possible parlant la même langue, y seront détachés, en nombre suffisant, en tenant compte du grade des officiers et assimilés.

Ceux-ci se procureront leur nourriture et leurs vêtements sur la solde qui leur sera versée par la Puissance détentrice. La gestion de l'ordinaire par les officiers eux-mêmes devra être favorisée de toute manière.

CHAPITRE 7. — *Des ressources pécuniaires des prisonniers de guerre.*

Article 23.

Sous réserve d'arrangements particuliers entre les Puissances belligérantes, et notamment de ceux prévus à l'article 24, les officiers et assimilés prisonniers de guerre recevront de la Puissance détentrice la même solde que les officiers de grade correspondant dans les armées de cette Puissance, sous condition, toutefois, que cette solde ne dépasse pas celle à laquelle ils ont droit dans les armées du pays qu'ils ont servi. Cette solde leur sera versée intégralement, une fois par mois si possible, et sans qu'il puisse être fait aucune déduction pour des dépenses incombant à la Puissance détentrice, alors même qu'elles seraient en leur faveur.

Un accord entre les belligérants fixera le taux du change applicable à ce paiement; à défaut de pareil accord, le taux adopté sera celui en vigueur au moment de l'ouverture des hostilités.

Tous les versements effectués aux prisonniers de guerre à titre de solde devront être remboursés, à la fin des hostilités, par la Puissance qu'ils ont servie.

Article 24.

Dès le début des hostilités, les belligérants fixeront d'un commun accord le montant maximum d'argent comptant que

les prisonniers de guerre des divers grades et catégories seront autorisés à conserver par devers eux. Tout excédent retiré ou retenu à un prisonnier sera, de même que tout dépôt d'argent effectué par lui, porté à son compte, et ne pourra être converti en une autre monnaie sans son assentiment.

Les soldes créditeurs de leurs comptes seront versés aux prisonniers de guerre à la fin de leur captivité.

Pendant la durée de celles-ci, des facilités leur seront accordées pour le transfert de ces sommes, en tout ou partie, à des banques ou à des particuliers dans leur pays d'origine.

CHAPITRE 8. — *Du transfert des prisoniers de guerre.*

Article 25.

A moins que la marche des opérations militaires ne l'exige, les prisonniers de guerre malades et blessés ne seront pas transférés tant que leur guérison pourrait être compromise par le voyage.

Article 26.

En cas de transfert, les prisonniers de guerre seront avisés au préalable officiellement de leur nouvelle destination; ils seront autorisés à emporter leurs effets personnels, leur correspondance et les colis arrivés à leur adresse.

Toutes dispositions utiles seront prises pour que la correspondance et les colis adressés à leur ancien camp leur soient transmis sans délai.

Les sommes déposées au compte des prisonniers transférés seront transmises à l'autorité compétente du lieu de leur nouvelle résidence.

Les frais causés par les transferts seront à la charge de la Puissance détentrice.

SECTION III.

Du travail des prisonniers de guerre.

CHAPITRE PREMIER. — *Généralités.*

Article 27.

Les belligérants pourront employer comme travailleurs les prisonniers de guerre valides, selon leur grade et leurs aptitudes, à l'exception des officiers et assimilés.

Toutefois, si des officiers ou assimilés demandent un travail qui leur convienne, celui-ci leur sera procuré dans la mesure du possible.

Les sous-officiers prisonniers de guerre ne pourront être astreints qu'à des travaux de surveillance, à moins qu'ils ne fassent la demande expresse d'une occupation rémunératrice.

Les belligérants seront tenus de mettre, pendant toute la durée de la captivité, les prisonniers de guerre victimes d'accidents du travail au bénéfice des dispositions applicables aux travailleurs de même catégorie selon la législation de la Puissance détentrice. En ce qui concerne les prisonniers de guerre auxquels ces dispositions légales ne pourraient être appliquées en raison de la législation de cette Puissance, celle-ci s'engage à recommander à son corps législatif toutes mesures propres à indemniser équitablement les victimes.

CHAPITRE 2. — *De l'organisation du travail.*

Article 28.

La Puissance détentrice assumera l'entière responsabilité de l'entretien, des soins, du traitement et du paiement des salaires des prisonniers de guerre travaillant pour le compte de particuliers.

Article 29.

Aucun prisonnier de guerre ne pourra être employé à des travaux auxquels il est physiquement inapte.

Article 30.

La durée du travail journalier des prisonniers de guerre, y compris celle du trajet d'aller et de retour, ne sera pas excessive et ne devra, en aucun cas, dépasser celle admise pour les ouvriers civils de la région employés au même travail. Il sera accordé à chaque prisonnier un repos de vingt-quatre heures consécutives chaque semaine, de préférence le dimanche.

CHAPITRE 3. — *Du travail prohibé.*

Article 31.

Les travaux fournis par les prisonniers de guerre n'auront aucun rapport direct avec les opérations de la guerre. En particulier, il est interdit d'employer des prisonniers à la fabrication

et au transport d'armes ou de munitions de toute nature, ainsi qu'au transport de matériel destiné à des unités combattantes

En cas de violation des dispositions de l'alinéa précédent, les prisonniers ont la latitude, après exécution ou commencement d'exécution de l'ordre, de faire présenter leurs réclamations par l'intermédiaire des hommes de confiance dont les fonctions sont prévues aux articles 43 et 44, ou, à défaut d'homme de confiance, par l'intermédiaire des représentants de la Puissance protectrice.

Article 32.

Il est interdit d'employer des prisonniers de guerre à des travaux insalubres ou dangereux.

Toute aggravation des conditions du travail par mesure disciplinaire est interdite.

CHAPITRE 4. — *Des détachements de travail.*

Article 33.

Le régime des détachements de travail devra être semblable à celui des camps de prisonniers de guerre, en particulier en ce qui concerne les conditions hygiéniques, la nourriture, les soins en cas d'accident ou de maladie, la correspondance et la réception des colis.

Tout détachement de travail relèvera d'un camp de prisonniers. Le commandant de ce camp sera responsable de l'observation, dans le détachement de travail, des dispositions de la présente Convention.

CHAPITRE 5. — *Du salaire.*

Article 34.

Les prisonniers de guerre ne recevront pas de salaire pour les travaux concernant l'administration, l'aménagement et l'entretien des camps.

Les prisonniers employés à d'autres travaux auront droit à un salaire à fixer par des accords entre les belligérants.

Ces accords spécifieront également la part que l'administration du camp pourra retenir, la somme qui appartiendra au prisonnier de guerre et la manière dont cette somme sera mise à sa disposition pendant la durée de sa captivité.

En attendant la conclusion des dits accords, la rétribution du travail des prisonniers sera fixée selon les normes ci-dessous:

a) Les travaux faits pour l'Etat seront payés d'après les tarifs en vigueur pour les militaires de l'armée nationale exécutant les mêmes travaux, ou, s'il n'en existe pas, d'après un tarif en rapport avec les travaux exécutés.

b) Lorsque les travaux ont lieu pour le compte d'autres administrations publiques ou pour des particuliers, les conditions en seront réglées d'accord avec l'autorité militaire.

Le solde restant au crédit du prisonnier lui sera remis à la fin de sa captivité. En cas de décès, il sera transmis par la voie diplomatique aux héritiers du défunt.

SECTION IV.

Des relations des prisonniers de guerre avec l'extérieur

Article 35.

Dès le début des hostilités, les belligérants publieront les mesures prévues pour l'exécution des dispositions de la présente section.

Article 36.

Chacun des belligérants fixera périodiquement le nombre des lettres et des cartes postales que les prisonniers de guerre des diverses catégories seront autorisés à expédier par mois, et notifiera ce nombre à l'autre belligérant. Ces lettres et cartes seront transmises par la poste suivant la voie la plus courte. Elles ne pourront être retardées ni retenues pour motifs de discipline.

Dans le délai maximum d'une semaine après son arrivée au camp et de même en cas de maladie, chaque prisonnier sera mis en mesure d'adresser à sa famille une carte postale l'informant de sa capture et de l'état de sa santé. Les dites cartes postales seront transmises avec toute le rapidité possible et ne pourront être retardées d'aucune manière.

En règle générale, la correspondance des prisonniers sera rédigée dans la langue maternelle de ceux-ci. Les belligérants pourront autoriser la correspondance en d'autres langues.

Article 37.

Les prisonniers de guerre seront autorisés à recevoir individuellement des colis postaux contenant des denrées alimentaires

et d'autres articles destinés à leur ravitaillement ou à leur habillement. Les colis seront remis aux destinataires contre quittance.

Article 38.

Les lettres et envois d'argent ou de valeurs, ainsi que les colis postaux destinés aux prisonniers de guerre ou expédiés par eux, soit directement, soit par l'intermédiaire des bureaux de renseignements prévus à l'article 77, seront affranchis de toutes taxes postales, aussi bien dans les pays d'origine et de destination que dans les pays intermédiaires.

Les dons et secours en nature destinés aux prisonniers seront pareillement affranchis de tous droits d'entrée et autres, ainsi que des taxes de transport sur les chemins de fer exploités par l'Etat.

Les prisonniers pourront, en cas d'urgence reconnue, être autorisés à expédier des télégrammes, contre paiement des taxes usuelles.

Artikel 39.

Les prisonniers de guerre seront autorisés à recevoir individuellement des envois de livres, qui pourront être soumis à la censure.

Les représentants des Puissances protectrices et des sociétés de secours dûment reconnues et autorisées pourront envoyer des ouvrages et des collections de livres aux bibliothèques des camps de prisonniers. La transmission de ces envois aux bibliothèques ne pourra être retardée sous prétexte de difficultés de censure.

Article 40.

La censure des correspondances devra être faite dans le plus bref délai possible. Le contrôle des envois postaux devra, en outre, s'effectuer dans des conditions propres à assurer la conservation des denrées qu'ils pourront contenir et, si possible, en présence du destinataire ou d'un homme de confiance dûment reconnu par lui.

Les interdictions de correspondance édictées par les belligérants, pour des raisons militaires ou politiques ne pourront avoir qu'un caractère momentané et devront être aussi brèves que possible.

Article 41.

Les belligérants assureront toutes facilités pour la transmission des actes, pièces ou documents destinés aux prisonniers de

guerre ou signés par eux, en particulier des procurations et des testaments.

Ils prendront les mesures nécessaires pour assurer, en cas de besoin, la légalisation des signatures données par les prisonniers.

SECTION V.

Des rapports der prisonniers de guerre avec les autorités.

CHAPITRE PREMIER. — *Des plaintes des prisonniers de guerre à raison du régime de la captivité.*

Article 42.

Les prisonniers de guerre auront le droit de faire connaître aux autorités militaires sous le pouvoir desquelles ils se trouvent leurs requêtes concernant le régime de captivité auquel ils sont soumis.

Ils auront également le droit de s'adresser aux représentants des Puissances protectrices pour leur signaler les points sur lesquels ils auraient des plaintes à formuler à l'égard du régime de la captivité.

Ces requêtes et réclamations devront être transmises d'urgence.

Même si elles sont reconnues non fondées, elles ne pourront donner lieu à aucune punition.

CHAPITRE 2. — *Des représentants des prisonniers de guerre.*

Article 43.

Dans toute localité où se trouveront des prisonniers de guerre, ceux-ci seront autorisés à désigner des hommes de confiance chargés de les représenter vis-à-vis des autorités militaires et des Puissances protectrices.

Cette désignation sera soumise à l'approbation de l'autorité militaire.

Les hommes de confiance seront chargés de la réception et de la répartition des envois collectifs. De même, au cas où les

prisonniers décideraient d'organiser entre eux un système d'assistance mutuelle, cette organisation serait de la compétence des hommes de confiance. D'autre part, ceux-ci pourront prêter leurs offices aux prisonniers pour faciliter leurs relations avec les sociétés de secours mentionnées à l'article 78.

Dans les camps d'officiers et assimilés, l'officier prisonnier de guerre le plus ancien dans le grade le plus élevé sera reconnu comme intermédiaire entre les autorités du camp et les officiers et assimilés prisonniers. A cet effet, il aura la faculté de désigner un officier prisonnier pour l'assister en qualité d'interprète au cours des conférences avec les autorités du camp.

Article 44.

Lorsque les hommes de confiance seront employés comme travailleurs, leur activité comme représentants des prisonniers de guerre devra être comptée dans la durée obligatoire du travail.

Toutes facilités seront accordées aux hommes de confiance pour leur correspondance avec les autorités militaires et avec la Puissance protectrice. Cette correspondance ne sera pas limitée.

Aucun représentant des prisonniers ne pourra être transféré sans que le temps nécessaire lui ait été laissé pour mettre ses successeurs au courant des affaires en cours.

CHAPITRE 3. — *Des sanctions pénales à l'égard des prisonniers de guerre.*

1. — Dispositions générales.

Article 45.

Les prisonniers de guerre seront soumis aux lois, règlements et ordres en vigueur dans les armées de la Puissance détentrice.

Tout acte d'insubordination autorisera à leur égard les mesures prévues par ces lois, règlements et ordres.

Demeurent réservées, toutefois, les dispositions du présent chapitre.

Article 46.

Les prisonniers de guerre ne pourront être frappés par les autorités militaires et les tribunaux de la Puissance détentrice d'autres peines que celles qui sont prévues pour les mêmes faits à l'égard des militaires des armées nationales.

A identité de grade, les officiers, sous-officiers ou soldats prisonniers de guerre subissant une peine disciplinaire ne seront pas soumis à un traitement moins favorable que celui prévu, en ce qui concerne la même peine, dans les armées de la Puissance détentrice.

Sont interdites toute peine corporelle, toute incarcération dans des locaux non éclairés par la lumière du jour et, d'une manière générale, toute forme quelconque de cruauté.

Sont également interdites les peines collectives pour des actes individuels.

Article 47.

Les faits constituant une faute contre la discipline, et notamment la tentative d'évasion, seront constatés d'urgence; pour tous les prisonniers de guerre, gradés ou non, les arrêts préventifs seront réduits au strict minimum.

Les instructions judiciaires contre les prisonniers de guerre seront conduites aussi rapidement que le permettront les circonstances; la détention préventive sera restreinte le plus possible.

Dans tous les cas, la durée de la détention préventive sera déduite de la peine infligée disciplinairement ou judiciairement, pour autant que cette déduction est admise pour les militaires nationaux.

Article 48.

Les prisonniers de guerre ne pourront, après avoir subi les peines judiciaires ou disciplinaires qui leur auront été infligées, être traités différemment des autres prisonniers.

Toutefois, les prisonniers punis à la suite d'une tentative d'évasion pourront être soumis à un régime de surveillance spécial, mais qui ne pourra comporter la suppression d'aucune des garanties accordées aux prisonniers par la présente Convention.

Article 49.

Aucun prisonnier de guerre ne peut être privé de son grade par la Puissance détentrice.

Les prisonniers punis disciplinairement ne pourront être privés des prérogatives attachées à leur grade. En particulier, les officiers et assimilés qui subiront des peines entraînant privation

de liberté ne seront pas placés dans les mêmes locaux que les sous-officiers ou hommes de troupe punis.

Article 50.

Les prisonniers de guerre évadés qui seraient repris avant d'avoir pu rejoindre leur armée ou quitter le territoire occupé par l'armée qui les a capturés ne seront passibles que de peines disciplinaires.

Les prisonniers qui, après avoir réussi à rejoindre leur armée ou à quitter le territoire occupé par l'armée qui les a capturés, seraient de nouveau faits prisonniers ne seront passibles d'aucune peine pour leur fuite antérieure.

Article 51.

La tentative d'évasion, même s'il y a récidive, ne sera pas considérée comme une circonstance aggravante dans le cas où le prisonnier de guerre serait déféré aux tribunaux pour des crimes ou délits contre les personnes ou contre la propriété commis au cours de cette tentative.

Après une évasion tentée ou consommée, les camarades de l'évadé qui auront coopéré à l'évasion ne pourront encourir de ce chef qu'une punition disciplinaire.

Article 52.

Les belligérants veilleront à ce que les autorités compétentes usent de la plus grande indulgence dans l'appréciation de la question de savoir si une infraction commise par un prisonnier de guerre doit être punie disciplinairement ou judiciairement.

Il en sera notamment ainsi lorsqu'il s'agira d'apprécier des faits connexes à l'évasion ou à la tentative d'évasion.

Un prisonnier ne pourra, à raison du même fait ou du même chef d'accusation, être puni qu'une seule fois.

Article 53.

Aucun prisonnier de guerre frappé d'une peine disciplinaire, qui se trouverait dans les conditions prévues pour le rapatriement, ne pourra être retenu pour la raison qu'il n'a pas subi sa peine.

Les prisonniers à rapatrier qui seraient sous le coup d'une poursuite pénale pourront être exclus du rapatriement jusqu'à

la fin de la procédure, et, le cas échéant, jusqu'à l'exécution de la peine; ceux qui seraient déjà détenus en vertu d'un jugement pourront être retenus jusqu'à la fin de leur détention.

Les belligérants se communiqueront les listes de ceux qui ne pourront être rapatriés pour les motifs indiqués à l'alinéa précédent.

2. — Peines disciplinaires.

Article 54.

Les arrêts sont la peine disciplinaire la plus sévère qui puisse être infligée à un prisonnier de guerre.

La durée d'une même punition ne peut dépasser trente jours.

Ce maximum de trente jours ne pourra pas davantage être dépassé dans le cas de plusieurs faits dont un prisonnier aurait à répondre disciplinairement au moment où il est statué à son égard, que ces faits soient connexes ou non.

Lorsqu'au cours ou après la fin d'une période d'arrêts, un prisonnier sera frappé d'une nouvelle peine disciplinaire, un délai de trois jours au moins séparera chacune des périodes d'arrêts, dès que l'une d'elles est de dix jours ou plus.

Article 55.

Sous réserve de la disposition faisant l'objet du dernier alinéa de l'article 11, sont applicables, à titre d'aggravation de peine, aux prisonniers de guerre punis disciplinairement les restrictions de nourriture admises dans les armées de la Puissance détentrice.

Toutefois, ces restrictions ne pourront être ordonnées que si l'état de santé des prisonniers punis le permet.

Article 56.

En aucun cas, les prisonniers de guerre ne pourront être transférés dans les établissements pénitentiaires (prisons, pénitenciers, bagnes, etc.) pour y subir des peines disciplinaires.

Les locaux dans lesquels seront subies les peines disciplinaires seront conformes aux exigences de l'hygiène.

Les prisonniers punis seront mis à même de se tenir en état de propreté.

Chaque jour, ces prisonniers auront la faculté de prendre de l'exercice ou de séjourner en plein air pendant au moins deux heures.

Article 57.

Les prisonniers de guerre punis disciplinairement seront autorisés à lire et à écrire, ainsi qu'à expédier et à recevoir des lettres.

En revanche, les colis et les envois d'argent pourront n'être délivrés aux destinataires qu'à l'expiration de la peine. Si les colis non distribués contiennent des denrées périssables, celles-ci seront versées à l'infirmerie ou à la cuisine du camp.

Article 58.

Les prisonniers de guerre punis disciplinairement seront autorisés, sur leur demande, à se présenter à la visite médicale quotidienne. Ils recevront les soins jugés nécessaires par les médecins et, le cas échéant, seront évacués sur l'infirmerie du camp ou sur les hôpitaux.

Article 59.

Réserve faite de la compétence des tribunaux et des autorités militaires supérieures, les peines disciplinaires ne pourront être prononcées que par un officier muni de pouvoirs disciplinaires en sa qualité de commandant de camp ou de détachement, ou par l'officier responsable qui le remplace.

3. — Poursuites judiciaires.

Article 60.

Lors de l'ouverture d'une procédure judiciaire dirigée contre un prisonnier de guerre, la Puissance détentrice en avertira aussitôt qu'elle pourra le faire, et toujours avant la date fixée pour l'ouverture des débats, le représentant de la Puissance protectrice.

Cet avis contiendra les indications suivantes:

a) état civil et grade du prisonnier;

b) lieu de séjour ou de détention;

c) spécification du ou des chefs d'accusation, avec mention des dispositions légales applicables.

S'il n'est pas possible de donner dans cet avis l'indication du tribunal qui jugera l'affaire, celle de la date d'ouverture des débats et celle du local où ils auront lieu, ces indications seront fournies ultérieurement au représentant de la Puissance protectrice, le plus tôt possible, et en tout cas trois semaines au moins avant l'ouverture des débats.

Article 61.

Aucun prisonnier de guerre ne pourra être condamné sans avoir eu l'occasion de se défendre.

Aucun prisonnier ne pourra être contraint de se reconnaître coupable du fait dont il est accusé.

Article 62.

Le prisonnier de guerre sera en droit d'être assisté par un défenseur qualifié de son choix et de recourir, si c'est nécessaire, aux offices d'un interprète compétent. Il sera avisé de son droit, en temps utile avant les débats, par la Puissance détentrice.

A défaut d'un choix par le prisonnier, la Puissance protectrice pourra lui procurer un défenseur. La Puissance détentrice remettra à la Puissance protectrice, sur la demande de celle-ci, une liste de personnes qualifiées pour présenter la défense.

Les représentants de la Puissance protectrice auront le droit d'assister aux débats de la cause.

La seule exception à cette règle est celle où les débats de la cause doivent rester secrets dans l'intérêt de la sûreté de l'Etat. La Puissance détentrice en préviendrait la Puissance protectrice.

Article 63.

Un jugement ne pourra être prononcé à la charge d'un prisonnier de guerre que par les mêmes tribunaux et suivant la même procédure qu'à l'égard des personnes appartenant aux forces armées de la Puissance détentrice.

Article 64.

Tout prisonnier de guerre aura le droit de recourir contre tout jugement rendu à son égard, de la même manière que les individus appartenant aux forces armées de la Puissance détentrice.

Article 65.

Les jugements prononcés contre les prisonniers de guerre seront immédiatement communiqués à la Puissance protectrice.

Article 66.

Si la peine de mort est prononcée contre un prisonnier de guerre, une communication exposant en détail la nature et les circonstances de l'infraction sera adressée, au plus tôt, au représentant de la Puissance protectrice, pour être transmise à

la Puissance dans les armées de laquelle le prisonnier a servi.

Le jugement ne sera pas exécuté avant l'expiration d'un délai d'au moins trois mois à partir de cette communication.

Article 67.

Aucun prisonnier de guerre ne pourra être privé du bénéfice des dispositions de l'article 42 de la présente Convention à la suite d'un jugement ou autrement.

TITRE IV.

De la fin de la captivité.

SECTION I.

Du rapatriement direct et de l'hospitalisation en pays neutre.

Article 68.

Les belligérants seront tenus de renvoyer dans leur pays, sans égard au grade ni au nombre, après les avoir mis en état d'être transportés, les prisonniers de guerre grands malades et grands blessés.

Des accords entre les belligérants fixeront en conséquence, aussitôt que possible, les cas d'invalidité ou de maladie entraînant le rapatriement direct, ainsi que les cas entraînant éventuellement l'hospitalisation en pays neutre. En attendant que ces accords soient conclus, les belligérants pourront se référer à l'accord-type annexé, à titre documentaire, à la présente Convention.

Article 69.

Dès l'ouverture des hostilités, les belligérants s'entendront pour nommer des commissions médicales mixtes. Ces commissions seront composées de trois membres, dont deux appartenant à un pays neutre et un désigné par la Puissance détentrice; l'un des médecins du pays neutre présidera. Ces commissions médicales mixtes procéderont à l'examen des prisonniers malades ou blessés et prendront toutes décisions utiles à leur égard.

Les décisions de ces commissions seront prises à la majorité et exécutées dans le plus bref délai.

Article 70.

Outre ceux qui auront été désignés par le médecin du camp, les prisonniers de guerre suivants seront soumis à la visite de

la commission médicale mixte mentionnée à l'article 69, en vue de leur rapatriement direct ou de leur hospitalisation en pays neutre:

a) les prisonniers qui en feront la demande directement au médecin du camp;

b) les prisonniers qui seront présentés par les hommes de confiance prévus à l'article 43, ceux-ci agissant de leur propre initiative ou à la demande des prisonniers eux-mêmes;

c) les prisonniers qui auront été proposés par la Puissance dans les armées de laquelle ils ont servi ou par une association de secours dûment reconnue et autorisée par cette Puissance.

Article 71.

Les prisonniers de guerre victimes d'accidents du travail, exception faite des blessés volontaires, seront mis, en ce qui concerne le rapatriement ou éventuellement l'hospitalisation en pays neutre, au bénéfice des mêmes dispositions.

Article 72.

Pendant la durée des hostilités et pour des raisons d'humanité, les belligérants pourront conclure des accords en vue du rapatriement direct ou de l'hospitalisation en pays neutre des prisonniers de guerre valides ayant subi une longue captivité

Article 73.

Les frais de rapatriement ou de transport dans un pays neutre des prisonniers de guerre seront supportés, à partir de la frontière de la Puissance détentrice, par la Puissance dans les armées de laquelle ces prisonniers ont servi.

Article 74.

Aucun rapatrié ne pourra être employé à un service militaire actif.

SECTION II.

De la libération et du rapatriement à la fin des hostilités.

Article 75.

Lorsque les belligérants concluront une convention d'armistice, ils devront, en principe, y faire figurer des stipulations

concernant le rapatriement des prisonniers de guerre. Si des stipulations à cet égard n'ont pas pu être insérées dans cette convention, les belligérants se mettront néanmoins, le plus tôt possible, en rapport à cet effet. Dans tous les cas, le rapatriement des prisonniers s'effectuera dans le plus bref délai après la conclusion de la paix.

Les prisonniers de guerre qui seraient sous le coup d'une poursuite pénale pour un crime ou un délit de droit commun pourront toutefois être retenus jusqu'à la fin de la procédure et, le cas échéant, jusqu'à l'expiration de la peine. Il en sera de même de ceux condamnés pour un crime ou délit de droit commun.

D'entente entre les belligérants, des commissions pourront être instituées dans le but de rechercher les prisonniers dispersés et d'assurer leur rapatriement.

TITRE V.

Du décès des prisonniers de guerre.

Article 76.

Les testaments des prisonniers de guerre seront reçus et dressés dans les mêmes conditions que pour les militaires de l'armée nationale.

On suivra également les mêmes règles en ce qui concerne les pièces relatives à la constatation des décès.

Les belligérants veilleront à ce que les prisonniers de guerre décédés en captivité soient enterrés honorablement et à ce que les tombes portent toutes indications utiles, soient respectées et convenablement entretenues.

TITRE VI.

Des bureaux de secours et de renseignements concernant les prisonniers de guerre.

Article 77.

Dès le début des hostilités, chacune des Puissances belligérantes, ainsi que les Puissances neutres qui auront recueilli des belligérants, constitueront un bureau officiel de renseignements sur les prisonniers de guerre se trouvant sur leur territoire.

Dans ie plus bref délai possible, chacune des Puissances belligérantes informera son bureau de renseignements de toute capture de prisonniers effectuée par ses armées, en lui donnant tous renseignements d'identité dont elle dispose permettant d'aviser rapidement les familles intéressées, et en lui faisant connaître les adresses officielles auxquelles les familles pourront écrire aux prisonniers.

Le bureau de renseignements fera parvenir d'urgence toutes ces indications aux Puissances intéressées, par l'entremise, d'une part, des Puissances protectrices et, d'autre part, de l'agence centrale prévue à l'article 79.

Le bureau de renseignements, chargé de répondre à toutes les demandes qui concernent les prisonniers de guerre, recevra des divers services compétents toutes les indications relatives aux internements et aux mutations, aux mises en liberté sur parole, aux rapatriements, aux évasions, aux séjours dans les hôpitaux, aux décès, ainsi que les autres renseignements nécessaires pour établir et tenir à jour une fiche individuelle pour chaque prisonnier de guerre.

Le bureau portera sur cette fiche, dans la mesure du possible et sous réserve des dispositions de l'article 5: le numéro matricule, les nom et prénoms, la date et le lieu de naissance, le grade et le corps de troupe de l'intéressé, le prénom du père et le nom de la mère, l'adresse de la personne à aviser en cas d'accident, les blessures, la date et le lieu de la capture, de l'internement, des blessures, de la mort, ainsi que tous les autres renseignements importants.

Des listes hebdomadaires contenant tous les nouveaux renseignements succeptibles de faciliter l'identification de chaque prisonnier seront transmises aux Puissances intéressées.

La fiche individuelle du prisonnier de guerre sera remise après la conclusion de la paix à la Puissance qu'il aura servi.

Le bureau de renseignements sera en outre tenu de recueillir tous les objets d'usage personnel, valeurs, correspondances, carnets de solde, signes d'identité, etc., qui auront été délaissés par les prisonniers de guerre rapatriés, libérés sur parole, évadés ou décédés, et de les transmettre aux pays intéressés.

Article 78.

Les sociétés de secours pour les prisonniers de guerre, régulièrement constituées selon la loi de leur pays, et ayant pour

objet d'être les intermédiaires de l'action charitable, recevront de la part des belligérants, pour elles et pour leurs agents dûment accrédités, toute facilité, dans les limites tracées par les nécessités militaires, pour accomplir efficacement leur tâche d'humanité. Les délégués de ces sociétés pourront être admis à distribuer des secours dans les camps, ainsi qu'aux lieux d'étape des prisonniers rapatriés, moyennant une permission personnelle délivrée par l'autorité militaire et en prenant l'engagement, par écrit, de se soumettre à toutes les mesures d'ordre et de police que celle-ci prescrirait.

Article 79.

Une agence centrale de renseignements sur les prisonniers de guerre sera créée en pays neutre. Le Comité international de la Croix-Rouge proposera aux Puissances intéressées, s'il le juge nécessaire, l'organisation d'une telle agence.

Cette agence sera chargée de concentrer tous les renseignements, intéressant les prisonniers, qu'elle pourra obtenir par les voies officielles ou privées; elle les transmettra le plus rapidement possible au pays d'origine des prisonniers ou à la Puissance qu'ils auront servie.

Ces dispositions ne devront pas être interprétées comme restreignant l'activité humanitaire du Comité international de la Croix-Rouge.

Article 80.

Les bureaux de renseignements jouiront de la franchise de port en matière postale, ainsi que de toutes exemptions prévues à l'article 38.

TITRE VII.

De l'application de la Convention à certaines catégories de civils.

Article 81.

Les individus qui suivent les forces armées sans en faire directement partie, tels que les correspondants, les reporters de journaux, les vivandiers, les fournisseurs, qui tomberont au pouvoir de l'ennemi et que celui-ci jugera utile de détenir, auront droit au traitement des prisonniers de guerre, à condition qu'ils soient munis d'une légitimation de l'autorité militaire des forces armées qu'ils accompagnaient.

TITRE VIII.

De l'exécution de la Convention.

SECTION I.

Dispositions générales.

Article 82.

Les dispositions de la présente Convention devront être respectées par les Hautes Parties Contractantes en toutes circonstances.

Au cas où, en temps de guerre, un des belligérants ne serait pas partie à la Convention, ses dispositions demeureront néanmoins obligatoires entre les belligérants qui y participent.

Article 83.

Les Hautes Parties Contractantes se réservent le droit de conclure des conventions spéciales sur toutes questions relatives aux prisonniers de guerre qu'il leur paraîtrait opportun de règler particulièrement.

Les prisonniers de guerre resteront au bénéfice de ces accords jusqu'à l'achèvement du rapatriement, sauf stipulations expresses contraires contenues dans les susdits accords ou dans des accords ultérieurs, ou également sauf mesures plus favorables prises par l'une ou l'autre des Puissances belligérantes à l'égard des prisonniers qu'elles détiennent.

En vue d'assurer l'application, de part et d'autre, des stipulations de la présente Convention, et de faciliter la conclusion des conventions spéciales prévues ci-dessus, les belligérants pourront autoriser, dès le début des hostilités, des réunions de représentants des autorités respectives chargées de l'administration des prisonniers de guerre.

Article 84.

Le texte de la présente Convention et des conventions spéciales prévues à l'article précédent sera affiché, autant que possible dans la langue maternelle des prisonniers de guerre, à des emplacements où il pourra être consulté par tous les prisonniers.

Le texte de ces conventions sera communiqué, sur leur demande, aux prisonniers qui se trouveraient dans l'impossibilité de prendre connaissance du texte affiché.

Article 85.

Les Hautes Parties Contractantes se communiqueront par l'intermédiaire du Conseil fédéral suisse les traductions officielles de la présente Convention, ainsi que les lois et règlements qu'elles pourront être amenées à adopter pour assurer l'application de la présente Convention.

SECTION II.

De l'organisation du contrôle.

Article 86.

Les Hautes Parties Contractantes reconnaissent que l'application régulière de la présente Convention trouvera une garantie dans la possibilité de collaboration des Puissances protectrices chargées de sauvegarder les intérêts des belligérants; à cet égard, les Puissances protectrices pourront, en dehors de leur personnel diplomatique, désigner des délégués parmi leurs propres ressortissants ou parmi les ressortissants d'autres Puissances neutres. Ces délégués devront être soumis à l'agrément du belligérant auprès duquel ils exerceront leur mission.

Les représentants de la Puissance protectrice ou ses délégués agréés seront autorisés à se rendre dans toutes les localités, sans aucune exception, où sont internés des prisonniers de guerre. Ils auront accès dans tous les locaux occupés par des prisonniers et pourront s'entretenir avec ceux-ci, en règle générale sans témoin, personnellement ou par l'intermédiaire d'interprètes.

Les belligérants faciliteront dans la plus large mesure possible la tâche des représentants ou des délégués agréés de la Puissance protectrice. Les autorités militaires seront informées de leur visite.

Les belligérants pourront s'entendre pour admettre que des personnes de la propre nationalité des prisonniers soient admises à participer aux voyages d'inspection.

Article 87.

En cas de désaccord entre les belligérants sur l'application des dispositions de la présente Convention, les Puissances protectrices devront, dans la mesure du possible, prêter leurs bons offices aux fins de règlement du différend.

A cet effet, chacune des Puissances protectrices pourra, notamment, proposer aux belligérants intéressés une réunion de représentants de ceux-ci, éventuellement sur un territoire neutre convenablement choisi. Les belligérants seront tenus de donner suite aux propositions qui leur seront faites dans ce sens. La Puissance protectrice pourra, le cas échéant, soumettre à l'agrément des Puissances en cause une personnalité appartenant à une Puissance neutre ou une personnalité déléguée par le Comité international de la Croix-Rouge, qui sera appelée à participer à cette réunion.

Article 88.

Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle à l'activité humanitaire que le Comité international de la Croix-Rouge pourra déployer pour la protection des prisonniers de guerre, moyennant l'agrément des belligérants intéressés.

SECTION III.

Dispositions finales.

Article 89.

Dans les rapports entre Puissances liées par la Convention de La Haye concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, qu'il s'agisse de celle du 29 juillet 1899 ou de celle du 18 octobre 1907, et qui participent à la présente Convention, celle-ci complétera le chapitre II du Règlement annexé aux susdites Conventions de La Haye.

Article 90.

La présente Convention, qui portera la date de ce jour, pourra, jusqu'au premier février 1930, être signée au nom de tous les pays représentés à la Conférence qui s'est ouverte à Genève le 1er juillet 1929.

Article 91.

La présente Convention sera ratifiée aussitôt que possible.

Les ratifications seront déposées à Berne.

Il sera dressé du dépôt de chaque instrument de ratification un procès-verbal dont une copie, certifiée conforme, sera remise

par le Conseil fédéral suisse aux Gouvernements de tous les pays au nom de qui la Convention aura été signée ou l'adhésion notifiée.

Article 92.

La présente Convention entrera en vigueur six mois après que deux instruments de ratification au moins auront été déposés.

Ultérieurement, elle entrera en vigueur pour chaque Haute Partie Contractante six mois après le dépôt de son instrument de ratification.

Article 93.

A partir de la date de sa mise en vigueur, la présente Convention sera ouverte aux adhésions données au nom de tout pays au nom duquel cette Convention n'aura pas été signée.

Article 94.

Les adhésions seront notifiées par écrit au Conseil fédéral suisse et produiront leurs effets six mois après la date à laquelle elles lui seront parvenues.

Le Conseil fédéral suisse communiquera les adhésions aux Gouvernements de tous les pays au nom de qui la Convention aura été signée ou l'adhésion notifiée.

Article 95.

L'état de guerre donnera effet immédiat aux ratifications déposées et aux adhésions notifiées par les Puissances belligérantes avant ou après le début des hostilités. La communication des ratifications ou adhésions reçues des Puissances en état de guerre sera faite par le Conseil fédéral suisse par la voie la plus rapide.

Article 96.

Chacune des Hautes Parties Contractantes aura la faculté de dénoncer la présente Convention. La dénonciation ne produira ses effets qu'un an après que la notification en aura été faite par écrit au Conseil fédéral suisse. Celui-ci communiquera cette notification aux Gouvernements de toutes les Hautes Parties Contractantes.

La dénonciation ne vaudra qu'à l'égard de la Haute Partie Contractante qui l'aura notifiée.

En outre, cette dénonciation ne produira pas ses effets au cours d'une guerre dans laquelle serait impliquée la Puissance dénonçante. En ce cas, la présente Convention continuera à produire ses effets, au delà du délai d'un an, jusqu'à la conclusion de la paix, en tout cas, jusqu'à ce que les opérations du rapatriement soient terminées.

Article 97.

Une copie certifiée conforme de la présente Convention sera déposée aux archives de la Société des Nations par les soins du Conseil fédéral suisse. De même, les ratifications, adhésions et dénonciations qui seront notifiées au Conseil fédéral suisse seront communiquées par lui à la Société des Nations.

En foi de qoui les Plénipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention.

Fait à Genève, le vingt-sept juillet mil neuf cent vingt-neuf, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives de la Confédération Suisse et dont des copies, certifiées conformes, seront remises aux Gouvernements de tous les pays invités à la Conférence.

Pour l'Allemagne:

EDMUND RHOMBERG.

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

ELIOT WADSWORTH.

HUGH R. WILSON

Pour l'Autriche:

LEITMAIER.

Pour la Belgique:

Dr. DEMOLDER.

J. DE RUELLE.

Pour la Bolivie:

A. CORTADELLAS.

Pour le Brésil:

RAUL DO RIO-BRANCO.

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, ainsi que toute partie de l'Empire Britannique non membre séparé de la Société des Nations:

HORACE RUMBOLD.

Pour le Canada:

W. A. RIDDELL.

Pour l'Australie:

CLAUD RUSSELL.

Pour la Nouvelle-Zélande:

CLAUD RUSSELL

Pour l'Afrique du Sud:

ERIC H. LOUW.

Pour l'Etat libre d'Irlande:

SEAN LESTER.

Pour l'Inde:

CLAUD RUSSELL.

Pour la Bulgarie:

D. MIKOFF.
STEPHAN N. LAFTCHIEFF.

Pour le Chili:

GMO NOVOA.
D. PULGAR.

Pour la Chine:

C. Y. HSIAO.

Pour la Colombie:

FRANCISCO JOSE URRUTIA.

Pour Cuba:

CARLOS DE ARMENTEROS.

CARLOS BLANCO.

Pour le Danemark:

HARALD SCAVENIUS.

GUSTAV RASMUSSEN.

Pour la République Dominicaine:

CH. ACKERMANN.

Pour l'Egypte:

MOHAMMED ABDEL MONEIM RIAD.

H. W. M. SIMAIKA.

Pour l'Espagne:

Ad Referendum

MAURICIO LOPEZ ROBERTS Y TERRY,

MARQUES DE LA TORREHERMOSA.

Pour l'Estonie:

Dr. LEESMENT.

Pour la Finlande:

A. E. MARTOLA.

Pour la France:

H. DE MARCILLY.

J. DU SAULT.

Pour la Grèce:

R. RAPHAEL.

S. VENISELOS.

Pour la Hongrie:

PAUL DE HEVESY.

Pour l'Italie:

GIOVANNI CIRAOLO.

Pour le Japon:

ISABURO YOSHIDA.

S. SHIMOMURA.

S. MIURA.

Pour la Lettonie:

CHARLES DUZMANS.

Dr. OSKAR VOIT.

Pour le Luxembourg:

Ch. G. VERMAIRE.

Pour le Mexique:

Fr. CASTILLO NAJERA.

Pour le Nicaragua:

A. SOTTILE.

Pour la Norvège:

J. IRGENS.

JENS MEINICH.

Pour les Pays-Bas:

W. DOUDE VAN TROOSTWIJK.

Dr. DIEHL.

J. HARBERTS.

Pour la Perse:

ANOUCHIREVAN SEPAHBODI.

Pour la Pologne :

JOZEF G. PRACKI.
W. JERZY BABECKI.

Pour le Portugal :

VASCO DE QUEVEDO.
F. DE CALHEIROS E MENEZES.

Pour la Roumanie :

M. B. BOERESCO.
Colonel E. VERTEJANO.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :

I. CHOUMENKOVITCH.

Pour le Siam :

VARNVAIDYA.

Pour la Suède :

K. I. WESTMAN.

Pour la Suisse :

PAUL DINICHERT. HAUSER. ZUBLIN.
DE LA HARPE. SCHINDLER.

Pour la Tchécoslovaquie :

ZD. FIERLINGER.

Pour la Turquie :

HASSAN.
Dr. ABDULKADIR. M. NUSRET. Dr. AKIL MOUKHTAR.

Pour l'Uruguay :

ALFREDO DE CASTRO.

Pour le Vénézuéla :

C. PARRA-PEREZ.
I. M. HURTADO-MACHADO.

ANNEXE A LA CONVENTION

relative au traitement des prisonniers de guerre, du 27 juillet 1929.

ACCORD-TYPE

concernant le rapatriement direct et l'hospitalisation en pays neutre des prisonniers de guerre pour raisons de santé.

I. — PRINCIPES DIRECTEURS POUR LE RAPATRIEMENT DIRECT ET L'HOSPITALISATION EN PAYS NEUTRE.

A. — *Principes directeurs pour le rapatriement direct.*

Sont rapatriés directement:

1° Les malades et blessés dont, d'après les prévisions médicales, *la curabilité* en une année n'est pas présumable, leur état exigeant un traitement, et leur aptitude intellectuelle ou corporelle paraissant avoir subi une diminution considérable.

2° Les malades et blessés *incurables* dont l'aptitude intellectuelle ou corporelle paraît avoir subi une diminution considérable.

3° Les malades et blessés *guéris* dont l'aptitude intellectuelle ou corporelle paraît avoir subi une diminution considérable.

B. — *Principes directeurs pour l'hospitalisation en pays neutre.*

Sont hospitalisés:

1° Les malades et blessés dont la guérison est présumable dans le délai d'un an, cette guérison apparaissant comme plus sûre et plus rapide si les malades et blessés sont mis au bénéfice des ressources qu'offre le pays neutre que si leur captivité proprement dite est prolongée.

2° Les prisonniers de guerre dont la santé intellectuelle ou physique paraît, d'après les prévisions médicales, menacée sérieusement par le maintien en captivité, tandis que l'hospitalisation en pays neutre pourrait probablement les soustraire à ce risque.

C. — *Principes directeurs pour le rapatriement des hospitalisés en pays neutre.*

Sont rapatriés, les prisonniers de guerre hospitalisés en pays neutre qui appartiennent aux catégories suivantes:

1° Ceux dont l'état de santé se présente comme étant ou devenant tel qu'ils rentrent dans les catégories des rapatriables pour raisons de santé.

2° Les guéris dont l'aptitude intellectuelle ou physique paraît avoir subi une diminution considérable.

II. — PRINCIPES SPECIAUX POUR LE RAPATRIEMENT DIRECT OU L'HOSPITALISATION EN PAYS NEUTRE.

A. — *Principes spéciaux pour le rapatriement.*

Seront rapatriés:

1° Tous les prisonniers de guerre atteints à la suite de lésions organiques, des altérations suivantes, effectives ou fonctionnelles: perte de membre, paralysie, altérations articulaires ou autres, pour autant que le défect est d'au moins un pied ou une main, ou qu'il équivaut à la perte d'un pied ou d'une main.

2° Tous les *prisonniers de guerre blessés ou lésés* dont l'état est tel qu'il fait d'eux des infirmes dont on ne peut pas, médicalement, prévoir la guérison dans le délai d'un an.

3° Tous les *malades* dont l'état est tel qu'il fait d'eux des infirmes dont on ne peut pas, médicalement, prévoir la guérison dans le délai d'un an.

A cette catégorie appartiennent en particulier:

a) Les tuberculoses progressives d'organes quelconques qui, d'après les prévisions médicales, ne peuvent plus être guéries ou au moins considérablement améliorées par une cure en pays neutre.

b) Les affections non tuberculeuses des organes respiratoires présumées incurables (ainsi, avant tout, l'emphysème pulmonaire fortement développé avec ou sans bronchite, les dilatations bronchiques, l'asthme grave, les intoxications par les gaz, etc).

c) Les affections chroniques graves des organes de la circulation (par exemple: les affections valvulaires avec tendances aux troubles de compensation, les affections relativement graves du myocarde, du péricarde et des vaisseaux, en particulier les anévrismes inopérables des gros vaisseaux, etc.).

d) Les affections chroniques graves des organes digestifs.

e) Les affections chroniques graves des organes urinaires et sexuels, avant tout, par exemple: tous les cas de néphrites chroniques confirmées avec séméiologie complète, et tout particulièrement lorsqu'il existe déjà des altérations cardiaques et vasculaires; de même les pyélites et cystites chroniques, etc.

f) Les maladies chroniques graves du système nerveux central et périphérique: ainsi, avant tout, la neurasthénie et l'hystérie *graves*, tous les cas incontestables d'épilepsie, le Basedow grave, etc.

g) La cécité des deux yeux, ou celle d'un œil lorsque la vision de l'autre reste inférieure à 1 malgré l'emploi de verres correcteurs. La diminution de l'acuité visuelle au cas où il est impossible de la ramener par la correction à l'acuité de $\frac{1}{2}$ pour un œil du moins. Les autres affections oculaires rentrent dans la présente catégorie (glaucome, iritis, choroïdite, etc.).

h) La surdité totale bilatérale, ainsi que la surdité totale unilatérale au cas où l'oreille incomplètement sourde ne perçoit plus la voix parlée ordinaire à un mètre de distance.

i) Tous les cas incontestables d'affections mentales.

k) Les cas graves d'intoxication chronique par les métaux ou par d'autres causes (saturnisme, hydrargyrisme, morphinisme, cocaïnisme, alcoolisme, intoxication par les gaz, etc.).

l) Les affections chroniques des organes locomoteurs (arthrite déformante, goutte, rhumatismes avec altérations décelables cliniquement), à la condition qu'elles soient graves.

m) Tous les néoplasmes malins, s'ils ne sont pas justiciables d'interventions opératoires relativement bénignes sans danger pour la vie de l'opéré.

n) Tous les cas de malaria avec altérations organiques appréciables (augmentation chronique importante du volume du foie, de la rate, cachexie, etc.).

o) Les affections cutanées chroniques graves, pour autant que leur nature ne constitue pas une indication médicale d'hospitalisation en pas neutre.

p) Les avitaminoses graves (béri-béri, pellagra, scorbut chronique).

B. — *Principes spéciaux pour l'hospitalisation.*

Les prisonniers de guerre doivent être hospitalisés s'ils sont atteints des affections suivantes:

1° Toutes les formes de tuberculose d'organes quelconques, si, d'après les connaissances médicales actuelles, elles peuvent être guéries, ou du moins considérablement améliorées par les méthodes applicables en pays neutre (altitude, traitement dans les sanatoria, etc.).

2° Toutes les formes — nécessitant un traitement — d'affections des organes respiratoires, circulatoires, digestifs, génito-urinaires, nerveux, des organes des sens, des appareils locomoteur et cutané, à condition, toutefois, que ces formes d'affections n'appartiennent pas aux catégories prescrivant le rapatriement direct, ou qu'elles ne soient pas des maladies aiguës proprement dites ayant une tendance à la guérison franche. Les affections envisagées dans ce paragraphe sont celles qui offrent par l'application des moyens de cure disponibles en pays neutre des chances de guérison réellement meilleures pour le patient que si celui-ci était traité en captivité.

Il y a lieu de considérer tout spécialement les troubles nerveux dont les causes efficientes ou déterminantes sont les événements de la guerre ou de la captivité même, comme la psychasthénie des prisonniers de guerre et autres cas analogues.

Tous les cas de ce genre dûment constatés doivent être hospitalisés, pour autant que leur gravité ou leurs caractères constitutionnels n'en font pas des cas de rapatriement direct.

Les cas de psychasthénie des prisonniers de guerre qui ne sont pas guéris après trois mois d'hospitalisation en pays neutre ou qui, après ce délai, ne sont pas manifestement en voie de guérison définitive, devront être rapatriés.

3° Tous les cas de blessures, de lésions et leurs conséquences qui offrent des chances de guérison meilleures en pays neutre qu'en captivité, à condition que ces cas ne soient pas, ou bien justiciables du rapatriement direct, ou bien insignifiants.

4° Tous les cas de malaria dûment constatés et ne présentant

pas d'altérations organiques décelables cliniquement (augmentation de volume chronique du foie, de la rate, cachexie, etc.), si le séjour en pays neutre offre des perspectives particulièrement favorables de guérison définitive.

5° Tous les cas d'intoxication (en particulier par les gaz, les métaux, les alcaloïdes) pour lesquels les perspectives de guérison en pays neutre sont spécialement favorables.

Sont exclus de l'hospitalisation:

1° Tous les cas d'affections mentales dûment constatées.

2° Toutes les affections nerveuses organiques ou fonctionnelles réputées incurables (Ces deux catégories appartiennent à celles donnant droit au rapatriement direct).

3° L'alcoolisme chronique grave.

4° Toutes les affections contagieuses dans la période où elles sont transmissibles (maladies infectieuses aiguës, syphilis primaire et secondaire, trachôme, lèpre, etc.).

III. — OBSERVATIONS GENERALES.

Les conditions fixées ci-dessus doivent, d'une façon générale, être interprétées et appliquées dans un esprit aussi large que possible.

Cette largeur d'interprétation doit être appliquée particulièrement aux états névropathiques ou psychopathiques causés ou déterminés par les événements de la guerre ou de la captivité même (psychasthénie des prisonniers de guerre), ainsi qu'aux cas de tuberculose à tous les degrés.

Il va de soi que les médecins de camp et les commissions médicales mixtes peuvent se trouver en présence d'une foule de cas non mentionnés parmi les exemples donnés sous chiffre II, ou de cas ne s'adaptant pas à ces exemples. Les exemples mentionnés ci-dessus ne sont donnés que comme exemples typiques; une liste analogue d'exemples d'altérations chirurgicales n'a pas été établie parce que, abstraction faite des cas incontestables par leur nature même (amputations), il est difficile de dresser une liste de types particuliers; l'expérience a démontré qu'un exposé de ces cas particuliers n'était pas sans inconvénients dans la pratique.

On résoudra tous les cas ne s'adaptant pas exactement aux exemples cités, en s'inspirant de l'esprit des principes directeurs ci-dessus.

VERTALINGEN.

VERDRAG VAN GENÈVE

voor de verbetering van het lot der gewonden en zieken, zich bevindende bij de legers te velde, van 27 Juli 1929.

De President van het Duitsche Rijk, de President der Vereenigde Staten van Amerika, de Bondspresident van de Republiek Oostenrijk, Zijne Majesteit de Koning der Belgen, de President van de Republiek Bolivia, de President van de Republiek der Vereenigde Staten van Brazilië, Zijne Majesteit de Koning van Groot-Britannië, Ierland en de Britsche overzeesche gewesten, Keizer van Indië, Zijne Majesteit de Koning der Bulgaren, de President van de Republiek Chili, de President van de Republiek China, de President van de Republiek Columbia, de President van de Republiek Cuba, Zijne Majesteit de Koning van Denemarken en IJsland, de President van de Dominicaansche Republiek, Zijne Majesteit de Koning van Egypte, Zijne Majesteit de Koning van Spanje, de President van de Republiek Estland, de President van de Republiek Finland, de President van de Fransche Republiek, de President van de Grieksche Republiek, Zijne Doorluchtige Hoogheid de Regent van Hongarije, Zijne Majesteit de Koning van Italië, Zijne Majesteit de Keizer van Japan, de President van de Republiek Letland, Hare Koninklijke Hoogheid de Groot-Hertogin van Luxemburg, de President der Vereenigde Staten van Mexico, de President van de Republiek Nicaragua, Zijne Majesteit de Koning van Noorwegen, Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden, Zijne Keizerlijke Majesteit de Sjah van Perzië, de President van de Republiek Polen, de President van de Portugeesche Republiek, Zijne Majesteit de Koning van Roemenië, Zijne Majesteit de Koning der Serven, Croaten en Slovenen, Zijne Majesteit de Koning van Siam, Zijne Majesteit de Koning van Zweden, de Zwitsersche Bondsraad, de President van de Tsjechoslowaaksche Republiek, de President van de Turksche Republiek, de President van de Oostersche Republiek van

Uruguay, de President van de Republiek der Vereenigde Staten van Venezuela,

gelijkelijk bezield met den wensch om, voor zoover het van hen afhangt, de onafscheidelijk aan den oorlog verbonden rampen te verzachten en met dat doel de op 22 Augustus 1864 en 6 Juli 1906 te Genève voor de verbetering van het lot der gewonden en zieken, zich bevindende bij de legers te velde, gemaakte bepalingen willende verbeteren en aanvullen,

hebben besloten daartoe een nieuw Verdrag te sluiten en hebben tot hunne Gevolmachtigden benoemd:

De President van het Duitsche Rijk:

Z. Exc. den Heer Edmund Rhomberg, Doctor in de Rechtswetenschappen, Gezant in disponibiliteit;

De President der Vereenigde Staten van Amerika:

The Honourable Eliot Wadsworth, Oud-adjunct-secretaris van de Schatkist,

Z. Exc. The Honourable Hugh R. Wilson, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister der Vereenigde Staten van Amerika te Bern;

De Bondspresident van de Republiek Oostenrijk:

den Heer Marc Leitmaier, Doctor in de Rechtswetenschappen, Raad aan de Bondskanselarij, Ministerie van Buitenlandsche Zaken;

Zijne Majesteit de Koning der Belgen:

den Heer Paul Demolder, Generaal-Majoor, Arts, Chef van den Geneeskundigen Dienst van het Eerste militaire district,
den Heer Joseph de Ruelle, Rechtskundig Adviseur van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken;

De President van de Republiek Bolivia:

Z. Exc. den Heer Alberto Cortadellas, Minister-Resident van Bolivia te Bern;

De President van de Republiek der Vereenigde Staten van Brazilië:

Z. Exc. den Heer Raoul de Rio-Branco, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Brazilië te Bern;

Zijne Majesteit de Koning van Groot-Britannië, Ierland en de Britsche Overzeesche Gewesten, Keizer van Indië:

Voor Groot-Britannië en Noord-Ierland, benevens elk deel van het Britsche Rijk, dat niet afzonderlijk lid is van den Volkenbond:

The Right Honourable Sir Horace Rumbold, G. C. M. G., M. V. O., Ambassadeur van Zijne Britsche Majesteit te Berlijn;

Voor het Gewest Canada:

den Heer Walter Alexandre Riddel, Permanent Raad van de Canadeesche Regeering bij den Volkenbond;

Voor het Gemeenebest Australië:

Z. Exc. den Heer Claud Russell, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Zijne Britsche Majesteit te Bern;

Voor het Gewest Nieuw-Zeeland:

Z. Exc. den Heer Claud Russell, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Zijne Britsche Majesteit te Bern;

Voor de Unie van Zuid-Afrika:

den Heer Eric Hendrik Louw, Hooge Commissaris van de Unie van Zuid-Afrika te Londen;

Voor den Vrijstaat Ierland:

den Heer Sean Lester, Vertegenwoordiger van den Vrijstaat Ierland bij den Volkenbond;

Voor Indië:

Z. Exc. den Heer Claud Russell, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Zijne Britsche Majesteit te Bern;

Zijne Majesteit de Koning der Bulgaren:

den Heer Dimitri Mikoff, Zaakgelastigde van Bulgarije te Bern,

Permanent Vertegenwoordiger der Bulgaarsche Regeering bij den Volkenbond,
den Heer Stéphane N. Laftchieff, Lid van den Raad van Beheer van het Bulgaarsche Roode Kruis;

De President van de Republiek Chili:

den Heer Guillermo Novoa-Sepulveda, Kolonel, Militair Attaché bij het Gezantschap van Chili te Berlijn,
den Heer Dario Pulgar-Arriagada, Kapitein van den Geneeskundigen Dienst;

De President van de Republiek China:

den Heer Chi Yung Hsiao, Tijdelijk Zaakgelastigde van China te Bern;

De President van de Republiek Columbia:

Z. Exc. den Heer Francisco José de Urrutia, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Colombia te Bern;

De President van de Republiek Cuba:

Z. Exc. den Heer Carlos de Armenteros y de Cardenas, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Cuba te Bern,
den Heer Carlos Blanco y Sanchez, Gezantschapssecretaris, toegevoegd aan de Delegatie van Cuba bij den Volkenbond;

Zijne Majesteit de Koning van Denemarken en IJsland:

Voor Denemarken:

Z. Exc. den Heer Harald Scavenius, Kamerheer, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Denemarken in Zwitserland en Nederland, oud-Minister van Buitenlandsche Zaken,
den Heer Gustave M. Rasmussen, Tijdelijk Zaakgelastigde van Denemarken te Bern;

De President van de Dominicaansche Republiek:

den Heer Charles Ackermann, Consul van de Dominicaansche Republiek te Genève;

Zijne Majesteit de Koning van Egypte:

den Heer Mohammed Abdel Moneim Riad, Advocaat bij de Geschillen van Bestuur, Hoogleeraar in het Internationaal Recht aan de Militaire School te Cairo,

den Heer Henri Wassif Simaika, Attaché aan het Koninklijk Egyptisch Gezantschap te Rome;

Zijne Majesteit de Koning van Spanje:

Z. Exc. den Markies de la Torrehermosa, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Spanje te Bern;

De President van de Republiek Estland:

den Heer Hans Leesment, Doctor in de geneeskunde, President van het Estlandsche Roode Kruis;

De President van de Republiek Finland:

den Heer A. E. Martola, Luitenant-Kolonel, Militair Attaché bij het Gezantschap van Finland te Parijs;

De President van de Fransche Republiek:

Z. Exc. den Heer Henri Chassain de Marcilly, Ambassadeur van Frankrijk te Bern,
den Heer Jean Du Sault, Ambassaderaad van Frankrijk te Bern;

De President van de Grieksche Republiek:

den Heer Raphael Raphael, Tijdelijk Zaakgelastigde van Griekenland te Bern,
den Heer Sophocle Venizelos, Luitenant-Kolonel, Militair Attaché bij het Gezantschap van Griekenland te Parijs;

Zijne Doorluchtige Hoogheid de Regent van Hongarije:

Z. Exc. den Heer Paul de Hevesy, Minister-Resident, Permanent Gedelegeerde van de Koninklijke Regeering bij den Volkenbond;

Zijne Majesteit de Koning van Italië:

den Heer Giovanni Ciraolo, Senator van het Koninkrijk;

Zijne Majesteit de Keizer van Japan:

Z. Exc. den Heer Isaburo Yoshida, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Japan te Bern,

den Heer Sadamu Shimomura, Luitenant-Kolonel,
den Heer Seizo Miura, Kapitein-Luitenant ter Zee, Marine-Attaché bij de Ambassade van Japan te Parijs;

De President van de Republiek Letland:

Z. Exc. den Heer Charles Duzmans, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Letland bij Zijne Majesteit den Koning der Serven, Croaten en Slovenen, Permanent Gedelegeerde bij den Volkenbond,
Z. Exc. den Heer Oskar Voit, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Letland in Zwitserland, Duitschland, Hongarije en Nederland;

Hare Koninklijke Hoogheid de Groot-Hertogin van Luxemburg:

den Heer Charles Vermaire, Consul van het Groot-Hertogdom te Genève;

De President der Vereenigde Staten van Mexico:

Z. Exc. den Heer Francisco Castillo Najera, Generaal van den Geneeskundigen Dienst, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Mexico te Brussel;

De President van de Republiek Nicaragua:

den Heer Antoine Sottile, Doctor in de Rechtswetenschappen, Permanent Gedelegeerde van Nicaragua bij den Volkenbond;

Zijne Majesteit de Koning van Noorwegen:

Z. Exc. den Heer Johannes Irgens, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Noorwegen te Bern, Rome en Athene,
den heer Jens Christian Meinich, Majoor der Infanterie, Secretaris-Generaal van het Noorsche Roode Kruis;

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden:

Z. Exc. den Heer Willem Isaac Doude van Troostwijk, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister der Nederlanden te Bern,
den heer Johan Carl Diehl, Generaal-Majoor, Arts, Inspecteur van den Geneeskundigen Dienst der Landmacht, Ondervoorzitter van het Nederlandsche Roode Kruis,

den Heer Jacob Harberts, Majoor bij den Generalen Staf, Leeraar aan de Hoogere Krijgsschool;

Zijne Keizerlijke Majesteit de Sjah van Perzië:

Z. Exc. den Heer Anouchirevan Khan Sepahbodi, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Perzië te Bern;

De President van de Republiek Polen:

den Heer Joseph Gabriel Pracki, Kolonel van den Geneeskundigen Dienst,
den Heer W. Jerzy Babecki, Luitenant-Kolonel;

De President van de Portugeesche Republiek:

Z. Exc. den Heer Vasco de Quevedo, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Portugal te Bern,
den Heer Francisco de Calheiros e Menezes, Gezantschapssecretaris 1ste klasse;

Zijne Majesteit de Koning van Roemenië:

Z. Exc. den Heer Michel B. Boeresco, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Roemenië te Bern,
den Heer Eugène Vertejano, Kolonel, Officier van den Generalen Staf;

Zijne Majesteit de Koning der Serven, Croaten en Slovenen:

Z. Exc. den Heer Ilija Choumenkovitch, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van het Koninkrijk der Serven, Croaten en Slovenen te Bern, Permanent Gedelegeerde bij den Volkenbond;

Zijne Majesteit de Koning van Siam:

Zijne Doorluchtige Hoogheid Prins Varnvaidya, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Siam te Londen;

Zijne Majesteit de Koning van Zweden:

Z. Exc. den Heer Karl Ivan Westman, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Zweden te Bern;

De Zwitsersche Bondsraad:

den Heer Paul Dinichert, Gevolmachtigd Minister, Chef van de Afdeeling Buitenlandsche Zaken van het Politieke Bondsdepartement,
den Heer Carl Hauser, Kolonel van de Gezondheidstroepen, Inspecteur van den Geneeskundigen Dienst van het leger,
den Heer Anton Züblin, Kolonel der Infanterie i. d., Advocaat,
den Heer Roger de la Harpe, Luitenant-Kolonel van de Gezondheidstroepen, Arts,
den Heer Dietrich Schindler, Majoor van de Militaire Justitie, Hoogleeraar in het Internationaal Recht aan de Universiteit te Zürich;

De President van de Tsjechoslowaaksche Republiek:

Z. Ex. den Heer Zdenek Fierlinger, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Tsjechoslowakije te Bern;

De President van de Turksche Republiek:

Z. Exc. Hassan Bey, Ondervoorzitter van de Nationale Groote Vergadering van Turkije, Ondervoorzitter van de Turksche Roode Halve Maan,
Z. Exc. Nusret Bey, Voorzitter van den Raad van State der Republiek,
Professor Akil Moukhtar Bey, Doctor in de Geneeskunde,
Dr. Abdulkadir Bey, Luitenant-Kolonel, Militair arts, Leeraar aan de Applicatieschool en aan het Hospitaal van Gulhane;

De President van de Oostersche Republiek van Uruguay:

Z. Exc. den Heer Alfredo de Castro, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Uruguay te Bern;

De President van de Republiek van de Vereenigde Staten van Venezuela:

Z. Exc. den Heer Caracciolo Parra-Pérez, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Venezuela te Rome,
den Heer Ivan Manuel Hurtado-Machado, Tijdelijk Zaakgelastigde van Venezuela te Bern;

welke, na elkander hunne volmachten te hebben medegedeeld, die in goede en behoorlijke orde zijn bevonden, het volgende zijn overeengekomen:

HOOFDSTUK I.

Van de gewonden en zieken.

Artikel 1.

De militairen en de andere officieel aan de legers verbonden personen, die gewond of ziek mochten zijn, zullen onder alle omstandigheden moeten worden ontzien en beschermd; zij zullen zonder onderscheid van nationaliteit door den oorlogvoerende, die hen in zijne macht zal hebben, met menschlievendheid worden behandeld en verzorgd.

Echter zal de oorlogvoerende, die genoodzaakt is om gewonden of zieken aan zijnen tegenstander over te laten, voor zoover de militaire noodzaak het zal gedoogen, een deel van zijn geneeskundig personeel en materieel bij hen laten om tot hunne verzorging bij te dragen.

Artikel 2.

Behoudens de hun krachtens het vorig artikel te verleenen zorgen zullen de gewonden en zieken van een leger, die in de macht van den anderen oorlogvoerende zijn gevallen, krijgsgevangenen zijn en zullen de algemeene regelen van het volkenrecht betreffende gevangenen op hen toepasselijk zijn.

Evenwel zullen de oorlogvoerenden vrij blijven om ten gunste van gewonden of zieke gevangenen en boven de bestaande verplichtingen zulke bepalingen te maken als zij nuttig zullen oordeelen.

Artikel 3.

Na elk gevecht zal de partij, die meester is gebleven van het slagveld, maatregelen nemen om de gewonden en de gesneuvelden op te zoeken en hen tegen berooving en slechte behandeling te beschermen.

Elken keer dat de omstandigheden zulks zullen toelaten, zal een plaatselijke wapenstilstand of onderbreking van het vuur worden overeengekomen om het weghalen toe te laten van de gewonden, die tusschen de linies zijn blijven liggen.

Artikel 4.

De oorlogvoerenden zullen elkander in den kortst mogelijken tijd in kennis stellen met de namen der opgenomen of aangetroffen gewonden, zieken en gesneuvelden, evenals met alle gegevens, welke tot de vaststelling van hunne identiteit kunnen leiden.

Zij zullen overlijdensacten opmaken en deze aan elkander doen toekomen.

Zij zullen verzamelen en eveneens aan elkander toezenden alle voorwerpen dienende tot persoonlijk gebruik welke op de slagvelden of op de gesneuvelden zijn gevonden en in het bijzonder de helft van het identiteitsplaatje der gesneuvelden, terwijl de andere helft aan het lijk vastgehecht moet blijven.

Zij zullen er voor zorgen, dat aan het begraven of het verbranden der gesneuvelden een nauwkeurig en, zoo mogelijk, geneeskundig onderzoek der lijken voorafga, ten einde den dood en de identiteit vast te stellen en daarvan rekenschap te kunnen geven.

Zij zullen er bovendien voor zorgen, dat zij eervol begraven worden, dat hunne graven worden ontzien en deze altijd kunnen worden teruggevonden.

Tot dat doel zullen zij aan het begin der vijandelijkheden van overheidswege een dienst voor de graven organiseeren, ten einde eventueele opgravingen mogelijk te maken en de identificatie der lijken te verzekeren, welke ook de achtereenvolgende ligging der graven zijn moge.

Dadelijk na het einde der vijandelijkheden zullen zij de lijst der graven en die der in hunne begraafplaatsen en elders begraven dooden uitwisselen.

Artikel 5.

De militaire overheid zal een beroep kunnen doen op de menschlievendheid der inwoners om, onder haar toezicht, gewonden en zieken, die zich bij de legers bevinden op te nemen en te verzorgen, zulks onder verleening van bijzondere bescherming en zekere faciliteiten aan de personen, die aan dat beroep gevolg hebben gegeven.

HOOFDSTUK II.

Van de geneeskundige formaties en inrichtingen.

Artikel 6.

De mobiele geneeskundige formaties, namelijk die, welke bestemd zijn om de legers te velde te begeleiden, en de vaste inrichtingen van den geneeskundigen dienst moeten door de oorlogvoerenden worden ontzien en beschermd.

Artikel 7.

De aan de geneeskundige formaties en inrichtingen verschuldigde bescherming zal ophouden, als men er gebruik van maakt tot het verrichten van voor den vijand nadeelige handelingen.

Artikel 8.

Als redenen, welke eene geneeskundige formatie of inrichting de bescherming, door artikel 6 verzekerd, doen verliezen, zullen niet worden beschouwd:

1) het feit, dat het personeel van de formatie of de inrichting gewapend is en van zijne wapenen gebruik maakt tot verdediging van zich zelf of van zijne gewonden en zijne zieken;

2) het feit, dat, bij gebrek aan gewapende ziekenverplegers, de formatie of de inrichting wordt bewaakt door een piket of door schildwachten;

3) het feit, dat in de formatie of de inrichting draagbare wapens en munitie worden gevonden, die aan de gewonden en aan de zieken zijn ontnomen en nog niet aan den daartoe bevoegden tak van dienst zijn afgeleverd;

4) het feit, dat zich in de formatie of de inrichting personeel en materieel van den veeartsenijkundigen dienst bevinden zonder daarvan een integreerend deel uit te maken.

HOOFDSTUK III.

Van het personeel.

Artikel 9.

Het personeel, uitsluitend aangewend tot het weghalen, het vervoeren en het behandelen der gewonden en zieken, alsmede met het beheer der geneeskundige formaties en inrichtingen en de aan de legers verbonden veldpredikers en aalmoezeniers zullen onder alle omstandigheden ontzien en beschermd worden. Indien zij in handen van den vijand vallen, zullen zij niet als krijgsgevangenen worden behandeld.

De militairen, die speciaal zijn opgeleid om, wanneer het geval zich voordoet, te worden gebruikt als hulpziekenverplegers of hulpziekendragers bij het weghalen, het vervoeren en het behandelen der gewonden en zieken, en die van een identiteitsbewijs zijn voorzien, zullen, indien zij gevangen genomen worden terwijl zij deze werkzaamheden verrichten, aan hetzelfde regime onderworpen zijn als het vaste geneeskundige personeel.

Artikel 10.

Met het in het eerste lid van artikel 9 bedoelde personeel wordt gelijkgesteld het personeel der behoorlijk door hare Regeering erkende en bevoegd verklaarde vrijwillige vereenigingen tot hulpbetoon, dat tot dezelfde werkzaamheden als die van het in genoemd lid bedoelde personeel wordt gebruikt, onder voorbehoud dat het personeel van deze vereenigingen onderworpen zij aan de militaire wetten en reglementen.

Iedere Hooge Verdragsluitende Partij zal aan de andere, hetzij reeds in tijd van vrede, hetzij bij den aanvang of gedurende de vijandelijkheden, in elk geval alvorens er eenig werkelijk gebruik van te maken, de namen der vereenigingen mededeelen welke zij bevoegd heeft verklaard om, onder hare verantwoordelijkheid, aan den officieelen geneeskundigen dienst van hare legers medewerking te verleenen.

Artikel 11.

Eene erkende vereeniging van een onzijdig land zal de medewerking van haar personeel en van hare geneeskundige formaties slechts aan een oorlogvoerende mogen verleenen met voorafgaande goedkeuring van haar eigen Regeering en de machtiging van den oorlogvoerende zelf.

De oorlogvoerende, die de hulp zal hebben aangenomen, zal gehouden zijn om, alvorens daarvan eenig gebruik te maken, zijnen vijand er mede in kennis te stellen.

Artikel 12.

De in de artikelen 9, 10 en 11 aangewezen personen zullen, nadat zij in de macht van de tegenpartij geraakt zijn, niet mogen worden aangehouden.

Behoudens overeenkomst waarbij het tegendeel wordt bepaald, zullen zij teruggezonden worden aan den oorlogvoerende, waartoe zij behooren, zoodra een weg tot hun terugkeer zal worden geopend en die terugkeer niet in strijd is met de militaire eischen.

In afwachting van hunne terugzending zullen zij voortgaan hunne werkzaamheden onder leiding van de tegenpartij te verrichten; zij zullen bij voorkeur worden aangewend tot de verzorging der gewonden en zieken van den oorlogvoerende, waartoe zij behooren.

Bij hun vertrek zullen zij de hun toebehoorende voorwerpen, werktuigen, wapens en transportmiddelen medenemen.

Artikel 13.

De oorlogvoerenden zullen aan het personeel, bedoeld in de artikelen 9, 10 en 11, zoolang het in hunne macht is, hetzelfde onderhoud, hetzelfde onderkomen, dezelfde vergoedingen en dezelfde soldij waarborgen als aan het overeenkomstig personeel van hun leger.

Dadelijk bij het begin der vijandelijkheden zullen zij zich verstaan ten aanzien van de overeenkomst der rangen van hun geneeskundig personeel.

HOOFDSTUK IV.

Van de gebouwen en het materieel.

Artikel 14.

De mobiele geneeskundige formaties, welke deze ook zijn, zullen, als zij in de macht van de tegenpartij vallen, haar materieel, haar vervoermiddelen en haar besturend personeel behouden.

Evenwel zal de bevoegde militaire overheid het recht hebben, zich er van te bedienen voor de verzorging der gewonden en zieken; de teruggave zal plaats hebben onder de voorwaarden bepaald voor de terugzending van het geneeskundig personeel, en, voor zooveel mogelijk, tegelijkertijd.

Artikel 15.

De gebouwen en het materieel der vaste inrichtingen van het leger zullen aan de oorlogswetten onderworpen blijven, maar zullen niet tot een ander doel kunnen worden bestemd, zoolang zij voor de gewonden en zieken noodig zijn.

Evenwel zullen de bevelhebbers van de opereerende troepenafdeelingen er over kunnen beschikken, ingeval zulks voor dringende militaire belangen noodzakelijk is, mits zij van te voren zorgen voor de veiligheid der gewonden en zieken, die daarin worden behandeld.

Artikel 16.

De gebouwen der vereenigingen tot hulpbetoon, welke tot de bij het Verdrag geregelde bevoorrechte positie zijn toegelaten, zullen beschouwd worden als particulier eigendom.

Het materieel van deze vereenigingen, waar ook de plaats zij waar het zich bevindt, zal eveneens als particulier eigendom worden beschouwd.

Het aan de oorlogvoerenden door de wetten en gebruiken van den oorlog toegekende vorderingsrecht zal slechts worden uit-

geoefend in gevallen van dringende noodzakelijkheid en wanneer eerst voor de veiligheid der gewonden en zieken is gezorgd.

HOOFDSTUK V.

Van de geneeskundige transporten.

Artikel 17.

De voor de geneeskundige evacuatie uitgeruste voertuigen, welke afzonderlijk of in konvooi rijden, zullen behandeld worden op gelijke wijze als de mobiele geneeskundige formaties, behoudens de volgende bijzondere bepalingen:

De oorlogvoerende, die afzonderlijk of in konvooi rijdende geneeskundige transportvoertuigen onderschept, zal, indien de militaire noodzakelijkheid zulks vordert, deze kunnen aanhouden, het konvooi ontbinden, mits hij zich in alle gevallen belast met de zorg voor de gewonden en zieken, die het bevat. Hij zal de voertuigen slechts kunnen benutten in het gedeelte van het operatiegebied, waarin zij zijn onderschept en uitsluitend voor geneeskundige behoeften. Wanneer deze voertuigen aan hunne plaatselijke bestemming hebben voldaan, zullen zij moeten worden teruggegeven onder de in artikel 14 genoemde voorwaarden.

Het militaire personeel, dat voor het transport wordt gebezigd en dat tot dit doel van een regelmatig mandaat is voorzien, zal worden teruggezonden onder de in artikel 12 voor het geneeskundig personeel genoemde voorwaarden en onder voorbehoud van het laatste lid van artikel 18.

Alle voor de evacuatie bepaaldelijk ingerichte transportmiddelen en het tot de uitrusting van deze transportmiddelen, voor zoover deze van de geneeskundigen dienst afkomstig zijn, behoorend materieel zullen overeenkomstig de bepalingen van Hoofdstuk IV worden teruggegeven.

De militaire transportmiddelen, welke niet tot den geneeskundigen dienst behooren, zullen met hunne bespanningen kunnen worden buitgemaakt.

Het burgerpersoneel en alle van requisitie afkomstige transportmiddelen zullen aan de algemeene regelen van het Volkenrecht onderworpen zijn.

Artikel 18.

De als geneeskundige transportmiddelen gebezigde vliegtuigen zullen de bescherming van het Verdrag genieten gedurende den

tijd, waarin zij uitsluitend zijn voorbehouden tot evacuatie der gewonden en zieken en tot het vervoer van het geneeskundig personeel en materieel.

Zij zullen wit geverfd zijn en zullen op duidelijk zichtbare wijze op hunne onder- en bovenvlakken naast de nationale kleuren het in artikel 19 aangegeven onderscheidingsteeken dragen.

Behoudens wanneer eene bijzondere en uitdrukkelijke vergunning is verleend, zal het overvliegen van de vuurlinie en van de zône, welke voor de groote geneeskundige sorteeringsformaties is gelegen, evenals in het algemeen van elk vijandelijk gebied of door den vijand bezet gebied verboden zijn.

De geneeskundige vliegtuigen zullen aan elke vordering om te landen moeten gehoorzamen.

Zoowel in geval van gedwongen als in dat van toevallige landing op vijandelijk of op door den vijand bezet gebied zullen de gewonden en zieken evenals het geneeskundig personeel en materieel, het vliegtuig daaronder begrepen, de door de bepalingen van dit Verdrag geregelde bevoorrechte positie genieten.

De bestuurders, de helpers en de radio-telegraphisten, die gevangen genomen zijn, zullen op voorwaarde, dat zij tot het einde der vijandelijkheden slechts nog voor den geneeskundigen dienst zullen worden gebruikt, teruggezonden worden.

HOOFDSTUK VI.

Van het onderscheidingsteeken.

Artikel 19.

Als hulde aan Zwitserland wordt het heraldieke teeken van het roode kruis op wit veld, gevormd door de onderlinge verwisseling der bondskleuren, als emblema en kenteeken van den geneeskundigen dienst der legers behouden.

Evenwel zijn voor de landen die reeds in de plaats van het roode kruis, de roode halve maan of den rooden leeuw en zon op wit veld als kenteeken bezigen, deze emblemata eveneens in den zin van dit Verdrag toegelaten.

Artikel 20.

Het emblema zal zich met vergunning van de bevoegde militaire overheid bevinden op de vlaggen, op de armbanden evenals op al het materieel, dat tot den geneeskundigen dienst behoort.

Artikel 21.

Het krachtens de artikelen 9, eerste lid, 10 en 11 beschermde personeel zal een aan den linker arm vastgehechten band dragen welke voorzien is van het kenteeken en afgegeven en gestempeld is door eene militaire autoriteit.

Het in artikel 9, eerste en tweede lid, bedoeld personeel zal voorzien zijn van een identiteitsbewijs bestaande hetzij uit een aanteekening in het militaire zakboekje, hetzij in een afzonderlijk stuk.

De in de artikelen 10 en 11 bedoelde personen, die geen militaire uniform hebben, zullen door de bevoegde militaire autoriteit voorzien worden van een identiteitsbewijs met photographie, dat hunne hoedanigheid als geneeskundig personeel uitdrukkelijk vermeldt.

De identiteitsbewijzen moeten in elk leger gelijkluidend en van hetzelfde model zijn.

In geen geval zal het geneeskundig personeel ontbloot mogen worden van zijne kenteekenen noch van de hem toekomende identiteitsbewijzen.

In geval van verlies zal het het recht hebben om daarvan een duplicaat te verkrijgen.

Artikel 22.

De onderscheidingsvlag van het Verdrag zal slechts gevoerd kunnen worden op de geneeskundige formaties en inrichtingen, welke krachtens hetzelve worden beschermd, en met toestemming der militaire overheid. In de vaste inrichtingen zal naast haar moeten, en in de mobiele formaties zal naast haar kunnen worden geheschen de nationale vlag van den oorlogvoerende, waartoe de formatie of de inrichting behoort.

Evenwel zullen de geneeskundige formaties, welke in de macht van den vijand zijn gevallen, zoolang zij zich in dien toestand zullen bevinden, geen andere vlag dan de vlag van het Verdrag mogen voeren.

De oorlogvoerenden zullen, voor zoover de militaire noodzaak het zal toelaten, de noodige maatregelen nemen om de onderscheidingsteekens, welke de geneeskundige formaties en inrichtingen aangeven, duidelijk zichtbaar te maken voor de vijandelijke strijdkrachten te land, in de lucht en ter zee, ten einde de mogelijkheid van elke aanvallende daad buiten te sluiten

Artikel 23.

De geneeskundige formaties der onzijdige landen, welke onder de voorwaarden in artikel 11 bedoeld, gerechtigd mochten zijn om hare diensten te verleenen, zullen naast de vlag van het Verdrag de nationale vlag moeten voeren van den oorlogvoerende dien zij ter zijde staan.

Zij zullen het recht hebben om, zoolang zij hare diensten aan een oorlogvoerende verleenen, eveneens hare nationale vlag te voeren.

De bepalingen van het tweede lid van het vorige artikel zijn op haar toepasselijk.

Artikel 24.

Het emblema van het roode kruis op wit veld en de woorden ,,Roode Kruis'' of ,,Kruis van Genève'' zullen zoowel in tijd van vrede als in tijd van oorlog slechts gebruikt kunnen worden ter bescherming of ter onderkenning van de geneeskundige formaties en inrichtingen, van het personeel en van het materieel welke onder bescherming staan van dit Verdrag.

Hetzelfde zal het geval zijn, wat betreft de in artikel 19, lid 2 bedoelde emblemata, voor de landen die hen bezigen.

Anderzijds zullen de vrijwillige vereenigingen tot hulpbetoon, bedoeld in artikel 10, van het onderscheidingsteeken overeenkomstig hare nationale wetgeving gebruik kunnen maken voor hare menschlievende werkzaamheid in tijd van vrede.

Bij wijze van uitzondering en met de uitdrukkelijke machtiging van een der nationale vereenigingen van het Roode Kruis (Roode Halve Maan, Roode Leeuw en Zon) zal van het emblema van het Verdrag in tijd van vrede gebruik gemaakt kunnen worden om de plaats aan te geven van hulpposten, welke uitsluitend bestemd zijn om kostelooze verzorging aan gewonden of aan zieken te verleenen.

HOOFDSTUK VII.

Van de toepassing en de uitvoering van het Verdrag.

Artikel 25.

De voorschriften van dit Verdrag zullen door de Hooge Verdragsluitende Partijen onder alle omstandigheden worden geeerbiedigd.

In het geval dat, in tijd van oorlog, een oorlogvoerende geen partij bij dit Verdrag mocht zijn, zullen niettemin zijne bepalingen verbindend blijven tusschen alle oorlogvoerenden die aan het Verdrag deelnemen.

Artikel 26.

De opperbevelhebbers der oorlogvoerende legers zullen voor de bijzonderheden betreffende de uitvoering der voorgaande artikelen evenals voor de niet voorziene gevallen voorzieningen moeten treffen, volgens de voorschriften hunner respectieve Regeeringen en overeenkomstig de algemeene beginselen van dit Verdrag.

Artikel 27.

De Hooge Verdragsluitende Partijen zullen de noodige maatregelen treffen om hare troepen, en in het bijzonder het beschermde personeel, met de bepalingen van dit Verdrag bekend te maken en ze ter kennis van de bevolking te brengen.

HOOFDSTUK VIII.

Van het tegengaan van misbruiken en inbreuken.

Artikel 28.

De Regeeringen der Hooge Verdragsluitende Partijen, wier wetgeving thans nog niet voldoende mocht zijn, zullen de noodige maatregelen nemen of deze aan hare wetgevende lichamen voorstellen ten einde te allen tijde te verhinderen:

a) het gebruik door particulieren of door niet krachtens dit Verdrag daartoe gerechtigde vereenigingen van het emblema of van de benaming van ,,Roode Kruis'' of ,,Kruis van Genève'', evenals van elk teeken en van elke benaming, welke een nabootsing daarvan uitmaakt, onverschillig of dit gebruik plaats heeft met een commercieel of met een ander doel;

b) met het oog op de aan Zwitserland door de aanneming van de onderling verwisselde bondskleuren gebrachte hulde, het gebruik door particulieren of door vereenigingen van het wapen van den Zwitserschen Bond of van teekens, welke eene nabootsing daarvan uitmaken, hetzij als fabrieks- of handelsmerk of als onderdeelen van die merken, hetzij met een aan de goede trouw van den handel strijdig doel, hetzij onder omstandigheden die het Zwitsersche nationaal gevoel zouden kunnen krenken.

Het onder letter *a*) bedoeld verbod van het gebruik van teekens of benamingen, welke eene nabootsing van het emblema of van de benaming van ,,Roode Kruis" of van ,,Kruis van Genève" uitmaken, evenals het onder letter *b*) bedoeld verbod van het gebruik van het wapen van den Zwitserschen Bond of van teekens, welke eene nabootsing daarvan uitmaken, zal van kracht zijn vanaf het door iedere wetgeving aangegeven tijdstip en uiterlijk vijf jaar na de inwerkingstelling van dit Verdrag. Dadelijk na deze inwerkingstelling zal het niet meer geoorloofd zijn een fabrieks- of handelsmerk in strijd met deze verboden aan te nemen.

Artikel 29.

De Regeeringen van de Hooge Verdragsluitende Partijen zullen, in geval van onvoldoendheid van hare strafwetten, eveneens de noodige maatregelen nemen of deze aan hare wetgevende lichamen voorstellen om in tijd van oorlog elke met de bepalingen van dit Verdrag strijdige daad tegen te gaan.

Zij zullen elkander door tusschenkomst van den Zwitserschen Bondsraad de bepalingen, welke op dit tegengaan betrekking hebben mededeelen uiterlijk binnen vijf jaar van de ratificatie van dit Verdrag af.

Artikel 30.

Op verzoek van een oorlogvoerende zal een onderzoek moeten worden ingesteld, overeenkomstig de tusschen de betrokken partijen vastgestelde wijze, aangaande elke beweerde schending van het Verdrag; wanneer de schending is vastgesteld, zullen de oorlogvoerenden aan die schending een einde maken en zullen haar zoo snel mogelijk onderdrukken.

Slotbepalingen.

Artikel 31.

Dit Verdrag, dat den datum van dezen dag zal dragen, zal tot den eersten Februari 1930 kunnen worden geteekend uit naam van alle op de Conferentie, die op den 1sten Juli 1929 te Genève is geopend, vertegenwoordigde landen, evenals van de niet op deze Conferentie vertegenwoordigde landen, die deelnemen aan de Verdragen van Genève van 1864 of van 1906.

Artikel 32.

Dit Verdrag zal zoo spoedig mogelijk worden geratificeerd.

De akten van bekrachtiging zullen te Bern worden nedergelegd.

Van de nederlegging van elke akte van bekrachtiging zal een proces-verbaal worden opgemaakt, waarvan een voor eensluidend gewaarmerkte afdruk door den Zwitserschen Bondsraad zal worden toegezonden aan de Regeeringen van alle landen, uit welker naam het Verdrag zal zijn geteekend of de toetreding tot dat Verdrag zal zijn medegedeeld.

Artikel 33.

Dit Verdrag zal in werking treden zes maanden nadat ten minste twee akten van bekrachtiging zullen zijn nedergelegd.

Verder zal het voor elke Hooge Verdragsluitende Partij in werking treden zes maanden na de nederlegging van hare akte van bekrachtiging.

Artikel 34.

Dit Verdrag zal in de verhoudingen tusschen de Hooge Verdragsluitende Partijen de Verdragen van 22 Augustus 1864 en van 6 Juli 1906 vervangen.

Artikel 35.

Van den datum van zijne inwerkingstelling af zal dit Verdrag open staan voor toetredingen, welke uit naam van elk land, uit welks naam dit Verdrag niet zal zijn geteekend, worden gedaan.

Artikel 36.

De toetredingen moeten schriftelijk aan den Zwitserschen Bondsraad worden medegedeeld en zullen van kracht worden zes maanden na den dag, waarop zij den Bondsraad zullen hebben bereikt.

De Zwitsersche Bondsraad zal van de toetredingen kennis geven aan de Regeeringen van alle landen, uit welker naam het Verdrag zal zijn geteekend of de toetreding tot dat Verdrag zal zijn medegedeeld.

Artikel 37.

De oorlogstoestand zal onmiddellijke werking verleenen aan de akten van bekrachtiging en de toetredingen, welke door de oorlogvoerende Mogendheden voor of na den aanvang van de vijandelijkheden zijn nedergelegd of zijn medegedeeld. De kennisgeving van bekrachtigingen of van toetredingen, welke

ontvangen worden van zich in oorlogstoestand bevindende Mogendheden, zal door den Zwitserschen Bondsraad langs den snelsten weg worden verricht.

Artikel 38.

Elk der Hooge Verdragsluitende Partijen zal de bevoegdheid hebben dit Verdrag op te zeggen. De opzegging zal eerst een jaar, nadat de mededeeling daarvan schriftelijk aan den Zwitserschen Bondsraad zal zijn gedaan, gevolg hebben. Deze zal van deze mededeeling kennis geven aan de Regeeringen van alle Hooge Verdragsluitende Partijen.

De opzegging zal slechts gelden ten aanzien van de Hooge Verdragsluitende Partij, die haar zal hebben medegedeeld.

Bovendien zal deze opzegging geen gevolg hebben in den loop van een oorlog, waarin de opzeggende Mogendheid mocht zijn betrokken. In dit geval zal dit Verdrag in werking blijven, boven den termijn van een jaar, tot aan de sluiting van den vrede.

Artikel 39.

Een voor eensluidend gewaarmerkte afdruk van dit Verdrag zal door de zorgen van den Zwitserschen Bondsraad nedergelegd worden in de archieven van den Volkenbond. Eveneens zal van bekrachtigingen, toetredingen en opzeggingen, welke aan den Zwitserschen Bondsraad zullen worden medegedeeld, door hem kennis gegeven worden aan den Volkenbond.

Ten blijke waarvan de bovengenoemde gevolmachtigden dit Verdrag hebben onderteekend.

Gedaan te Genève den zeven en twintigsten Juli negentienhonderd negen en twintig, in een enkel exemplaar, dat in de archieven van den Zwitserschen Bond bewaard zal blijven en waarvan voor eensluidend gewaarmerkte afdrukken aan de Regeeringen van alle tot de Conferentie uitgenoodigde landen zullen worden toegezonden.

Voor Duitschland:

EDMUND RHOMBERG.

Voor de Vereenigde Staten van Amerika:

ELIOT WADSWORTH.

HUGH R. WILSON.

Voor Oostenrijk:

LEITMAIER.

Voor België:

Dr. DEMOLDER.

J. DE RUELLE.

Voor Bolivia:

A. CORTADELLAS.

Voor Brazilië:

RAUL DO RIO-BRANCO.

Voor Groot-Britannië en Noord-Ierland, benevens elk deel van het Britsche Rijk dat niet afzonderlijk lid is van den Volkenbond:

Ik verklaar, dat de handteekening, die ik onder dit Verdrag zet voor Groot-Britannië en Noord-Ierland, benevens elk deel van het Britsche Rijk dat niet afzonderlijk lid is van den Volkenbond, verleend is onder dit voorbehoud dat Zijne Britsche Majesteit meent artikel 28 van het Verdrag in dezen zin te moeten uitleggen, dat de in dat artikel bedoelde wetgevende maatregelen zullen kunnen bepalen dat particulieren, vereenigingen, handelsfirma's of maatschappijen, die vóór de inwerkingtreding van dit Verdrag het wapen van den Zwitserschen Bond of teekens, die eene nabootsing van dit wapen uitmaken, met een wettig doel zullen hebben gebezigd, niet zullen kunnen worden belet om voort te gaan met het bezigen van dat wapen of die teekens met hetzelfde doel.

HORACE RUMBOLD.

Voor Canada:

Ik verklaar, dat de handteekening, die ik voor Canada onder dit Verdrag zet, verleend is onder dit voorbehoud, dat de Regeering van het Gewest Canada meent artikel 28 van het Verdrag in dezen zin te moeten uitleggen, dat de in dat artikel bedoelde wetgevende maatregelen zullen kunnen bepalen, dat particulieren, vereenigingen, handelsfirma's of maatschappijen, die vóór de inwerkingtreding van dit Verdrag het wapen van

den Zwitserschen Bond of teekens die eene nabootsing van dit wapen uitmaken, met een wettig doel zullen hebben gebezigd, niet zullen kunnen worden belet om voort te gaan met het bezigen van dat wapen of die teekens met hetzelfde doel.

W. A. RIDDELL.

Voor Australië:

Ik verklaar, dat de handteekening, die ik voor Australië onder dit Verdrag zet, verleend is onder dit voorbehoud, dat de Regeering van het Gemeenebest Australië meent artikel 28 van het Verdrag in dezen zin te moeten uitleggen, dat de in dat artikel bedoelde wetgevende maatregelen zullen kunnen bepalen, dat particulieren, vereenigingen, handelsfirma's of maatschappijen, die vóór de inwerkingtreding van dit Verdrag het wapen van den Zwitserschen Bond of teekens, die eene nabootsing van dit wapen uitmaken, met een wettig doel zullen hebben gebezigd, niet zullen kunnen worden belet om voort te gaan met het bezigen van dat wapen of die teekens met hetzelfde doel.

CLAUD RUSSELL.

Voor Nieuw-Zeeland:

Ik verklaar, dat de handteekening, die ik voor Nieuw-Zeeland onder dit Verdrag zet, verleend is onder dit voorbehoud, dat de Regeering van Nieuw-Zeeland meent artikel 28 van het Verdrag in dezen zin te moeten uitleggen, dat de in dat artikel bedoelde wetgevende maatregelen zullen kunnen bepalen, dat particulieren, vereenigingen, handelsfirma's of maatschappijen, die vóór de inwerkingtreding van dit Verdrag het wapen van den Zwitserschen Bond of teekens die eene nabootsing van dit wapen uitmaken, met een wettig doel zullen hebben gebezigd, niet zullen kunnen worden belet om voort te gaan met het bezigen van dat wapen of die teekens met hetzelfde doel.

CLAUD RUSSELL.

Voor Zuid-Afrika.

ERIC H. LOUW.

Voor den Vrijstaat Ierland:

Ik verklaar, dat de handteekening, die ik voor den Ierschen Vrijstaat onder dit Verdrag zet, verleend is onder dit voorbehoud, dat hij meent artikel 28 van het Verdrag in dezen zin

te moeten uitleggen, dat de in dat artikel bedoelde wetgevende maatregelen zullen kunnen bepalen, dat particulieren, vereenigingen, handelsfirma's of maatschappijen die vóór de inwerkingtreding van dit Verdrag het wapen van den Zwitserschen Bond of teekens die eene nabootsing van dit wapen uitmaken, met een wettig doel zullen hebben gebezigd, niet zullen kunnen worden belet om voort te gaan met het bezigen van dat wapen of die teekens met hetzelfde doel.

SEAN LESTER.

Voor Indië:

Ik verklaar, dat de handteekening, die ik voor Indië onder dit Verdrag zet, verleend is onder dit voorbehoud, dat de Regeering van Indië meent artikel 28 van het Verdrag in dezen zin te moeten uitleggen, dat de in dat artikel bedoelde wetgevende maatregelen zullen kunnen bepalen, dat particulieren, vereenigingen, handelsfirma's of maatschappijen, die vóór de inwerkingtreding van dit Verdrag het wapen van den Zwitserschen Bond of teekens, die eene nabootsing van dit wapen uitmaken, met een wettig doel zullen hebben gebezigd, niet zullen kunnen worden belet om voort te gaan met het bezigen van dat wapen of die teekens met hetzelfde doel.

CLAUD RUSSELL.

Voor Bulgarije:

D. MIKOFF.

STEPHAN N. LAFTCHIEFF.

Voor Chili:

GMO NOVOA.

D. PULGAR.

Voor China:

C. Y. HSIAO.

Voor Columbia:

FRANCISCO JOSE URRUTIA.

Voor Cuba:

CARLOS DE ARMENTEROS.

CARLOS BLANCO.

Voor Denemarken:

HARALD SCAVENIUS.
GUSTAV RASMUSSEN.

Voor de Dominicaansche Republiek:

CH. ACKERMANN.

Voor Egypte:

MOHAMMED ABDEL MONEIN RIAD.
H. W. M. SIMAIKA.

Voor Spanje:

Ad Referendum
MAURICIO LOPEZ ROBERTS Y TERRY,
MARQUES DE LA TORREHERMOSA.

Voor Estland:

Dr. LEESMENT.

Voor Finland:

A. E. MARTOLA.

Voor Frankrijk:

H. DE MARCILLY.
J. DU SAULT.

Voor Griekenland:

R. RAPHAEL.
S. VENISELOS.

Voor Hongarije:

PAUL DE HEVESY.

Voor Italië:

GIOVANNI CIRAOLO.

Voor Japan:

Hoewel in beginsel de bepalingen van artikel 28 aanvaardende, maakt Japan een voorbehoud ten aanzien van den

datum van de inwerkingstelling van de onder letter 6 van genoemd artikel aangegeven verbodsbepaling.

Japan meent, dat deze verbodsbepaling geen betrekking heeft op wapens en teekens die vóór hare inwerkingtreding in gebruik geweest of ingeschreven mochten zijn.

De gedelegeerden van Japan teekenen dit Verdrag behoudens bovengenoemd voorbehoud.

ISABURO YOSHIDA.

S. SHIMOMURA.

S. MIURA.

Voor Letland:

CHARLES DUZMANS.

Dr. OSKAR VOIT.

Voor Luxemburg:

CH. G. VERMAIRE.

Voor Mexico:

FR. CASTILLO NAJERA.

Voor Nicaragua:

A. SOTTILE.

Voor Noorwegen:

J. IRGENS.

JENS MEINICH.

Voor Nederland:

W. DOUDE VAN TROOSTWIJK.

Dr. DIEHL.

J. HARBERTS.

Voor Perzië:

ANOUCHIREVAN SEPAHBODI.

Voor Polen:

JOZEF G. PRACKI.

W. JERZY BABECKI.

Voor Portugal:

VASCO DE QUEVEDO.

F. DE CALHEIROS E MENEZES.

Voor Roemenië:

M. B. BOERESCO.

COLONEL E. VERTEJANO.

Voor het Koninkrijk der Serven, Kroaten en Slovenen:

I. CHOUMENKOVITCH.

Voor Siam:

VARNVAIDYA.

Voor Zweden:

K. I. WESTMAN.

Voor Zwitserland:

PAUL DINICHERT. HAUSER. ZUBLIN.

DE LA HARPE. SCHINDLER.

Voor Tsjechoslowakije:

Zd. FIERLINGER.

Voor Turkije:

HASSAN.

Dr. ABDULKADIR. M. NUSRET. Dr. AKIL MOUKHTAR.

Voor Uruguay:

ALFREDO DE CASTRO.

Voor Venezuela:

C. PARRA-PEREZ.

I. M. HURTADO-MACHADO.

VERDRAG

betreffende de behandeling van krijgsgevangenen, van 27 Juli 1929.

De President van het Duitsche Rijk, de President der Vereenigde Staten van Amerika, de Bondspresident van de Republiek Oostenrijk, Zijne Majesteit de Koning der Belgen, de President van de Republiek Bolivia, de President van de Republiek der Vereenigde Staten van Brazilië, Zijne Majesteit de Koning van Groot-Britannië, Ierland en de Britsche overzeesche gewesten, Keizer van Indië, Zijne Majesteit de Koning der Bulgaren, de President van de Republiek Chili, de President van de Republiek China, de President van de Republiek Columbia, de President van de Republiek Cuba, Zijne Majesteit de Koning van Denemarken en IJsland, de President van de Dominicaansche Republiek, Zijne Majesteit de Koning van Egypte, Zijne Majesteit de Koning van Spanje, de President van de Republiek Estland, de President van de Republiek Finland, de President van de Fransche Republiek, de President van de Grieksche Republiek, Zijne Doorluchtige Hoogheid de Regent van Hongarije, Zijne Majesteit de Koning van Italië, Zijne Majesteit de Keizer van Japan, de President van de Republiek Letland, Hare Koninklijke Hoogheid de Groot-Hertogin van Luxemburg, de President der Vereenigde Staten van Mexico, de President van de Republiek Nicaragua, Zijne Majesteit de Koning van Noorwegen, Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden, Zijne Keizerlijke Majesteit de Sjah van Perzië, de President van de Republiek Polen, de President van de Portugeesche Republiek, Zijne Majesteit de Koning van Roemenië, Zijne Majesteit de Koning der Serven, Croaten en Slovenen, Zijne Majesteit de Koning van Siam, Zijne Majesteit de Koning van Zweden, de Zwitsersche Bondsraad, de President van de Tsjechoslowaaksche Republiek, de President van de Turksche Republiek, de President van de Oostersche Republiek van Uruguay, de President van de Republiek der Vereenigde Staten van Venezuela,

erkennende dat, in het uiterste geval van een oorlog, het de plicht van iedere Mogendheid zal zijn om daarvan zooveel mogelijk de onvermijdbare hardheden te lenigen en het lot der krijgsgevangenen te verzachten;

wenschende de grondslagen te ontwikkelen die ten grondslag liggen aan de internationale verdragen van 's-Gravenhage, in het bijzonder het verdrag betreffende de wetten en gebruiken van den oorlog en het Reglement dat daaraan is gehecht;

hebben besloten daartoe een Verdrag te sluiten en hebben tot hunne Gevolmachtigden benoemd:

De President van het Duitsche Rijk:

Z. Exc. den Heer Edmund Rhomberg, Doctor in de Rechtswetenschappen, Gezant in disponibiliteit;

De President der Vereenigde Staten van Amerika:

The Honourable Eliot Wadsworth, Oud-adjunct-secretaris van de Schatkist.

Z. Exc. The Honourable Hugh R. Wilson, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister der Vereenigde Staten van Amerika te Bern;

De Bondspresident van de Republiek Oostenrijk:

den Heer Marc Leitmaier, Doctor in de Rechtswetenschappen, Raad aan de Bondskanselarij, Ministerie van Buitenlandsche Zaken;

Zijne Majesteit de Koning der Belgen:

den Heer Paul Demolder, Generaal-Majoor, Arts, Chef van den Geneeskundigen Dienst van het Eerste militaire district,
den Heer Joseph de Ruelle, Rechtskundig Adviseur van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken;

De President van de Republiek Bolivia:

Z. Exc. den Heer Alberto Cortadellas, Minister-Resident van Bolivia te Bern;

De President van de Republiek der Vereenigde Staten van Brazilië:

Z. Exc. den Heer Raoul de Rio-Branco, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Brazilië te Bern;

Zijne Majesteit de Koning van Groot-Britannië, Ierland en de Britsche Overzeesche Gewesten, Keizer van Indië:

Voor Groot-Britannië en Noord-Ierland, benevens elk deel van het Britsche Rijk, dat niet afzonderlijk lid is van den Volkenbond:

The Right Honourable Sir Horace Rumbold, G. C. M. G., M. V. O., Ambassadeur van Zijne Britsche Majesteit te Berlijn;

Voor het Gewest Canada:

den Heer Walter Alexandre Riddel, Permanent Raad van de Canadeesche Regeering bij den Volkenbond;

Voor het Gemeenebest Australië:

Z. Exc. den Heer Claud Russell, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Zijne Britsche Majesteit te Bern;

Voor het Gewest Nieuw-Zeeland:

Z. Exc. den Heer Claud Russell, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Zijne Britsche Majesteit te Bern;

Voor de Unie van Zuid-Afrika:

den Heer Eric Hendrik Louw, Hooge Commissaris van de Unie van Zuid-Afrika te Londen;

Voor den Vrijstaat Ierland:

den Heer Sean Lester, Vertegenwoordiger van den Vrijstaat Ierland bij den Volkenbond;

Voor Indië:

Z. Exc. den Heer Claud Russell, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Zijne Britsche Majesteit te Bern;

Zijne Majesteit de Koning der Bulgaren:

den Heer Dimitri Mikoff, Zaakgelastigde van Bulgarije te Bern, Permanent Vertegenwoordiger der Bulgaarsche Regeering bij den Volkenbond,
den Heer Stéphane N. Laftchieff, Lid van den Raad van Beheer van het Bulgaarsche Roode Kruis;

De President van de Republiek Chili:

den Heer Guillermo Novoa-Sepulveda, Kolonel, Militair Attaché bij het Gezantschap van Chili te Berlijn,
den Heer Dario Pulgar-Arriagada, Kapitein van den Geneeskundigen Dienst;

De President van de Republiek China:

den Heer Chi Yung Hsiao, Tijdelijk Zaakgelastigde van China te Bern;

De President van de Republiek Columbia:

Z. Exc. den Heer Francisco José de Urrutia, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Colombia te Bern;

De President van de Republiek Cuba:

Z. Exc. den Heer Carlos de Armenteros y de Cardenas, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Cuba te Bern,
den Heer Carlos Blanco y Sanchez, Gezantschapssecretaris, toegevoegd aan de Delegatie van Cuba bij den Volkenbond;

Zijne Majesteit de Koning van Denemarken en IJsland:
Voor Denemarken:

Z. Exc. den Heer Harald Scavenius, Kamerheer, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Denemarken in Zwitserland en Nederland, oud-Minister van Buitenlandsche Zaken,
den Heer Gustave M. Rasmussen, Tijdelijk Zaakgelastigde van Denemarken te Bern;

De President van de Dominicaansche Republiek:

den Heer Charles Ackermann, Consul van de Dominicaansche Republiek te Genève;

Zijne Majesteit de Koning van Egypte:

den Heer Mohammed Abdel Moneim Riad, Advocaat bij de Geschillen van Bestuur, Hoogleeraar in het Internationaal Recht aan de Militaire School te Cairo,
den Heer Henri Wassif Simaika, Attaché aan het Koninklijk Egyptisch Gezantschap te Rome;

Zijne Majesteit de Koning van Spanje:

Z. Exc. den Markies de la Torrehermosa, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Spanje te Bern;

De President van de Republiek Estland:

den Heer Hans Leesment, Doctor in de geneeskunde, President van het Estlandsche Roode Kruis;

De President van de Republiek Finland:

den Heer A. E. Martola, Luitenant-Kolonel, Militair Attaché bij het Gezantschap van Finland te Parijs;

De President van de Fransche Republiek:

Z. Exc. den Heer Henri Chassain de Marcilly, Ambassadeur van Frankrijk te Bern,
den Heer Jean Du Sault, Ambassaderaad van Frankrijk te Bern;

De President van de Grieksche Republiek:

den Heer Raphael Raphael, Tijdelijk Zaakgelastigde van Griekenland te Bern,
den Heer Sophocle Venizelos, Luitenant-Kolonel, Militair Attaché bij het Gezantschap van Griekenland te Parijs;

Zijne Doorluchtige Hoogheid de Regent van Hongarije:

Z. Exc. den Heer Paul de Hevesy, Minister-Resident, Permanent Gedelegeerde van de Koninklijke Regeering bij den Volkenbond;

Zijne Majesteit de Koning van Italië:

den Heer Giovanni Ciraolo, Senator van het Koninkrijk;

Zijne Majesteit de Keizer van Japan:

Z. Exc. den Heer Isaburo Yoshida, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Japan te Bern,
den Heer Sadamu Shimomura, Luitenant-Kolonel,
den Heer Seizo Miura, Kapitein-Luitenant ter Zee, Marine-Attaché bij de Ambassade van Japan te Parijs;

De President van de Republiek Letland:

Z. Exc. den Heer Charles Duzmans, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Letland bij Zijne Majesteit den

Koning der Serven, Croaten en Slovenen, Permanent Gedelegeerde bij den Volkenbond,
Z. Exc. den Heer Oskar Voit, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Letland in Zwitserland, Duitschland, Hongarije en Nederland;

Hare Koninklijke Hoogheid de Groot-Hertogin van Luxemburg:

den Heer Charles Vermaire, Consul van het Groot-Hertogdom te Genève;

De President der Vereenigde Staten van Mexico:

Z. Exc. den Heer Francisco Castillo Najera, Generaal van den Geneeskundigen Dienst, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Mexico te Brussel;

De President van de Republiek Nicaragua:

den Heer Antoine Sottile, Doctor in de Rechtswetenschappen, Permanent Gedelegeerde van Nicaragua bij den Volkenbond;

Zijne Majesteit de Koning van Noorwegen:

Z. Exc. den Heer Johannes Irgens, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Noorwegen te Bern, Rome en Athene,
den heer Jens Christian Meinich, Majoor der Infanterie, Secretaris-Generaal van het Noorsche Roode Kruis;

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden:

Z. Exc. den Heer Willem Isaac Doude van Troostwijk, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister der Nederlanden te Bern,
den heer Johan Carl Diehl, Generaal-Majoor, Arts, Inspecteur van den Geneeskundigen Dienst der Landmacht, Ondervoorzitter van het Nederlandsche Roode Kruis,
den Heer Jacob Harberts, Majoor bij den Generalen Staf, Leeraar aan de Hoogere Krijgsschool;

Zijne Keizerlijke Majesteit de Sjah van Perzië:

Z. Exc. den Heer Anouchirevan Khan Sepahbodi, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Perzië te Bern;

De President van de Republiek Polen:

den Heer Joseph Gabriel Pracki, Kolonel van den Geneeskundigen Dienst,
den Heer W. Jerzy Babecki, Luitenant-Kolonel;

De President van de Portugeesche Republiek:

Z. Exc. den Heer Vasco de Quevedo, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Portugal te Bern,

den Heer Francisco de Calheiros e Menezes, Gezantschapssecretaris 1ste klasse;

Zijne Majesteit de Koning van Roemenië:

Z. Exc. den Heer Michel B. Boeresco, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Roemenië te Bern,
den Heer Eugène Vertejano, Kolonel, Officier van den Generalen Staf;

Zijne Majesteit de Koning der Serven, Croaten en Slovenen:

Z. Exc. den Heer Ilija Choumenkovitch, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van het Koninkrijk der Serven, Croaten en Slovenen te Bern, Permanent Gedelegeerde bij den Volkenbond;

Zijne Majesteit de Koning van Siam:

Zijne Doorluchtige Hoogheid Prins Varnvaidya, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Siam te Londen;

Zijne Majesteit de Koning van Zweden:

Z. Exc. den Heer Karl Ivan Westman, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Zweden te Bern;

De Zwitsersche Bondsraad:

den Heer Paul Dinichert, Gevolmachtigd Minister, Chef van de Afdeeling Buitenlandsche Zaken van het Politieke Bondsdepartement,
den Heer Carl Hauser, Kolonel van de Gezondheidstroepen, Inspecteur van den Geneeskundigen Dienst van het leger,
den Heer Anton Züblin, Kolonel der Infanterie i. d., Advocaat,
den Heer Roger de la Harpe, Luitenant-Kolonel van de Gezondheidstroepen, Arts,

den Heer Dietrich Schindler, Majoor van de Militaire Justitie, Hoogleeraar in het Internationaal Recht aan de Universiteit te Zürich;

De President van de Tsjechoslowaaksche Republiek:

Z. Ex. den Heer Zdenek Fierlinger, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Tsjechoslowakije te Bern;

De President van de Turksche Republiek:

Z. Exc. Hassan Bey, Ondervoorzitter van de Nationale Groote Vergadering van Turkije, Ondervoorzitter van de Turksche Roode Halve Maan,

Z. Exc. Nusret Bey, Voorzitter van den Raad van State der Republiek,

Professor Akil Moukhtar Bey, Doctor in de Geneeskunde,

Dr. Abdulkadir Bey, Luitenant-Kolonel, Militair arts, Leeraar aan de Applicatieschool en aan het Hospitaal van Gulhane;

De President van de Oostersche Republiek van Uruguay:

Z. Exc. den Heer Alfredo de Castro, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Uruguay te Bern;

De President van de Republiek van de Vereenigde Staten van Venezuela:

Z. Exc. den Heer Caracciolo Parra-Pérez, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Venezuela te Rome,

den Heer Ivan Manuel Hurtado-Machado, Tijdelijk Zaakgelastigde van Venezuela te Bern;

welke, na elkander hunne volmachten te hebben medegedeeld, die in goede en behoorlijke orde zijn bevonden, het volgende zijn overeengekomen:

TITEL I.

Algemeene bepalingen.

Artikel 1.

Dit Verdrag zal van toepassing zijn, onverminderd hetgeen in titel VII bepaald wordt:

1) op alle personen die bedoeld worden in de artikelen 1, 2 en 3 van het bij het Haagsche Verdrag nopens de wetten en

gebruiken van den oorlog te land van 18 October 1907 gevoegde Reglement, en die gevangen genomen zijn door den vijand; [1])

2) op alle tot de gewapende machten der oorlogvoerende partijen behoorende personen, die door den vijand zijn gevangen genomen gedurende krijgsverrichtingen ter zee of in de lucht, behoudens de door de omstandigheden van deze gevangenneming onvermijdelijk gemaakte afwijkingen. Deze afwijkingen evenwel zullen aan de grondbeginselen van dit Verdrag geen afbreuk mogen doen; zij zullen eindigen op het oogenblik, waarop de gevangen genomen personen een gevangenkamp bereikt zullen hebben.

Artikel 2.

De krijgsgevangenen bevinden zich in de macht van de vijandelijke mogendheid, doch niet in die der personen of troepenafdeelingen, die hen hebben gevangen genomen.

Ten allen tijde moeten zij met menschlievendheid worden behandeld en beschermd, met name tegen daden van geweld, beleedigingen en publieke nieuwsgierigheid.

Represaillemaatregelen te hunnen aanzien zijn verboden.

---

[1]) Bijgevoegd reglement: Artikel 1. De wetten, de rechten en de verplichtingen van den oorlog zijn niet alleen toepasselijk op het leger, maar ook op de militiën en op de vrijwilligerskorpsen, die aan de volgende voorwaarden voldoen:

1°. aan hun hoofd te hebben een persoon, die verantwoordelijk is voor zijne ondergeschikten;

2°. een vast en op eenigen afstand herkenbaar onderscheidingsteeken te hebben;

3°. de wapenen openlijk te dragen; en

4°. zich in hunne handelingen te gedragen naar de wetten en gebruiken van den oorlog.

In de landen, waar het leger geheel of ten deele uit militiën of uit vrijwilligers-korpsen is samengesteld, zijn deze onder de benaming van leger begrepen.

Artikel 2. De bevolking van een niet-bezet gebied, die bij de nadering van den vijand uit eigen beweging de wapenen opneemt om de invallende troepen te bestrijden, zonder den tijd te hebben zich te organiseeren overeenkomstig artikel 1, wordt als oorlogvoerende beschouwd, indien zij de wapenen openlijk draagt en indien zij de wetten en gebruiken van den oorlog eerbiedigt.

Artikel 3. De gewapende machten der oorlogvoerende partijen kunnen bestaan uit strijders en niet-strijders. In geval zij door den vijand worden gevangen genomen, hebben beiden recht op de behandeling als krijgsgevangenen.

Artikel 3.

De krijgsgevangenen hebben recht op eerbiediging van hunne persoonlijkheid en hunne eer. De vrouwen zullen behandeld worden met alle aan hare kunne verschuldigde voorkomendheid.

De gevangenen behouden hunne volledige burgerlijke bevoegdheid.

Artikel 4.

De mogendheid, die de krijgsgevangenen in haar macht heeft, is verplicht in derzelver onderhoud te voorzien.

Verschil van behandeling tusschen krijgsgevangenen is slechts geoorloofd, indien zij berust op den militairen rang, den lichamelijken of geestelijken gezondheidstoestand, de geschiktheid voor een handwerk of de kunne van degenen, die er van genieten.

TITEL II.

Van de gevangenneming.

Artikel 5.

Ieder krijgsgevangene is verplicht om, indien hij daaromtrent wordt ondervraagd, zijne ware namen en zijnen rang of wel zijn stamboeknummer op te geven.

In het geval dat hij dezen regel zou overtreden, zou hij zich blootstellen aan eene beperking der aan de krijgsgevangenen van zijne categorie toegestane voordeelen.

Geen enkele dwangmaatregel zal kunnen worden toegepast op gevangenen met het doel om inlichtingen te verkrijgen omtrent den toestand van hun leger of van hun land. Krijgsgevangenen, die weigeren te antwoorden, zullen noch bedreigd, noch beleedigd, noch blootgesteld kunnen worden aan onaangenaamheden of nadeelen van welken aard ook.

Indien een gevangene op grond van zijn lichamelijken of geestelijken toestand niet in staat is om zijne identiteit op te geven, zal hij aan den geneeskundigen dienst worden toevertrouwd.

Artikel 6.

Alle goederen en voorwerpen van persoonlijk gebruik — uitgezonderd wapenen, paarden, militaire uitrusting en militaire papieren — zullen in het bezit van de krijgsgevangenen blijven, evenals de metalen helmen en de gasmaskers.

De geldsommen, welke de gevangenen bij zich hebben, zullen hun slechts op bevel van een officier kunnen worden ontnomen en niet dan na vaststelling van het bedrag. Een ontvangstbewijs zal er voor worden afgegeven. De op deze wijze afgenomen gelden zullen op rekening van iederen gevangene worden gezet.

Identiteitsstukken, rangteekenen, onderscheidingen en voorwerpen van waarde zullen den gevangenen niet kunnen worden ontnomen.

TITEL III.

Van de gevangenschap.

AFDEELING I.

Van de evacuatie der gevangenen.

Artikel 7.

Binnen den kortst mogelijken tijd na hunne gevangenneming zullen de krijgsgevangenen worden geëvacueerd naar verzamelplaatsen gelegen in een streek, die ver genoeg van de gevechtszône af is, dat zij er zich buiten gevaar bevinden.

In een gevaarlijke zône zullen slechts tijdelijk die gevangenen kunnen worden gehouden, die wegens hunne wonden of ziekten meer gevaar zouden loopen, indien zij worden geëvacueerd dan indien zij ter plaatse blijven.

De gevangenen zullen, terwijl zij op evacuatie uit een gevechtszône wachten, niet onnoodig aan gevaar worden blootgesteld.

De evacuatie te voet van gevangenen zal normaal slechts mogen geschieden met etappen van 20 K.M. per dag, tenzij de noodzakelijkheid om water- en voedseldepôts te bereiken langere etappen noodig maakt.

Artikel 8.

De oorlogvoerenden zijn verplicht om elkander zoo spoedig mogelijk van alle gevangennemingen door tusschenkomst van de inlichtingsbureaux, zooals deze in artikel 77 zijn georganiseerd, te verwittigen. Tevens zijn zij verplicht elkander de officieele adressen mede te deelen, waarheen de brieven der familieleden aan de krijgsgevangenen kunnen worden gericht.

Zoodra mogelijk zal ieder gevangene in de gelegenheid moeten worden gesteld met zijne familie zelf te correspondeeren, onder de voorwaarden in artikel 36 en volgende bepaald.

Wat gevangenen betreft die op zee zijn gemaakt, zullen de bepalingen van dit artikel zoo spoedig mogelijk na aankomst in de haven in acht worden genomen.

AFDEELING II.

Van de gevangenkampen.

Artikel 9.

De krijgsgevangenen zullen geïnterneerd kunnen worden in een stad, fort of welke plaats ook, met de verplichting zich daarvan niet te verwijderen buiten zekere bepaalde grenzen. Zij zullen eveneens in afgesloten kampen geïnterneerd kunnen worden; zij zullen slechts mogen worden opgesloten of geconsigneerd bij wijze van onmisbare maatregel van zekerheid of van hygiëne, en alleen voor den duur der omstandigheden, welke dezen maatregel noodig maken.

Gevangenen, die gemaakt zijn in ongezonde streken of in streken, waarvan het klimaat verderfelijk is voor personen, die uit gematigde streken komen, zullen zoo spoedig mogelijk naar een gunstiger klimaat worden overgebracht.

De oorlogvoerenden moeten zooveel mogelijk vermijden om gevangenen van verschillende rassen of nationaliteiten in hetzelfde kamp onder te brengen.

Geen gevangene mag, op welk tijdstip ook, worden teruggestuurd naar een streek, waar hij aan het vuur der gevechtszône blootgesteld zou zijn, noch gebezigd worden om door zijne aanwezigheid zekere punten of zekere streken buiten bombardement te stellen.

HOOFDSTUK I.

Van de inrichting der kampen.

Artikel 10.

De krijgsgevangenen zullen gehuisvest worden in gebouwen of barakken, welke alle mogelijke waarborgen van hygiëne en zindelijkheid bieden.

De lokalen moeten geheel vochtvrij zijn, genoegzaam verwarmd en verlicht. Alle voorzorgsmaatregelen tegen brandgevaar moeten worden genomen.

Wat de slaapzalen betreft, zullen de totaaloppervlakte, de minimum luchtinhoud, de inrichting en het slaapmaterieel aan dezelfde eischen moeten voldoen als voor de depôt-troepen van de gevangenhoudende mogendheid.

HOOFDSTUK 2.

Van het voedsel en de kleeding der krijgsgevangenen.

Artikel 11.

Het voedselrantsoen der krijgsgevangenen zal gelijkwaardig zijn zoowel van hoeveelheid als van hoedanigheid, aan het rantsoen der depôt-troepen.

De gevangenen zullen bovendien de middelen krijgen om zelf de extra voorraden, waarover zij mochten beschikken, toe te bereiden.

Voldoende drinkwater zal hun worden verstrekt. Het gebruik van tabak zal geoorloofd zijn. De gevangenen zullen in de keukens kunnen worden tewerkgesteld.

Alle collectieve krijgstuchtelijke maatregelen, welke betrekking hebben op de voeding, zijn verboden.

Artikel 12.

Kleeding, linnengoed en schoeisel zullen door de gevangenhoudende mogendheid aan de krijgsgevangenen worden verstrekt. In de vervanging en de herstelling dezer goederen zal regelmatig moeten worden voorzien. Bovendien zullen de werkende gevangenen overal waar de aard van het werk zulks eischt, een werkpak ontvangen.

In alle kampen zullen cantines worden ingericht, waar de gevangenen zich tegen de prijzen van den handel ter plaatse voedingsmiddelen en de gebruikelijke voorwerpen zullen kunnen verschaffen.

De winst, welke de cantines aan de kamp-administraties opleveren, zullen ten bate van de gevangenen moeten worden aangewend.

HOOFDSTUK 3.

Van de hygiëne in de kampen.

Artikel 13.

De oorlogvoerenden zijn verplicht om alle maatregelen van hygiëne te treffen, welke noodig zijn om de reinheid en de zindelijkheid der kampen te verzekeren en om epidemieën te voorkomen.

De krijgsgevangenen moeten dag en nacht kunnen beschikken over installaties, welke in overeenstemming zijn met de regels der hygiëne en welke in een voortdurenden staat van reinheid worden gehouden.

Bovendien zal, onverminderd de baden en douches waarvan de kampen zooveel mogelijk moeten zijn voorzien, aan de gevangenen voor de verzorging van hunne lichamelijke reinheid een voldoende hoeveelheid water worden verstrekt.

Zij zullen de gelegenheid moeten hebben om zich aan lichaamsoefeningen te wijden en van de buitenlucht te genieten.

Artikel 14.

Elk kamp zal voorzien zijn van een ziekenzaal, waar de krijgsgevangenen alle verzorging zullen ontvangen, welke zij noodig mochten hebben. Indien het geval zich voordoet, zullen afzonderingsvertrekken gereserveerd worden voor zieken, die door besmettelijke aandoeningen zijn aangetast.

De kosten van behandeling, met inbegrip van de kosten der voorloopige kunstledematen, zullen ten laste komen van de gevangenhoudende mogendheid.

De oorlogvoerenden zijn verplicht om op aanvraag aan iederen behandelden gevangene eene officieele verklaring te verstrekken, welke den aard en den duur van de ziekte, alsmede de ontvangen verzorging vermeldt.

Het zal den oorlogvoerenden vrijstaan elkander langs den weg van bijzondere schikkingen toe te staan om in de kampen met de verzorging hunner gevangen landgenooten belaste geneesheeren en ziekenverplegers te behouden.

De gevangenen, die door een zware ziekte zijn aangetast of wier toestand een ernstig operatief ingrijpen noodzakelijk maakt, zullen op kosten van de gevangenhoudende mogendheid toegelaten moeten worden tot elke militaire of burgerlijke inrichting, welke geschikt is om hen te behandelen.

Artikel 15.

Ten minstens éénmaal per maand zullen geneeskundige inspecties over de krijgsgevangenen plaats hebben. Deze zullen tot doel hebben de contrôle van den algemeenen gezondheidstoestand en den stand der zindelijkheid, evenals de opsporing van besmettelijke ziekten, met name van tuberculose en van venerische aandoeningen.

HOOFDSTUK 4.

Van de geestelijke en zedelijke behoeften der krijgsgevangenen.

Artikel 16.

Alle vrijheid zal aan de krijgsgevangenen worden gelaten voor het uitoefenen van hunnen godsdienst, met inbegrip van het bij-

wonen van hunnen eeredienst, op de enkele voorwaarde, dat zij zich zullen gedragen naar de door de militaire overheid voorgeschreven maatregelen van orde en politie.

Gevangengenomen bedienaren van eenen eeredienst, welke ook de benaming van dezen eeredienst zij, zullen bevoegd zijn om hun ambt onder hun geloofsgenooten volledig uit te oefenen.

Artikel 17.

De oorlogvoerenden zullen de door de krijgsgevangenen georganiseerde geestelijke en sportieve ontspanningen zooveel mogelijk aanmoedigen.

HOOFDSTUK 5.

Van de inwendige krijgstucht der kampen.

Artikel 18.

Elk gevangenkamp zal geplaatst zijn onder het bevel van een verantwoordelijk officier.

Behalve de eerbewijzen voorgeschreven in de in hunne legers van kracht zijnde reglementen ten aanzien van hunne nationalen, zullen de krijgsgevangenen den militairen groet moeten brengen aan alle officieren van de gevangenhoudende mogendheid.

Krijgsgevangen officieren zijn slechts verplicht de officieren van hoogeren of gelijken rang van deze mogendheid te groeten.

Artikel 19.

Het dragen van rangteekenen en onderscheidingen zal geoorloofd zijn.

Artikel 20.

Reglementen, bevelen, waarschuwingen en bekendmakingen van elken aard zullen aan de krijgsgevangenen moeten worden medegedeeld in een taal, welke zij begrijpen. Hetzelfde beginsel is toepasselijk op de verhooren.

HOOFDSTUK 6.

Bijzondere bepalingen betreffende officieren en gelijkgestelden.

Artikel 21.

Dadelijk bij het begin der vijandelijkheden zullen de oorlogvoerenden verplicht zijn elkander de in hunne respectievelijke legers in gebruik zijnde titels en rangen mede te deelen, ten einde

gelijkheid van behandeling te waarborgen tusschen officieren en gelijkgestelden van de overeenkomstige rangen.

De krijgsgevangen officieren en gelijkgestelden zullen behandeld worden met de aan hun rang en aan hun leeftijd verschuldigde voorkomendheid.

Artikel 22.

Ten einde de bediening in de officierskampen te verzekeren, zullen krijgsgevangen soldaten van hetzelfde leger en zooveel mogelijk dezelfde taal sprekend, daarbij in voldoende aantal worden gedetacheerd, rekening houdende met den rang der officieren en gelijkgestelden.

Deze zullen zich hun voeding en hun kleeding verschaffen uit het traktement, dat hun door de gevangenhoudende mogendheid zal worden uitgekeerd. De voering der huishouding door de officieren zelf zal op alle wijzen moeten worden bevorderd.

HOOFDSTUK 7.

Van de geldmiddelen der krijgsgevangenen.

Artikel 23.

Onder voorbehoud van bijzondere overeenkomsten tusschen de oorlogvoerende mogendheden, met name die overeenkomsten welke in artikel 24 worden bedoeld, zullen de krijgsgevangen officieren en gelijkgestelden van de gevangenhoudende mogendheid hetzelfde traktement ontvangen als de officieren van den overeenkomstigen rang in het leger van deze mogendheid, onder voorwaarde evenwel, dat dit traktement niet hooger zal zijn dan hetgeen waarop zij recht hebben in de legers van het land, dat zij hebben gediend. Dit traktement zal hun in zijn geheel, zoo mogelijk eenmaal per maand, worden uitgekeerd en zonder dat eenige aftrek zal kunnen plaats hebben voor uitgaven, welke ten laste van de gevangenhoudende mogendheid komen, zelfs al zouden deze uitgaven te hunnen voordeele zijn.

Een overeenkomst tusschen de oorlogvoerenden zal den wisselkoers vaststellen welke op deze betaling toepasselijk is; bij gebreke van zoodanige overeenkomst zal de aangenomen koers de koers zijn welke op het oogenblik van de opening der vijandelijkheden gold.

Alle als traktement aan de krijgsgevangenen gedane uitkeeringen zullen aan het einde der vijandelijkheden door de mogendheid, welke zij hebben gediend, moeten worden terugbetaald.

Artikel 24.

Dadelijk bij den aanvang der vijandelijkheden zullen de oorlogvoerenden in gemeen overleg het maximum bedrag aan baar geld vaststellen, hetwelk aan krijgsgevangenen van de verschillende rangen en categorieën geoorloofd zal zijn bij zich te houden. Alle daarbovengaande bedragen, welke eenen gevangene ontnomen of onthouden zullen worden, zullen evenals alle door hem in depôt gegeven bedragen worden ingeschreven op zijn rekening en zullen niet zonder zijne toestemming mogen worden omgewisseld in een andere muntsoort.

De batige saldi van hunne rekeningen zullen aan de krijgsgevangenen aan het einde hunner gevangenschap worden uitgekeerd.

Gedurende den duur der gevangenschap zullen hun faciliteiten verleend worden om deze bedragen geheel of gedeeltelijk aan banken of particulieren in hun eigen land over te maken.

HOOFDSTUK 8.

Van de overbrenging der krijgsgevangenen.

Artikel 25.

Tenzij de loop der krijgsverrichtingen dit eischt, zullen zieke en gewonde krijgsgevangenen niet worden overgebracht, zoolang hunne genezing door de reis zou kunnen worden benadeeld.

Artikel 26.

In geval van overbrenging zullen de krijgsgevangenen van te voren officieel verwittigd worden van hunne nieuwe bestemming; hun zal vergund zijn hunne eigen goederen, hunne correspondentie en de aan hun adres aangekomen pakketten mede te nemen.

Alle daartoe dienstige maatregelen zullen genomen worden, opdat de aan hun oude kamp geadresseerde correspondentie en pakketten zonder verwijl hun worden overgemaakt.

De op rekening der overgebrachte gevangenen geplaatste bedragen zullen worden overgemaakt aan de bevoegde overheid van de plaats van hun nieuw verblijf.

De door de overbrenging veroorzaakte kosten zullen ten laste komen van de gevangenhoudende mogendheid.

AFDEELING III.

Van het werk der krijgsgevangenen.

HOOFDSTUK 1.

Algemeene bepalingen.

Artikel 27.

De oorlogvoerenden zullen de gezonde krijgsgevangenen, officieren en met hen gelijkgestelden uitgezonderd, kunnen bezigen voor werkzaamheden naar hun rang en hunne geschiktheid.

Indien evenwel officieren of gelijkgestelden een bezigheid vragen, welke hun past, zal deze hun zooveel mogelijk moeten worden gegeven.

Krijgsgevangen onderofficieren mogen slechts tot bewakingswerkzaamheden verplicht worden, tenzij zij uitdrukkelijk eene betaalde bezigheid vragen.

De oorlogvoerenden zullen verplicht zijn om gedurende den geheelen duur der gevangenschap de krijgsgevangenen, die het slachtoffer zijn van ongelukken, hun bij het werk overkomen, te doen genieten van de bepalingen, welke volgens de wetgeving van de gevangenhoudende mogendheid op de werklieden van dezelfde categorie van toepassing zijn. Wat de krijgsgevangenen betreft op wie deze wettelijke bepalingen niet zouden kunnen worden toegepast ten gevolge van de wetgeving van deze mogendheid, verplicht deze zich om aan haar wetgevend lichaam alle maatregelen aan te bevelen, welke tot eene billijke vergoeding aan de slachtoffers kunnen leiden.

HOOFDSTUK 2.

Van de inrichting van het werk.

Artikel 28.

De gevangenhoudende mogendheid aanvaardt de volle aansprakelijkheid voor het onderhoud, de verzorging, de behandeling en de betaling der salarissen der krijgsgevangenen, die voor rekening van particulieren werken.

Artikel 29.

Geen enkel krijgsgevangene zal gebezigd mogen worden tot het verrichten van werkzaamheden, waartoe hij lichamelijk ongeschikt is.

Artikel 30.

De duur van het dagelijksch werk der krijgsgevangenen, den heen- en terugweg inbegrepen, zal niet overmatig mogen zijn en zal in geen geval langer mogen zijn dan de werktijd der burger arbeiders van de streek, die voor hetzelfde werk worden gebezigd. Een etmaal rust per week zal aan iederen gevangene moeten worden verleend, bij voorkeur op Zondag.

HOOFDSTUK 3.

Van verboden werk.

Artikel 31.

De door de krijgsgevangenen verrichte werkzaamheden mogen geenerlei rechtstreeksch verband houden met de krijgsverrichtingen. Het is in het bijzonder verboden om gevangenen te gebruiken bij de fabricatie en het vervoer van wapenen of munitie van welken aard ook, evenals bij het vervoer van materieel, dat voor de strijdende legers bestemd is.

In geval van schending van de bepalingen van het voorgaande lid hebben de gevangenen de vrijheid, na uitvoering of begin van uitvoering der opdracht, hunne bezwaren in te dienen door tusschenkomst van de vertrouwensmannen, wier werkzaamheden bepaald worden in de artikelen 43 en 44 of, bij gebreke van een vertrouwensman, door tusschenkomst van de vertegenwoordigers der beschermende mogendheid.

Artikel 32.

Het is verboden krijgsgevangenen te gebruiken bij ongezonde of gevaarlijke werkzaamheden.

Elke verzwaring der arbeidsvoorwaarden bij wijze van krijgstuchtelijken maatregel is verboden.

HOOFDSTUK 4.

Van de werkploegen.

Artikel 33.

Het regime der werkploegen zal gelijk moeten zijn aan dat der gevangenkampen, in het bijzonder wat betreft de hygiënische toestanden, de voeding, de verpleging in geval van ongeluk of van ziekte, de correspondentie en de ontvangst van pakketten.

Elke werkploeg zal behooren bij een gevangenkamp. De commandant van dit kamp zal verantwoordelijk zijn voor de inachtneming in de werkploeg van de bepalingen van dit Verdrag.

HOOFDSTUK 5.

Van het salaris.

Artikel 34.

De krijgsgevangenen zullen geen salaris ontvangen voor de werkzaamheden betreffende de administratie, de inrichting en het onderhoud der kampen.

De gevangenen, die voor andere werkzaamheden gebruikt worden, zullen recht hebben op een salaris, dat moet worden vastgesteld in overeenkomsten tusschen de oorlogvoerenden.

Deze overeenkomsten zullen eveneens het deel specificeeren, dat de kamp-administratie zal kunnen afhouden, het bedrag dat aan den krijgsgevangene zal toebehooren en de wijze, waarop dit bedrag gedurende den duur van zijn gevangenschap te zijner beschikking zal worden gesteld.

In afwachting van het sluiten van bedoelde overeenkomsten zal de betaling van het werk der gevangenen vastgesteld worden volgens onderstaande normen:

a) De werkzaamheden, welke voor den Staat zijn verricht, zullen betaald worden volgens de tarieven, welke voor de militairen van het nationale leger, die dezelfde werkzaamheden verrichten, van kracht zijn of, indien zulke tarieven niet bestaan, volgens een tarief in verhouding tot de uitgevoerde werkzaamheden.

b) Wanneer de werkzaamheden voor rekening van andere openbare administraties of voor particulieren hebben plaats gehad, zullen de voorwaarden ervoor in overleg met de militaire overheid worden geregeld.

Het saldo, dat op rekening van den gevangene blijft, zal hem aan het eind van zijn gevangenschap worden ter hand gesteld. In geval van overlijden zal het langs diplomatieken weg aan de erfgenamen van den overledene worden overgemaakt.

AFDEELING IV.

Van de betrekkingen der krijgsgevangenen met de buitenwereld.

Artikel 35.

Dadelijk bij het begin der vijandelijkheden zullen de oorlogvoerenden de maatregelen publiceeren, welke genomen zijn tot uitvoering van de bepalingen van deze afdeeling.

Artikel 36.

Elk der oorlogvoerenden zal op gezette tijden het aantal brieven en briefkaarten vaststellen, dat de krijgsgevangenen van de verschillende categorieën per maand zullen mogen verzenden en zal dit aantal aan den anderen oorlogvoerende mededeelen. Deze brieven en briefkaarten zullen door de post langs den kortsten weg worden overgebracht. Zij zullen noch kunnen worden vertraagd noch kunnen worden achtergehouden uit overwegingen van krijgstucht.

Binnen den maximum tijd van een week na zijn aankomst in het kamp en eveneens in geval van ziekte zal iedere gevangene in staat worden gesteld om aan zijne familie een briefkaart te zenden, welke haar inlicht over zijn gevangenneming en den staat van zijne gezondheid. Bedoelde briefkaarten zullen met de grootst mogelijken spoed worden overgebracht en zullen op geen enkele wijze mogen worden vertraagd.

In het algemeen zal de correspondentie der gevangenen in hunne moedertaal gesteld moeten zijn. De oorlogvoerenden zullen de correspondentie in andere talen kunnen toestaan.

Artikel 37.

Den krijgsgevangenen zal worden toegestaan om persoonlijk postpakketten te ontvangen, welke levensmiddelen en andere voor hun onderhoud of hun kleeding bestemde artikelen bevatten. De pakketten zullen tegen ontvangstbewijs aan de geadresseerden worden ter hand gesteld.

Artikel 38.

De brieven en zendingen van geld of geldswaardige zaken, evenals postpakketten, welke bestemd zijn voor de krijgsgevangenen of die door hen hetzij rechtstreeks, hetzij door tusschenkomst van de in artikel 77 bedoelde inlichtingsbureaux worden verzonden, zullen vrijgesteld zijn van elk port, zoowel in het land van herkomst en van bestemming als in de landen van doorvoer.

De voor de gevangenen bestemde giften en ondersteuningen in natura zullen evenzoo vrij zijn van alle rechten van invoer en andere rechten, evenals van de vervoerkosten op de door den Staat geëxploiteerde spoorwegen.

Den gevangenen zal in geval van erkende dringendheid toegestaan kunnen worden om tegen betaling van de gewone kosten telegrammen te verzenden.

Artikel 39.

Den krijgsgevangenen zal worden toegestaan om persoonlijk zendingen van boeken te ontvangen, welke aan de censuur zullen kunnen worden onderworpen.

De vertegenwoordigers der beschermende mogendheden en der behoorlijk erkende en gemachtigde vereenigingen tot hulpbetoon zullen boekwerken en verzamelingen van boeken aan de bibliotheken der gevangenkampen kunnen zenden. De overbrenging van deze zendingen naar de bibliotheken zal niet kunnen worden vertraagd onder voorwendsel van censuurmoeilijkheden.

Artikel 40.

De censuur der correspondentie zal in het kortst mogelijke bestek moeten geschieden. De contrôle der postzendingen zal bovendien moeten geschieden op zoodanige wijze, dat het behoud der levensmiddelen, die zij zouden kunnen bevatten, verzekerd zij en zoo mogelijk in tegenwoordigheid van den geadresseerde of een behoorlijk door hem erkenden vertrouwensman.

De verboden tot correspondentie, door de oorlogvoerenden uitgevaardigd om militaire of politieke redenen, zullen slechts een tijdelijk karakter kunnen hebben en zullen zoo kort mogelijk moeten duren.

Artikel 41.

De oorlogvoerenden zullen alle faciliteiten verzekeren voor de overmaking van voor de krijgsgevangenen bestemde of door hen geteekende akten, stukken of documenten, in het bijzonder van volmachten en testamenten.

Zij zullen de noodige maatregelen nemen om zoo noodig de legalisatie van de door de gevangenen gestelde handteekeningen te verzekeren.

AFDEELING V.

Van de betrekkingen der krijgsgevangenen met de autoriteiten.

HOOFDSTUK 1.

Van de klachten der krijgsgevangenen over het regime van de gevangenschap.

Artikel 42.

De krijgsgevangenen zullen het recht hebben om aan de militaire autoriteiten, onder wier macht zij zich bevinden, hunne

bezwaarschriften te doen kennen betreffende het regime van gevangenschap, waaraan zij onderworpen zijn.

Zij zullen eveneens het recht hebben zich te wenden tot de vertegenwoordigers der beschermende mogendheden om hen op de punten opmerkzaam te maken, waarover zij zich mochten hebben te beklagen ten aanzien van het regime der gevangenschap.

Deze bezwaarschriften en reclames zullen met spoed moeten worden overgemaakt.

Zelfs indien zij niet als gegrond zullen worden erkend, zullen zij geen aanleiding tot eenige bestraffing mogen geven.

HOOFDSTUK 2.

Van de vertegenwoordigers der krijgsgevangenen.

Artikel 43.

In elke lokaliteit, waar zich krijgsgevangenen bevinden, zullen deze het recht hebben om vertrouwensmannen aan te wijzen, die belast zijn met hen te vertegenwoordigen tegenover de militaire autoriteiten en de beschermende mogendheden.

Deze aanwijzing zal aan de goedkeuring van de militaire autoriteit zijn onderworpen.

De vertrouwensmannen zullen belast zijn met het in ontvangst nemen en met de verdeeling van collectieve zendingen. Eveneens, in geval de gevangenen mochten besluiten in hun midden een systeem van onderlingen bijstand te organiseeren, zal deze organisatie tot de bevoegdheid van de vertrouwensmannen behooren. Anderzijds zullen deze aan de gevangenen hun diensten kunnen verleenen om hunne betrekkingen met de in artikel 78 bedoelde vereenigingen tot hulpbetoon te vergemakkelijken.

In de kampen van officieren en gelijkgestelden zal de krijgsgevangen officier, die de oudste in den hoogsten rang is, erkend worden als tusschenpersoon tusschen de kampautoriteiten en de gevangen officieren en gelijkgestelden. Tot dit doel zal hij de bevoegdheid hebben een krijgsgevangen officier aan te wijzen om hem als tolk bij de besprekingen met de kampautoriteiten bij te staan.

Artikel 44.

Wanneer vertrouwensmannen als arbeiders zullen worden gebruikt, zal hun werkzaamheid als vertegenwoordigers der krijgsgevangenen moeten worden begrepen in den verplichten arbeidsduur.

Alle faciliteiten zullen aan de vertrouwensmannen worden toegekend voor hunne correspondentie met de militaire autoriteiten en met de beschermende mogendheid. Deze correspondentie zal niet mogen worden beperkt.

Geen enkele vertegenwoordiger der gevangenen zal mogen worden overgeplaatst, zonder dat hem de noodige tijd is gelaten om zijne opvolgers op de hoogte te brengen van de loopende zaken.

HOOFDSTUK 3.

Van de strafrechterlijke sancties ten aanzien der krijgsgevangenen.

1. Algemeene bepalingen.

Artikel 45.

De krijgsgevangenen zullen onderworpen zijn aan de in de legers der gevangenhoudende mogendheid van kracht zijnde wetten, reglementen en bevelen.

Elke daad van insubordinatie zal te hunnen opzichte de maatregelen, in die wetten, reglementen en bevelen bepaald, wettigen.

Evenwel blijven de bepalingen van dit hoofdstuk voorbehouden.

Artikel 46.

De krijgsgevangenen zullen door de militaire autoriteiten en de rechtbanken van de gevangenhoudende mogendheid niet kunnen worden gestraft met andere straffen dan die, welke voor dezelfde feiten ten aanzien van de militairen der nationale legers bepaald zijn.

Bij gelijkheid van rang zullen de krijgsgevangen officieren, onderofficieren of soldaten, die een krijgstuchtelijke straf ondergaan, niet onderworpen kunnen worden aan een minder gunstige behandeling dan die, welke met betrekking tot dezelfde straf in de legers van de gevangenhoudende mogendheid is bepaald.

Verboden zijn elke lijfstraf, elke opsluiting in van het daglicht afgesloten lokaliteiten en in het algemeen elke vorm van wreedheid, welke deze ook zij.

Eveneens zijn verboden collectieve straffen voor door enkelingen bedreven daden.

Artikel 47.

De feiten, welke een vergrijp tegen de krijgstucht uitmaken en in het bijzonder de poging tot ontvluchting, moeten met spoed worden vastgesteld; voor alle krijgsgevangenen, hetzij deze een rang bezitten of niet, moeten de voorarresten tot het strikte minimum beperkt worden.

De gerechtelijke instructies tegen de krijgsgevangenen zullen zoo spoedig als de omstandigheden het veroorloven, plaats hebben; de voorloopige hechtenis zal zooveel mogelijk worden beperkt.

In alle gevallen zal de duur der voorloopige hechtenis worden afgetrokken van de krijgstuchtelijk of gerechtelijk opgelegde straf, voor zoover deze aftrek voor de nationale militairen is toegelaten.

Artikel 48.

De krijgsgevangenen zullen na de gerechtelijke of krijgstuchtelijke straffen, welke hun zijn opgelegd, te hebben ondergaan, niet anders behandeld worden dan de andere gevangenen.

Evenwel zullen de gevangenen, die gestraft zijn wegens een poging tot ontvluchting, onderworpen kunnen worden aan een bijzonder bewakingsregime, maar dat niet de intrekking van eenige door dit Verdrag aan de gevangenen toegekende garanties met zich kan brengen.

Artikel 49.

Geen krijgsgevangene kan door de gevangenhoudende mogendheid van zijn rang worden beroofd.

De krijgstuchtelijke gestrafte gevangenen zullen niet kunnen worden beroofd van de aan hun rang verbonden praerogatieven. In het bijzonder zullen officieren en gelijkgestelden, die straffen ondergaan, welke berooving van vrijheid met zich brengen, niet mogen worden geplaatst in dezelfde lokaliteiten als de gestrafte onderofficieren of manschappen.

Artikel 50.

De ontvluchte krijgsgevangenen, die gegrepen mochten worden vóórdat zij hun leger hebben kunnen bereiken of het gebied hebben kunnen verlaten, dat bezet is door het leger, dat hen heeft gevangen genomen, zullen slechts strafbaar zijn met krijgstuchtelijke straffen.

De gevangenen die, na er in geslaagd te zijn hun leger te bereiken of het grondgebied te verlaten, dat bezet is door het leger, dat hen heeft gevangen genomen, opnieuw krijgsgevangen gemaakt mochten worden, zullen op geen enkele wijze strafbaar zijn voor hun vroegere vlucht.

Artikel 51.

De poging tot ontvluchting, zelfs bij herhaling, zal niet beschouwd mogen worden als een verzwarende omstandigheid in het geval, dat de krijgsgevangene mocht worden verwezen naar de rechtbanken wegens gedurende deze poging begane misdrijven of vergrijpen tegen personen of tegen eigendom.

Na eene beproefde of geslaagde ontvluchting zullen de kameraden van den ontvluchte, die aan de ontvluchting zullen hebben medegewerkt, uit dezen hoofde slechts krijgstuchtelijk gestraft mogen worden.

Artikel 52.

De oorlogvoerenden zullen er voor zorg dragen, dat de bevoegde autoriteiten de grootste toegevendheid zullen betrachten bij de beoordeeling der vraag of een door een krijgsgevangene begaan vergrijp krijgstuchtelijk of gerechtelijk moet worden gestraft.

Dit zal vooral het geval zijn wanneer de feiten moeten worden beoordeeld, welke verband houden met de ontvluchting of de poging tot ontvluchting.

Een gevangene zal voor hetzelfde feit of voor dezelfde tenlastelegging slechts een enkele keer mogen worden gestraft.

Artikel 53.

Geen krijgsgevangene, die krijgstuchtelijk is gestraft en die zich in omstandigheden bevindt, welke voor de repatrieering bepaald zijn, zal mogen worden achtergehouden om reden, dat hij zijn straf niet heeft ondergaan.

De te repatrieeren gevangenen, die op dat oogenblik strafrechtelijk mochten worden vervolgd, zullen van de repatrieering kunnen worden uitgesloten tot aan het einde van het geding en eventueel tot na de tenuitvoerlegging van de straf; zij die reeds krachtens een veroordeelend vonnis mochten zijn opgesloten zullen kunnen worden achtergehouden tot het einde van hunne opsluiting.

De oorlogvoerenden zullen elkaar de lijsten mededeelen van hen, die niet zullen kunnen worden gerepatrieerd wegens de in het voorgaande lid aangegeven redenen.

2. Krijgstuchtelijke straffen.

Artikel 54.

Arrest is de zwaarste krijgstuchtelijke straf, welke aan een krijgsgevangene kan worden opgelegd.

De duur van één zelfde bestraffing mag niet den duur van dertig dagen overschrijden.

Dit maximum van dertig dagen zal evenmin overschreden mogen worden in het geval van meerdere feiten, waarvoor een gevangene zich op het oogenblik, waarop te zijnen opzichte wordt beslist, krijgstuchtelijk mocht hebben te verantwoorden, onverschillig of deze feiten al of niet met elkander in verband staan.

Wanneer een gevangene gedurende of na afloop van een tijdvak van arrest met een nieuwe krijgstuchtelijke straf mocht worden gestraft, zal ten minste een termijn van drie dagen elk der tijdvakken van arrest scheiden, zoodra een hunner tien dagen of meer bedraagt.

Artikel 55.

Onder voorbehoud van de bepaling, welke het onderwerp van het laatste lid van artikel 11 uitmaakt, zullen bij wijze van strafverzwaring op de krijgstuchtelijk gestrafte krijgsgevangenen van toepassing zijn de voedselbeperkingen, welke in de legers van de gevangenhoudende mogendheid zijn toegelaten.

Evenwel zullen deze beperkingen slechts kunnen worden opgelegd, indien de gezondheidstoestand van de gestrafte gevangenen dit veroorlooft.

Artikel 56.

In geen geval zullen krijgsgevangenen naar gevangenisinrichtingen (gevangenissen, huizen van bewaring, tuchthuizen enz.) mogen worden overgebracht om daar krijgstuchtelijke straffen te ondergaan.

De lokaliteiten, waarin de krijgstuchtelijke straffen zullen worden ondergaan, zullen moeten beantwoorden aan de eischen der hygiëne.

De gestrafte gevangenen moeten in de gelegenheid gesteld worden zich in staat van reinheid te houden.

Elken dag moeten deze gevangenenen de gelegenheid hebben om beweging te nemen of om gedurende ten minste twee uren in de buitenlucht te verblijven.

Artikel 57.

Den krijgstuchtelijk gestraften krijgsgevangenen moet worden toegestaan om te lezen en te schrijven, evenals om brieven te verzenden en te ontvangen.

Daarentegen zullen pakketten en geldzendingen slechts aan de geadresseerden kunnen worden afgegeven na het verstrijken van de straf. Indien de niet uitgereikte pakketten aan bederf onderhevige levensmiddelen bevatten, zullen deze aan de ziekenzaal of aan de keuken van het kamp worden gegeven.

Artikel 58.

Den krijgstuchtelijk gestraften krijgsgevangenen moet op hun verzoek worden toegestaan zich voor het dagelijksch geneeskundig bezoek aan te melden. Zij moeten de door de geneesheeren noodig geoordeelde verpleging ontvangen en moeten eventueel geëvacueerd worden naar de ziekenzaal van het kamp of naar de hospitalen.

Artikel 59.

Afgescheiden van de bevoegdheid der rechtbanken en der hoogere militaire autoriteiten zullen de krijgstuchtelijke straffen slechts kunnen worden uitgesproken door een officier, die in zijn hoedanigheid van kampcommandant of detachementscommandant bekleed is met krijgstuchtelijke bevoegdheden, of door den verantwoordelijken officier, die hem vervangt.

3. Gerechtelijke vervolgingen.

Artikel 60.

Dadelijk bij de opening van een tegen een krijgsgevangene gericht gerechtelijk geding moet de gevangenhoudende mogendheid daarvan zoo spoedig mogelijk en altijd voor den datum, welke voor de opening der mondelinge behandeling is vastgesteld, kennis geven aan den vertegenwoordiger van de beschermende mogendheid.

Deze kennisgeving moet de volgende aanduidingen bevatten:

a) burgerlijken stand en rang van den gevangene;

b) plaats van verblijf of van opsluiting;

c) uiteenzetting van den grond of de gronden van aanklacht met vermelding van de toepasselijke wettelijke bepalingen.

Indien het niet mogelijk is in deze kennisgeving opgave te

verstrekken van de rechtbank, welke de zaak zal berechten, van den datum van de opening der mondelinge behandeling en van de plaats, waar zij zal plaats hebben, zullen deze opgaven zoo spoedig mogelijk en in elk geval ten minste drie weken vóór de opening der mondelinge behandeling aan den vertegenwoordiger van de beschermende mogendheid nader moeten worden verstrekt.

Artikel 61.

Geen enkele krijgsgevangene zal kunnen worden veroordeeld zonder de gelegenheid te hebben gehad om zich te verdedigen.

Geen enkele gevangene zal kunnen worden gedwongen om zich schuldig te erkennen aan het feit, waarvan hij beschuldigd wordt.

Artikel 62.

De krijgsgevangene zal het recht hebben door een bevoegden verdediger van zijn keuze te worden bijgestaan en zoo noodig gebruik te maken van een bevoegden tolk. Hij moet van dit recht door de gevangenhoudende mogendheid tijdig voor de mondelinge behandeling op de hoogte gesteld worden.

Bij gebreke van een keuze door den gevangene, zal de beschermende mogendheid hem een verdediger kunnen verschaffen. De gevangenhoudende mogendheid zal aan de beschermende mogendheid op haar verzoek een lijst van personen doen toekomen, die de geschiktheid hebben om de verdediging te voeren.

De vertegenwoordigers van de beschermende mogendheid zullen het recht hebben om bij de mondelinge behandeling van de rechtzaak tegenwoordig te zijn.

De eenige uitzondering op deze regel is het geval, waarin de mondelinge behandeling van de rechtzaak in het belang van de veiligheid van den staat geheim moet blijven. De gevangenhoudende mogendheid moet de beschermende mogendheid daarvan onderrichten.

Artikel 63.

Een vonnis tegen een krijgsgevangene zal slechts kunnen worden uitgesproken door dezelfde rechtbanken en volgens dezelfde procedure als ten aanzien van personen, die tot de strijdkrachten van de gevangenhoudende mogendheid behooren.

Artikel 64.

Ieder krijgsgevangene heeft het recht om tegen elk ten zijnen opzichte gewezen vonnis verzet aan te teekenen op dezelfde wijze als de personen, die tot de strijdkrachten van de gevangenhoudende mogendheid behooren.

Artikel 65.

De tegen krijgsgevangenen uitgesproken vonnissen moeten onverwijld aan de beschermende mogendheid worden medegedeeld.

Artikel 66.

Indien jegens een krijgsgevangene de doodstraf is uitgesproken, moet zoo spoedig mogelijk aan den vertegenwoordiger van de beschermende mogendheid eene mededeeling gedaan worden, waarin nauwkeurig de aard en de omstandigheden van het vergrijp worden uiteengezet, om aan de mogendheid te worden overgebracht in wier leger de gevangene gediend heeft.

Het vonnis mag niet worden tenuitvoer gelegd vóórdat een termijn van ten minste drie maanden vanaf deze mededeeling is verloopen.

Artikel 67.

Geen enkele krijgsgevangene zal ten gevolge van een vonnis of anderszins beroofd kunnen worden van de hem in artikel 42 van dit Verdrag toegekende rechten.

TITEL IV.

Van het einde der gevangenschap.

AFDEELING I.

Van de rechtstreeksche terugzending naar het eigen land en van de onderbrenging op onzijdig gebied.

Artikel 68.

De oorlogvoerenden zijn verplicht de zwaar zieke en zwaar gewonde krijgsgevangenen zonder aanzien van rang of aantal naar hun land terug te zenden, na hen in staat gebracht te hebben om te worden vervoerd.

Overeenkomsten tusschen de oorlogvoerenden moeten bijgevolg

zoo spoedig mogelijk de gevallen van invaliditeit en ziekte vaststellen welke de rechtstreeksche terugzending met zich zullen brengen. evenals de gevallen welke eventueel de onderbrenging op neutraal gebied zullen medebrengen. In afwachting van de sluiting van deze overeenkomsten zullen de oorlogvoerenden zich kunnen gedragen naar de model-overeenkomst, welke ter documentatie aan dit Verdrag is gehecht.

Artikel 69.

Dadelijk na de opening der vijandelijkheden zullen de oorlogvoerenden zich verstaan om gemengde geneeskundige commissies te benoemen. Deze commissies zullen uit drie leden bestaan, waarvan twee zullen behooren tot een onzijdig land en één door de gevangenhoudende mogendheid zal worden aangewezen; een der geneesheeren van het onzijdig land zal als voorzitter optreden. Deze gemengde geneeskundige commissies zullen tot het onderzoek der zieke of gewonde gevangenen overgaan en zullen alle beslissingen nemen, welke te hunnen opzichte nuttig kunnen zijn.

De beslissingen van deze commissies zullen met meerderheid van stemmen genomen worden en binnen den kortst mogelijken tijd worden uitgevoerd.

Artikel 70.

Behalve de krijgsgevangenen, die door den kampgeneesheer mochten zijn aangewezen, zullen de volgende krijgsgevangenen aan het onderzoek van de gemengde geneeskundige commissie, genoemd in artikel 69, onderworpen worden, met het oog op hunne rechtstreeksche terugzending of hunne onderbrenging op onzijdig gebied:

a) de krijgsgevangenen, die daartoe rechtstreeks het verzoek mochten doen aan den kampgeneesheer;

b) de gevangenen, die mochten worden voorgedragen door de in artikel 43 bedoelde vertrouwensmannen, waarbij deze op hun eigen initiatief kunnen handelen of op het verzoek van de gevangenen zelve;

c) de gevangenen, die mochten worden voorgedragen door de mogendheid in wier legers zij hebben gediend of door eene behoorlijk door deze mogendheid erkende en bevoegd verklaarde vereeniging tot hulpbetoon.

Artikel 71.

De krijgsgevangenen, die het slachtoffer geworden zijn van een ongeval in hun werk, behalve de zich vrijwillig verwond hebbenden, zullen, wat de rechtstreeksche terugzending of eventueele onderbrenging op onzijdig gebied betreft, het voorrecht van dezelfde bepalingen genieten.

Artikel 72.

Gedurende de vijandelijkheden en om redenen van menschlievendheid zullen de oorlogvoerenden overeenkomsten kunnen sluiten met betrekking tot de rechtstreeksche terugzending naar het eigen land of de onderbrenging op onzijdig gebied van gezonde krijgsgevangenen, die een lange gevangenschap hebben ondergaan.

Artikel 73.

De kosten van terugzending naar hun land of van vervoer naar onzijdig gebied der krijgsgevangenen zullen vanaf de grens van de gevangenhoudende mogendheid gedragen worden door de mogendheid in wier legers deze gevangenen hebben gediend.

Artikel 74.

Geen enkele naar zijn land teruggezonden krijgsgevangene zal tot eenigen actieven militairen dienst mogen worden gebezigd.

AFDEELING II.

Van de invrijheidstelling en van de terugzending aan het einde der vijandelijkheden.

Artikel 75.

Wanneer de oorlogvoerenden een wapenstilstandsverdrag mochten sluiten, zullen zij in beginsel daarin bepalingen opnemen betreffende de terugzending van de krijgsgevangenen. Indien bepalingen hieromtrent in dit verdrag niet mochten kunnen zijn opgenomen, zullen de oorlogvoerenden zich niettemin zoo spoedig mogelijk met dit doel met elkander in verbinding stellen. In alle gevallen zal de terugzending van de krijgsgevangenen zoo spoedig mogelijk na de sluiting van den vrede geschieden.

De krijgsgevangenen, die mochten worden vervolgd voor een misdrijf of een vergrijp tegen het gemeene recht, zullen echter

kunnen worden achtergehouden tot het einde van het geding en eventueel tot het einde der straf. Hetzelfde zal het geval zijn ten aanzien van hen, die voor een misdrijf of een vergrijp tegen het gemeene recht mochten zijn veroordeeld.

In gemeen overleg tusschen de oorlogvoerenden zullen commissies ingesteld kunnen worden om de verspreide gevangenen op te zoeken en hunne terugzending te verzekeren.

TITEL V.

Van het overlijden van krijgsgevangenen.

Artikel 76.

De testamenten van krijgsgevangenen zullen worden opgenomen en opgemaakt onder dezelfde voorwaarden als voor militairen van het nationale leger.

Men zal eveneens dezelfde regels volgen ten aanzien van de stukken betreffende het vaststellen van het overlijden.

De oorlogvoerenden zullen er voor waken, dat de in gevangenschap overleden krijgsgevangenen eervol zullen worden begraven en dat de graven alle nuttige aanduidingen dragen, worden ontzien en behoorlijk worden onderhouden.

TITEL VI.

Van de bureaux tot hulpbetoon en tot het verstrekken van inlichtingen betreffende de krijgsgevangenen.

Artikel 77.

Dadelijk bij het begin van de vijandelijkheden zullen alle oorlogvoerende mogendheden evenals de onzijdige mogendheden, die oorlogvoerenden mochten hebben opgenomen, een officieel bureau instellen voor inlichtingen over de krijgsgevangenen, die zich op hun gebied bevinden.

In den kortst mogelijken tijd zal ieder der oorlogvoerende mogendheden haar inlichtingsbureau in kennis stellen met elke door haar legers verrichte gevangenneming, zulks onder verstrekking van alle haar ten dienste staande inlichtingen over identiteit, welke het mogelijk maken, spoedig de betrokken families te verwittigen en onder mededeeling der officieele adressen, waaronder de families aan de gevangenen zullen kunnen schrijven.

Het inlichtingsbureau zal met spoed al deze gegevens aan de betrokken mogendheden doen toekomen door bemiddeling eener-

zijds van de beschermende mogendheden en anderszijds door het centraal bureau, bedoeld in artikel 79.

Het inlichtingsbureau, dat belast is met het antwoorden op alle vragen, welke de krijgsgevangenen betreffen, zal van de verschillende bevoegde diensten alle gegevens ontvangen betreffende interneeringen en veranderingen, invrijheidstellingen op eerewoord, repatrieeringen, ontvluchtingen, verblijf in hospitalen, sterfgevallen, alsmede de overige inlichtingen, die noodig zijn, om een individueele kaart voor elken krijgsgevangene op te stellen en bij te houden.

Het bureau zal zooveel mogelijk en onder voorbehoud van de bepalingen van artikel 5, op die kaart brengen stamboeknummers, naam en voornamen, datum en plaats van geboorte, rang en troependeel van den betrokkene, voornaam van den vader en naam van de moeder, adres van de persoon, die in geval van een ongeluk verwittigd moet worden, verwondingen, datum en plaats van de gevangenneming, van de interneering, van de verwondingen, van den dood, alsmede alle andere belangrijke inlichtingen.

Wekelijksche lijsten, houdende alle nieuwe inlichtingen, die er toe kunnen bijdragen om de identificatie van iederen gevangene te vergemakkelijken, zullen aan de belanghebbende mogendheden worden toegezonden.

De individueele kaart van den krijgsgevangene zal na de sluiting van den vrede worden toegezonden aan de mogenheid, welke hij heeft gediend.

Het inlichtingsbureau zal bovendien verplicht zijn alle voorwerpen van persoonlijk gebruik, waardepapieren, brieven, soldijboekjes, herkenningsteekens enz., welke mochten zijn achtergelaten door de gerepatrieerde, op eerewoord in vrijheid gestelde, ontvluchte of overleden krijgsgevangenen, te verzamelen en deze voorwerpen aan de belanghebbende landen toe te zenden

Artikel 78.

De vereenigingen tot hulpbetoon aan krijgsgevangenen, welke volgens de wet van haar land regelmatig zijn opgericht en die ten doel hebben, tusschenpersonen te zijn bij het liefdadig werk, zullen van de zijde der oorlogvoerenden voor haar en voor hare bevoegdelijk aangestelde vertegenwoordigers binnen de door de militaire noodzakelijkheden gestelde grenzen alle faciliteiten krijgen om haar taak van menschlievendheid doelmatig te kunnen vervullen. De afgevaardigden van deze vereenigingen zullen

in de kampen kunnen worden toegelaten om hulp te verleenen, evenals tot de étappe-plaatsen der naar hun land terugkeerende krijgsgevangenen, door de verleening van een persoonlijke vergunning, afgegeven door de militaire overheid en onder het schriftelijk op zich nemen van de verplichting om zich aan alle maatregelen van orde en politie, welke deze overheid mocht voorschrijven, te onderwerpen.

Artikel 79.

Een centraal inlichtingsbureau betreffende de krijgsgevangenen zal op onzijdig gebied worden opgericht. Het Internationale Comité van het Roode Kruis zal, indien het zulks noodig oordeelt, aan de belanghebbende mogendheden de organisatie van een zoodanig bureau voorstellen.

Dit bureau zal belast zijn met het verzamelen van alle inlichtingen aangaande de gevangenen, welke het langs officieelen of langs particulieren weg zal kunnen verkrijgen; het zal deze inlichtingen zoo spoedig mogelijk overbrengen aan het land van oorsprong van de gevangenen of aan de mogendheid, welke zij zullen hebben gediend.

Deze bepalingen mogen niet worden uitgelegd als zouden zij de menschlievende werkzaamheid van het Internationaal Comité van het Roode Kruis beperken.

Artikel 80.

De inlichtingsbureaux zullen op postgebied vrijdom van port genieten evenals alle in artikel 38 bedoelde vrijstellingen.

TITEL VII.

Van de toepassing van het Verdrag op zekere groepen van burgers.

Artikel 81.

De personen, die de strijdkrachten volgen zonder daarvan rechtstreeks deel uit te maken, zooals correspondenten, verslaggevers van couranten, marketenters, leveranciers, die in de macht van den vijand mochten geraken en die deze nuttig mocht oordeelen aan te houden, zullen recht hebben op de behandeling van krijgsgevangenen, mits zij voorzien zijn van een legitimatiebewijs afgegeven door de militaire overheid van de strijdkrachten, welke zij vergezelden.

TITEL VIII.

Van de tenuitvoerlegging van het Verdrag.

AFDEELING I.

Algemeene bepalingen.

Artikel 82.

De voorschriften van dit Verdrag zullen door de Hooge Verdragsluitende Partijen onder alle omstandigheden moeten worden geëerbiedigd.

In het geval dat, in tijd van oorlog, een der oorlogvoerenden geen partij bij dat Verdrag mocht zijn, zullen niettemin deszelfs bepalingen verbindend blijven tusschen de oorlogvoerenden, die aan het Verdrag deelnemen.

Artikel 83.

De Hooge Verdragsluitende Partijen behouden zich het recht voor om bijzondere overeenkomsten te sluiten over alle kwesties met betrekking tot de krijgsgevangenen, die hun nuttig mochten voorkomen afzonderlijk te regelen.

De krijgsgevangenen zullen in het genot van de voordeelen dier overeenkomsten blijven tot de beëindiging der terugzending, behalve indien het tegendeel uitdrukkelijk bepaald wordt in de bovenbedoelde overeenkomsten of in nadere overeenkomsten, of eveneens, indien gunstiger maatregelen door de een of de andere oorlogvoerende mogendheid ten aanzien van de gevangenen, die zij in haar macht hebben, mochten zijn genomen.

Ten einde de toepassing van de bepalingen van dit Verdrag geheel te waarborgen en de sluiting van de hierboven bedoelde bijzondere overeenkomsten te vergemakkelijken, zullen de oorlogvoerenden dadelijk bij het begin van de vijandelijkheden bijeenkomsten kunnen toestaan van vertegenwoordigers der respectieve autoriteiten, die belast zijn met de administratie der krijgsgevangenen.

Artikel 84.

De tekst van dit Verdrag en van de in het voorgaande artikel bedoelde bijzondere overeenkomsten zal worden aangeplakt, zooveel mogelijk in de moedertaal der krijgsgevangenen, op plaatsen waar hij door alle gevangenen zal kunnen worden geraadpleegd.

De tekst van deze overeenkomsten zal aan de gevangenen, die zich in de onmogelijkheid mochten bevinden om van den aangeplakten tekst kennis te nemen, op hun verzoek worden medegedeeld.

Artikel 85.

De Hooge Verdragsluitende Partijen zullen elkander door tusschenkomst van den Zwitserschen Bondsraad de officieele vertalingen van dit Verdrag mededeelen, evenals de wetten en reglementen, welke zij zouden kunnen moeten aannemen om de toepassing van dit Verdrag te verzekeren.

AFDEELING II.

Van de organisatie van de contrôle.

Artikel 86.

De Hooge Verdragsluitende Partijen erkennen, dat de regelmatige toepassing van dit Verdrag een waarborg zal vinden in de mogelijkheid van samenwerking der beschermende mogendheden, die belast zijn met het waken over de belangen der oorlogvoerenden; tot dat doel zullen de beschermende mogendheden buiten haar diplomatiek personeel, gedelegeerden kunnen aanwijzen onder hare eigen landslieden of onder de landslieden van andere onzijdige mogendheden. Deze gedelegeerden zullen moeten onderworpen worden aan de goedkeuring van den oorlogvoerenden Staat, bij wien zij hunne zending zullen uitoefenen.

De vertegenwoordigers van de beschermende mogendheid of hare erkende gedelegeerden zullen bevoegd zijn om zich te begeven in alle plaatsen, zonder eenige uitzondering, waar krijgsgevangenen zijn geïnterneerd. Zij zullen toegang hebben in alle lokalen, waar krijgsgevangenen verblijf houden, en zullen zich, in het algemeen zonder getuige, persoonlijk of door tusschenkomst van tolken met hen mogen onderhouden.

De oorlogvoerenden zullen zooveel mogelijk de taak van de vertegenwoordigers of der erkende gedelegeerden van de beschermende mogendheid vergemakkelijken. De militaire autoriteiten zullen van hun bezoek worden onderricht.

De oorlogvoerenden kunnen zich verstaan om toe te laten, dat personen van de eigen nationaliteit van de gevangenen worden toegelaten om aan de inspectiereizen deel te nemen.

Artikel 87.

In geval van oneenigheid tusschen de oorlogvoerenden over de toepassing van de bepalingen van dit Verdrag zullen de beschermende mogendheden zooveel mogelijk hare diensten kunnen verleenen, teneinde het geschil te regelen.

Tot dat doel zal ieder der beschermende mogendheden aan de betrokken oorlogvoerenden in het bijzonder eene bijeenkomst van de vertegenwoordigers dezer oorlogvoerenden kunnen voorstellen, eventueel op een gunstig gekozen onzijdig gebied. De oorlogvoerenden zullen verplicht zijn om aan de voorstellen, die hun in dezen zin mochten worden gedaan, gevolg te geven. De beschermende mogendheid zal, indien het geval zich voordoet, aan de goedkeuring der mogendheden, waarvan hier sprake is, een persoon kunnen onderwerpen, die tot een neutrale mogendheid behoort, of een persoon, afgevaardigd door het Internationale Comité van het Roode Kruis, die geroepen zal zijn om aan deze bijeenkomst deel te nemen.

Artikel 88.

De voorgaande bepalingen belemmeren niet de menschlievende werkzaamheid, welke het Internationale Comité van het Roode Kruis zal kunnen ontplooien voor de bescherming van krijgsgevangenen, behoudens de goedkeuring van de betrokken oorlogvoerenden.

AFDEELING III.

Slotbepalingen.

Artikel 89.

In de betrekkingen tusschen de Mogendheden die gebonden zijn door het Haagsche Verdrag betreffende de wetten en gebruiken van den landoorlog, onverschillig of dit is het Verdrag van 29 Juli 1899 of dat van 18 October 1907, en die aan dit Verdrag deelnemen, zal dit Verdrag het Hoofdstuk II van het bij bovengenoemde Haagsche Verdragen gevoegde Reglement aanvullen.

Artikel 90.

Dit Verdrag, dat den datum van dezen dag zal dragen, zal tot den eersten Februari 1930 kunnen worden geteekend uit naam van alle op de Conferentie, die op den 1sten Juli 1929 te Genève is geopend, vertegenwoordigde landen.

Artikel 91.

Dit Verdrag zal zoo spoedig mogelijk worden geratificeerd.

De akten van bekrachtiging zullen te Bern worden nedergelegd.

Van de nederlegging van elke akte van bekrachtiging zal een proces-verbaal worden opgemaakt, waarvan een voor eensluidend gewaarmerkte afdruk door den Zwitserschen Bondsraad zal worden toegezonden aan de Regeeringen van alle landen uit welker naam het Verdrag zal zijn geteekend of de toetreding tot dat Verdrag zal zijn medegedeeld.

Artikel 92.

Dit Verdrag zal in werking treden zes maanden nadat ten minste twee akten van bekrachtiging zullen zijn nedergelegd.

Verder zal het voor elke Hooge Verdragsluitende Partij in werking treden zes maanden na de nederlegging van hare akte van bekrachtiging.

Artikel 93.

Van den datum van zijne inwerkingstelling af zal dit Verdrag open staan voor toetredingen, welke uit naam van elk land, uit welks naam dit Verdrag niet zal zijn geteekend, worden gedaan.

Artikel 94.

De toetredingen moeten schriftelijk aan den Zwitserschen Bondsraad worden medegedeeld en zullen van kracht worden zes maanden na den dag, waarop zij den Bondsraad zullen hebben bereikt.

De Zwitsersche Bondsraad zal van de toetredingen kennis geven aan de Regeeringen van alle landen, uit welker naam het Verdrag zal zijn geteekend of de toetreding tot dat Verdrag zal zijn medegedeeld.

Artikel 95.

De oorlogstoestand zal onmiddellijke werking verleenen aan de akten van bekrachtiging en de toetredingen, welke door de oorlogvoerende Mogendheden vóór of ná den aanvang van de vijandelijkheden zijn nedergelegd of zijn medegedeeld. De kennisgeving van bekrachtigingen of van toetredingen, welke ontvangen worden van zich in oorlogstoestand bevindende Mogendheden, zal door den Zwitserschen Bondsraad langs den snelsten weg worden verricht.

Artikel 96.

Elk der Hooge Verdragsluitende Partijen zal de bevoegdheid hebben dit Verdrag op te zeggen. De opzegging zal eerst gevolg hebben een jaar nadat de mededeeling daarvan schriftelijk aan den Zwitserschen Bondsraad zal zijn gedaan. Deze zal van deze mededeeling kennis geven aan de Regeeringen van alle Hooge Verdragsluitende Partijen.

De opzegging zal slechts gelden ten aanzien van de Hooge Verdragsluitende Partij, die haar zal hebben medegedeeld.

Bovendien zal deze opzegging geen gevolg hebben in den loop van een oorlog, waarin de opzeggende Mogendheid mocht zijn betrokken. In dit geval zal dit Verdrag in werking blijven, boven den termijn van een jaar, tot aan de sluiting van de vrede en in elk geval totdat de werkzaamheden voor de terugzending zijn beëindigd.

Artikel 97.

Een voor eensluidend gewaarmerkte afdruk van dit Verdrag zal door de zorgen van den Zwitserschen Bondsraad nedergelegd worden in de archieven van den Volkenbond. Eveneens zal van bekrachtigingen, toetredingen en opzeggingen, welke aan den Zwitserschen Bondsraad zullen worden medegedeeld, door hem kennis gegeven worden aan den Volkenbond.

TEN BLIJKE WAARVAN de bovengenoemde gevolmachtigden dit Verdrag hebben onderteekend.

GEDAAN te Genève, den zeven en twintigsten Juli negentienhonderd negen en twintig, in een enkel exemplaar, dat in de archieven van den Zwitserschen Bond bewaard zal blijven en waarvan voor eensluidend gewaarmerkte afdrukken aan de Regeeringen van alle tot de Conferentie uitgenoodigde landen zullen worden toegezonden.

Voor Duitschland:

EDMUND RHOMBERG.

Voor de Vereenigde Staten van Amerika:

ELIOT WADSWORTH.

HUGH R. WILSON.

Voor Oostenrijk:

LEITMAIER.

Voor België:

Dr. DEMOLDER.

J. DE RUELLE.

Voor Bolivia:

A. CORTADELLAS.

Voor Brazilië:

RAUL DO RIO-BRANCO.

Voor Groot-Britannië en Noord-Ierland, benevens elk deel van het Britsche Rijk, dat niet afzonderlijk lid is van den Volkenbond:

HORACE RUMBOLD.

Voor Canada:

W. A. RIDDELL.

Voor Australie:

CLAUD RUSSELL.

Voor Nieuw-Zeeland:

CLAUD RUSSELL.

Voor Zuid-Afrika:

ERIC H. LOUW.

Voor den Vrijstaat Ierland:

SEAN LESTER.

Voor Indië:

CLAUD RUSSELL.

Voor Bulgarije:

D. MIKOFF.

STEPHAN N. LAFTCHIEFF.

Voor Chili:

GMO NOVOA.
D. PULGAR.

Voor China:

C. Y. HSIAO.

Voor Columbia:

FRANCISCO JOSE URRUTIA.

Voor Cuba:

CARLOS DE ARMENTEROS.
CARLOS BLANCO.

Voor Denemarken:

HARALD SCAVENIUS.
GUSTAV RASMUSSEN.

Voor de Dominicaansche Republiek:

CH. ACKERMANN.

Voor Egypte:

MOHAMMED ABDEL MONEIN RIAD.
H. W. M. SIMAIKA.

Voor Spanje:

Ad Referendum
MAURICIO LOPEZ ROBERTS Y TERRY,
MARQUES DE LA TORREHERMOSA.

Voor Estland:

Dr. LEESMENT.

Voor Finland:

A. E. MARTOLA.

Voor Frankrijk:

H. DE MARCILLY.
J. DU SAULT.

Voor Griekenland:

R. RAPHAEL.

S. VENISELOS

Voor Hongarije:

PAUL DE HEVESY.

Voor Italië:

GIOVANNI CIRAOLO.

Voor Japan:

ISABURO YOSHIDA.

S. SHIMOMURA.

S. MIURA.

Voor Letland:

CHARLES DUZMANS.

Dr. OSKAR VOIT.

Voor Luxemburg:

CH. G. VERMAIRE.

Voor Mexico:

FR. CASTILLO NAJERA.

Voor Nicaragua:

A. SOTTILE.

Voor Noorwegen:

J. IRGENS.

JENS MEINICH.

Voor Nederland:

W. DOUDE VAN TROOSTWIJK.

Dr. DIEHL.

J. HARBERTS.

Voor Perzië:

ANOUCHIREVAN SEPAHBODI.

Voor Polen:

JOZEF G. PRACKI.
W. JERZY BABECKI.

Voor Portugal:

VASCO DE QUEVEDO.
F. DE CALHEIROS E MENEZES.

Voor Roemenië:

M. B. BOERESCO.
COLONEL E. VERTEJANO.

Voor het Koninkrijk der Serven, Kroaten en Slovenen:

I. CHOUMENKOVITCH.

Voor Siam:

VARNVAIDYA

Voor Zweden:

K. I. WESTMAN.

Voor Zwitserland:

PAUL DINICHERT. HAUSER. ZUBLIN.
DE LA HARPE. SCHINDLER.

Voor Tsjechoslowakije:

Zd. FIERLINGER.

Voor Turkije:

HASSAN.
Dr. ABDULKADIR. M. NUSRET. Dr. AKIL MOUKHTAR.

Voor Uruguay:

ALFREDO DE CASTRO.

Voor Venezuela:

C. PARRA-PEREZ.
I. M. HURTADO-MACHADO.

BIJLAGE VAN HET VERDRAG

betreffende de behandeling van krijgsgevangenen van 27 Juli 1929.

MODEL-OVEREENKOMST

betreffende de rechtstreeksche terugzending naar hun land en de onderbrenging op onzijdig gebied van krijgsgevangenen wegens gezondheidsredenen.

I. LEIDENDE BEGINSELEN VOOR DE RECHTSTREEKSCHE TERUGZENDING NAAR HET EIGEN LAND EN DE ONDERBRENGING OP ONZIJDIG GEBIED.

A. *Leidende beginselen voor de rechtstreeksche terugzending naar het eigen land.*

Rechtstreeks moeten naar het eigen land worden teruggezonden:

1°. De zieken en gewonden, bij wie volgens de geneeskundige verwachting herstel binnen een jaar niet aannemelijk is, terwijl hun toestand een behandeling noodig maakt en die geestelijk of lichamelijk belangrijk minderwaardig blijken te zijn.

2°. De ongeneeslijke zieken en gewonden, die geestelijk of lichamelijk belangrijk minderwaardig blijken te zijn.

3°. De genezen zieken en gewonden, die geestelijk of lichamelijk belangrijk minderwaardig blijken te zijn.

B. *Leidende beginselen voor de onderbrenging op onzijdig gebied.*

Ondergebracht moeten worden:

1°. De zieken en gewonden, bij wie [de] genezing binnen den tijd van een jaar waarschijnlijk is, terwijl deze genezing sneller en meer verzekerd schijnt, indien aan de zieken en gewonden de voordeelen worden geschonken van de hulpbronnen, die het

onzijdig land biedt, dan wanneer hun eigenlijke gevangenschap wordt verlengd.

2°. De krijgsgevangenen, wier geestelijke of lichamelijke gezondheid volgens geneeskundige verwachting ernstig bedreigd *voorkomt* door het *handhaven* van de gevangenschap terwijl de onderbrenging op onzijdig gebied hen waarschijnlijk aan dat gevaar zou onttrekken.

C. *Leidende beginselen voor de terugzending naar hun land van de op onzijdig gebied ondergebrachten.*

Naar hun land moeten worden teruggezonden de op onzijdig gebied ondergebrachte krijgsgevangenen, die tot een der volgende groepen behooren:

1°. Zij, wier gezondheidstoestand zich voordoet als zijnde of wordende zoodanig, dat zij komen te behooren tot [een] de[r] groepen van hen, die om gezondheidsredenen naar hun land moeten worden teruggezonden.

2°. Zij, die genezen zijn doch die geestelijk of lichamelijk belangrijk minderwaardig blijken te zijn.

II. BIJZONDERE BEGINSELEN VOOR DE RECHTSTREEKSCHE TERUGZENDING NAAR HET EIGEN LAND OF DE ONDERBRENGING OP ONZIJDIG GEBIED.

A. *Bijzondere beginselen voor de terugzending [naar het eigen land].*

[Naar het eigen land] moeten worden teruggezonden:

1°. Alle krijgsgevangenen, die ten gevolge van organisch letsel de volgende daadwerkelijke of functioneele afwijkingen vertoonen: verlies van een lidmaat, verlamming, gewrichts- en andere afwijkingen, een en ander voor zoover het gemis tenminste een voet of hand omvat of wel met het gemis van een voet of hand is gelijk te stellen.

2°. Alle krijgsgevangenen, die gewond of op andere wijze getroffen zijn en wier toestand zoodanig is, dat deze *hen maakt tot* gebrekkigen, wier herstel binnen een jaar uit geneeskundig oogpunt niet kan worden verwacht.

3°. Alle zieken, wier toestand zoodanig is, dat deze hen maakt tot gebrekkigen, wier herstel binnen een jaar uit geneeskundig oogpunt niet kan worden verwacht.

Tot deze groep behooren in het bijzonder:

a. voortschrijdende tuberculose van welke organen ook, welke volgens geneeskundige verwachting niet meer kan worden genezen of ten minste belangrijk worden verbeterd door een kuur op onzijdig gebied.

b. niet-tuberculeuse aandoeningen van de ademhalingsorganen, welke ongeneeslijk worden geacht (zooals, in het bijzonder *longemphysum* in belangrijken graad, met of zonder bronchitis, verwijding van luchtpijptakken, ernstig asthma, vergiftiging door gassen, enz.).

c. ernstige sleepende aandoeningen van de organen van den bloedsomloop (b.v. klepvliesgebreken met neiging tot compensatiestoornissen, betrekkelijk ernstige aandoeningen van de hartspier, het hartezakje en de vaten, in het bijzonder onopereerbare verwijdingen van de groote vaten, enz.).

d. ernstige sleepende aandoeningen van de spijsverteringsorganen.

e. ernstige sleepende aandoeningen van de pis- en geslachtsorganen, in het bijzonder alle gevallen van sleepende nierontsteking, welke met zekerheid zijn vastgesteld en alle kenmerkende verschijnselen vertoonen en zeer in het bijzonder wanneer er reeds afwijkingen van hart en bloedvaten bestaan; verder chronische nierbekken- en blaasontstekingen, enz.

f. ernstige sleepende ziekten van het centrale en periphere zenuwstelsel, zooals met name ernstige neurasthenie en hysterie, alle onbetwistbare gevallen van epilepsie, ernstige Basedousche ziekte, enz.

g. blindheid van beide oogen, of van één oog wanneer de gezichtsscherpte van het andere beneden 5/5 blijft, ondanks de aanwending van verbeterende glazen. Vermindering van de gezichtsscherpte *indien* het niet mogelijk is die door correctie tot ten minste ½ op één oog terug te brengen.

Andere oogaandoeningen, tot in deze groep behoorende groene staar, ontsteking van het regenboogvlies, het vaatvlies, enz.).

h. algeheele dubbelzijdige doofheid, evenals algeheele eenzijdige doofheid, wanneer het onvolledig doove oor de gewone spreekstem op 1 meter afstand niet meer verstaat.

i. alle onbetwistbare gevallen van geestesaandoeningen.

k. ernstige gevallen van sleepende vergiftiging door metalen of andere oorzaken (sleepende vergiftiging door lood, kwik, morfine, cocaïne, alcohol, door gassen, enz.).

l. sleepende aandoeningen van de bewegingsorganen (misvormende gewrichtsontsteking, jicht, rheumatische aandoeningen met klinisch aantoonbare afwijkingen), mits zij ernstig zijn.

m. alle kwaadaardige nieuwvormingen indien zij niet in aanmerking komen voor betrekkelijk onschuldig operatief ingrijpen zonder gevaar voor het leven [van den geopereerde].

n. alle gevallen van malaria met waarneembare organische afwijkingen (belangrijke chronische vergrooting van de lever, van de milt, cachexie, enz.).

o. ernstige sleepende huidaandoeningen, voor zoover derzelver aard geen geneeskundige aanwijzing vormt voor onderbrenging op neutraal gebied.

p. ernstige ziekten, voorspruitend uit gebrek aan vitaminen (beri-beri, pellagra, sleepende scheurbuik).

B. *Bijzondere beginselen voor de onderbrenging.*

De krijgsgevangenen moeten worden ondergebracht, indien zij zijn aangetast door de volgende aandoeningen:

1°. alle vormen van tuberculose, van welke organen ook, indien *deze* volgens den huidigen toestand der medische wetenschap kunnen worden genezen of ten minste aanzienlijk worden verbeterd door geneeswijzen, welke in een onzijdig land kunnen worden toegepast (hooge lucht, verpleging in sanatoria, enz.);

2°. alle vormen — die een behandeling noodig maken — van aandoeningen der organen van ademhaling, bloedsomloop, spijsvertering, der pis- en geslachtsorganen, van zenuwstelsel en zintuigen, van de bewegingsorganen en de huid, onder voorwaarde evenwel, dat die vormen van aandoeningen niet behooren tot de groepen, voor welke een rechtstreeksche terugzending naar het eigen land is voorgeschreven of dat zij niet zijn eigenlijke acute ziekten, die een neiging hebben tot geheele genezing. De in deze paragraaf bedoelde aandoeningen zijn die, welke door de aanwending van behandelingswijzen, welke in een onzijdig land kunnen worden toegepast, werkelijk betere genezingskansen voor den patiënt bieden dan wanneer deze in gevangenschap zou worden behandeld.

Zeer bijzondere aandacht behoort te worden geschonken aan de zenuwstoornissen, welke veroorzaakt of sterk ongunstig beïnvloed zijn door de oorlogsgebeurtenissen of de gevangenschap zelve, zooals de psychasthenie van krijgsgevangenen en andere overeenkomstige gevallen.

Alle deugdelijk vastgestelde gevallen van dezen aard moeten worden ondergebracht voor zoover hun ernst of constitutioneel karakter dezelve niet stempelen tot gevallen, die op rechtstreeksche terugzending naar het eigen land aanspraak geven.

De aan psychasthenie lijdende krijgsgevangenen, die niet zijn genezen na drie maanden van onderbrenging op onzijdig gebied of die na dien termijn niet kennelijk op weg van blijvende genezing zijn, moeten naar het eigen land worden teruggezonden;

3°. alle gevallen van verwonding, letsels en hunne gevolgen, welke op onzijdig gebied betere kansen op genezing bieden als in gevangenschap, onder voorwaarde, dat deze gevallen niet in aanmerking komen voor rechtstreeksche terugzending naar het eigen land dan wel onbeduidend zijn;

4°. alle gevallen van deugdelijk vastgestelde malaria zonder klinisch aantoonbare orgaanafwijkingen (chronische vergrooting van de lever, van de milt, cachexie, indien het verblijf op onzijdig gebied bijzonder gunstige vooruitzichten voor blijvende genezing biedt.

5°. alle gevallen van vergiftiging (in het bijzonder door gassen, metalen, alcaloiden, *bij welke in een onzijdig land* de vooruitzichten bijzonder gunstig zijn.

Uitgesloten van onderbrenging zijn:

1°. alle gevallen van deugdelijk vastgestelde geestesziekte;

2°. alle organische of functioneele zenuwaandoeningen, welke ongeneeslijk worden geacht. (Deze twee groepen behooren tot die, welke recht geven op rechtstreeksche terugzending naar het eigen land);

3°. ernstige chronische drankzucht;

4°. alle besmettelijke aandoeningen in het tijdperk, waarin zij overdraagbaar zijn (acute infectieziekten, primaire en secundaire syphilis, trachoom, lepra, enz.).

III. ALGEMEENE OPMERKINGEN.

De hierboven vastgestelde voorwaarden moeten in het algemeen worden uitgelegd en toegepast in een zoo ruim mogelijken geest.

Deze ruime uitlegging moet in het bijzonder worden toegepast op de neuropathische en psychopathische toestanden, welke veroorzaakt of ongunstig beïnvloed zijn door de oorlogsgebeurtenissen of de gevangenschap zelve (psychasthenie der krijgsgevangenen) evenals op gevallen van tuberculose in alle graden.

Het spreekt vanzelf, dat de kampgeneesheeren en de gemengde geneeskundige commissies kunnen komen te staan voor een menigte gevallen, die niet vermeld zijn bij de onder nummer II gegeven voorbeelden, of voor gevallen, die niet aan die voorbeelden zijn aan te passen. De hierboven vermelde voorbeelden zijn slechts gegeven als typische voorbeelden; een overeenkomstige lijst van voorbeelden van chirurgische afwijkingen is niet opgesteld, omdat, met uitzondering van de gevallen, die door hun aard zelf onbetwistbaar zijn (amputaties), het moeilijk is, een lijst van bijzondere types samen te stellen; de ervaring heeft uitgewezen, dat een overzicht van die bijzondere gevallen in de praktijk niet zonder bezwaren was.

Men zal in alle gevallen, welke zich niet geheel aan de gegeven voorbeelden aanpassen, zich bij de beslissing moeten laten leiden door den geest der bovenvermelde leidende beginselen.
